

**FRONT DE GAUCHE**

**VILLE/HABITAT/SOLIDARITÉS TERRITORIALES**

**METROPOLISATION  
LES NOUVEAUX  
ENJEUX**

**LE CAS DE  
LA METROPOLE  
FRANCILIENNE**

**FORUM DU 1ER FÉVRIER 2013 PARIS**

**5 €**



## SOMMAIRE

- 4 - 11 **COMPTE RENDU DU FORUM DU 1ER FÉVRIER**  
- Introduction : Robert Spizzichino, Emmanuel Bellanger
- 12 - 21 **PREMIÈRE TABLE RONDE**  
« La place de la métropole francilienne dans le territoire français et européen est-elle un aspirateur d'énergie ou un moteur à injection ? »
- 22 - 35 **DEUXIÈME TABLE RONDE**  
« La métropolisation se déploie dans la mondialisation libérale. En est-elle une conséquence, une des modalités les plus actives de sa mise en œuvre ? Est-elle, au contraire, le résultat d'exigences qui portent en elles-mêmes une contestation de l'ordre capitaliste ? »
- 36 - 47 **TROISIÈME TABLE RONDE**  
« Grand Paris, quelle vision, pour quel projet ? Le «Grand Paris» est en construction. Des forces sociales et politiques contribuent à l'influencer, le dessiner. Sur quels sujets ? Quels appuis et quelles limites rencontrent-elles à leur action ? »
- 48 - 57 **QUATRIÈME TABLE RONDE**  
« Quelles pourraient être les lignes de force d'un projet politique de gauche pour la métropole ? »
- 58 - 60 **CINQUIÈME TABLE RONDE**  
17h00-17h30 Et maintenant ?  
Quelles initiatives sont possibles ?
- 62 - 109 **Textes préparatoires au Forum**
- 110 - 111 **Bibliographie**
- 112 - 113 **Dates clés, lexique**
- 114 - 116 **TEXTE COLLECTIF émanant du front thématique ville/habitat/territoires en vue d'une position commune du Front de gauche sur la métropolisation**

**L** Le 1er Février 2013, le Front de Gauche Ville-Habitat –Solidarités territoriales a réuni près de 200 personnes, pour échanger sur le processus de métropolisation, en particulier sur le « Grand Paris » en Ile de France. Cette initiative est la troisième manifestation en trente ans qu'organisent les forces de gauche sur le thème de la ville, après notamment le colloque de Grenoble en 1974. Elle constitue le début d'une démarche devant s'étendre à d'autres métropoles françaises, afin de bâtir une analyse et un projet, étroitement coordonnés avec le terrain des luttes urbaines et économiques.

Le risque était que ce Forum ne soit qu'une énième assemblée de spécialistes. L'objectif recherché était plutôt de mettre en large débat le processus en cours, peu visible encore mais irréversible, qui dessine une refondation de la ville comme métropole, d'interpeller ses atouts et ses dysfonctionnements, d'identifier les enjeux et les politiques susceptibles d'infléchir cette dynamique, porteuse d'avenir mais dangereusement ségrégative, et de l'orienter vers un nouveau modèle de civilisation urbaine.

Un consensus s'est dégagé lors des exposés et débats, pour reconnaître dans le processus de métropolisation en cours un enjeu politique et idéologique majeur, dont les forces de gauche doivent s'emparer pour construire un projet politique pour la ville du 21ème siècle. Ainsi, des responsables politiques du Front de Gauche ont débattu toute une journée avec des chercheurs, des membres de collectifs de défense opposés à des projets hors-sol, des professionnels de la ville, des responsables syndicaux et des élus territoriaux.

C'est donc bien une autre vision de la métropolisation et du Grand Paris que le Front de gauche, ses élus et ses militants vont porter dans les prochains mois, notamment à l'occasion de l'acte 3 de la décentralisation. Ceci se fera dans le cadre d'Ateliers Citoyens associant toutes les forces vives qui luttent en Ile de France pour défendre l'emploi, un cadre de vie de qualité ou l'accès au logement.

L'enjeu semble bien de parvenir à unifier des luttes ponctuelles ou sectorielles dans une vision d'ensemble de la dynamique métropolitaine et identifier ainsi les convergences nécessaires et leviers d'action pour orienter cette dynamique vers un projet global, dont l'armature doit reposer sur quatre grands principes : solidarité ; inclusion ; coopération ; innovation sociale.

**C'est probablement le rôle du Front de Gauche et, dans le Front de Gauche, celui de ses fronts thématiques de faciliter ces convergences à l'échelle métropolitaine et de faire en sorte que les citoyens s'approprient cette construction collective.**

# LES ACTES DU FORUM

## METROPOLISATION, LES NOUVEAUX ENJEUX

## LE CAS DE LA METROPOLE FRANCILIENNE

**Modérateur général du Forum :**

Pierre Duquesne, journaliste à l'Humanité

Actes réalisés par  
Martine Liotard, Jean Pierre Merlot,  
Simon Ronci et François Labroille

## INTRODUCTION

### Robert Spizzichino

Coordinateur du Front thématique  
Ville-Habitat –Solidarités territoriales

Nous sommes dans un lieu symbolique pour le sujet que nous allons traiter. Nous sommes en bas de la grande bibliothèque, lieu de savoir de coopération. Nous sommes dans une coopérative, entreprise d'insertion et de coopération. Et nous sommes sur la Seine, élément fédérateur de la métropole.

Cette journée est organisée par le Front de gauche thématique Ville-Habitat. Il existe 12 Fronts de gauche thématiques. Ils ont pour but d'associer des professionnels, des intellectuels, des syndicats pour approfondir le travail et en sortir des lignes de force à gauche ; c'est aussi un centre de ressources pour les militants ; c'est enfin un centre d'échanges permanents avec les associations citoyennes. Le Front de gauche thématique est en appui, voire à l'initiative, d'un certain nombre de luttes en relation avec les thématiques traitées, ici les luttes urbaines.

Le Front de gauche Ville-Habitat compte une cinquantaine de membres dont une trentaine très actifs, qui ont participé à l'organisation de ce forum.

Nous avons souhaité que cette journée ne soit pas une énième journée sur le Grand Paris. Le sujet est d'abord la révolution que nous vivons dans la structuration de l'espace urbain, dans laquelle les métropoles et les mégapoles concentrent l'essentiel des lieux de production de diffusion et de pouvoir économique transnational, formant des quasi-États qui disposent d'une autonomie croissante par rapport aux territoires nationaux.

Paris et sa métropole participent de ce mouvement, de cette révolution urbaine, étroitement liée au développement de la mondialisation. Le projet porté par l'ancien président de la République était basé sur une exigence de compétitivité, par l'innovation, le développement de l'économie de la connaissance et les clusters pour faire face à la concurrence entre les grandes capitales mondiales. Il proposait d'organiser une structure métropolitaine unifiée (? unitaire ?), attractive pour les « élites » et les « grands donneurs d'ordre » internationaux.

Ce schéma initial, dit du Grand Paris, a séduit nombre de professionnels et d'élus de tous bords, conscients que se jouait là une dimension nouvelle de la ville. Dans l'intense débat qui s'en

est suivi, des élus sont parvenus à négocier des inflexions au projet porté par l'Etat. Aujourd'hui, alors que le projet du Grand Paris est porté et développé par un gouvernement de gauche, soutenu par beaucoup d'élus locaux, une interrogation capitale est mise sur la place publique : quelle métropole voulons-nous à travers ce projet, au service de quelle mondialisation ?

La mondialisation a son revers, les inégalités, et si l'Île de France est l'une des régions parmi les plus riches au monde (et en tout cas en Europe), cette richesse est mal répartie. D'importantes disparités territoriales et sociales existent qui ne font que s'accroître. Le processus métropolitain en cours non seulement ne bénéficie pas à l'ensemble de sa population mais est générateur d'exclusions qui mettent en péril sa cohésion sociale et spatiale et en péril son dynamisme ou, pour reprendre un élément du langage dominant, son attractivité.

Outre l'accroissement de la précarité d'une part notable de sa population, souvent reléguée dans de vastes territoires de pauvreté, la région est confrontée à un processus massif de désindustrialisation, de fuite des PME, à la croissance du chômage, au départ préoccupant de jeunes actifs qualifiés, au délabrement des services publics et de l'école républicaine. Loin de reprendre à son compte la logorrhée libérale mettant « l'attractivité » et la « concurrence » comme condition d'une nouvelle croissance, le Front de gauche consi-

dère au contraire que la « coopération », la « solidarité », « l'innovation sociale » et « l'écologie urbaine » doivent constituer les facteurs clés du projet métropolitain, d'une nouvelle productivité socialisée dont la ville est l'enjeu.

Si le fait métropolitain est devenu une donnée incontournable du paysage francilien, comme on le voit, deux visions, deux projets inconciliables s'affrontent. Un vrai projet métropolitain de gauche doit être en capacité d'intégrer tous les enjeux, la compétitivité et la solidarité - et pas seulement accompagner la pauvreté - pour une métropole solidaire, coopérative avec le reste du territoire national et avec le monde. Les capacités de création, d'invention, d'initiatives existent pour cela, notamment dans les couches populaires.

Nous voulons aujourd'hui avant tout porter ces idées sur le terrain concret des luttes économiques et urbaines ainsi que sur le terrain idéologique, considérant que si le processus en cours est irréversible, le sens et les vecteurs de ces transformations ont une dimension éminemment politique. Nous pensons que la gauche, et particulièrement la « gauche de gauche », se doivent d'essayer de promouvoir, avec vous, une autre manière de faire métropole.

Cette journée est un point de départ qui se construit autour de ce combat idéologique que nous voulons mener.

## « Faire métropole ou les leçons de l'histoire » Emmanuel Bellanger

Chargé de recherche du CNRS au Centre d'histoire sociale du XXe siècle de l'Université Paris 1.

Les relations entre Paris et la banlieue sont le récit d'un long contentieux, fondé notamment sur le souvenir de l'annexion de 1859, sur le devenir des emprises foncières et des services urbains que Paris maîtrisait hors de son petit territoire, et sur un sentiment de relégation, accompagné d'un fort patriotisme de clocher. Des années 1920 à 1965, un « gouvernement » du Grand Paris au sein du conseil général du département de la Seine a regroupé Paris et 80 communes de banlieue. De nombreux syndicats techniques ont été créés pour gérer des réseaux qui unifiaient et rationalisaient l'ensemble du territoire de la zone dense. Paris opérait alors un transfert important de richesses dans ce budget départemental. Après cet épisode de 40 ans, la solidarité territoriale s'est beaucoup affaiblie et il n'y a plus eu de mutualisation jusqu'aux

années 2000. L'entre soi a progressé, l'autonomie de Paris s'est accentuée, les inégalités ont augmenté, la montée en régime de la décentralisation depuis les années 1980 restant très faible en Ile-de-France.

Les relations entre Paris et ses banlieues sont encore associées au récit mythifié d'un long contentieux fondé sur le souvenir de l'annexion de 1859 et l'ampleur des emprises foncières de la capitale imposées aux communes environnantes (5 000 hectares de terres d'épandages, plus de 300 hectares de cimetières extra-muros, des centaines de décharges à ciel ouvert, des maisons d'enfermement jusqu'aux grands ensembles HLM de la ville de Paris). La capitale est comparée au XIXe siècle à une puissance coloniale. Son expansionnisme nourrit tout un contentieux, fer de lance d'un imaginaire collectif qui affermit, dans les cités de banlieue, un sentiment de relégation sociale, terreau d'un vigoureux patriotisme de clocher.

Mais cette histoire à couteaux tirés ne doit pas masquer une autre réalité plus apaisée et policée. Jusqu'au milieu des

années 1960, un « gouvernement » du Grand Paris, dans les limites du département de la Seine, joue un rôle de décrispation politique. Ce pouvoir local regroupe les représentants des quartiers parisiens et des communes de la proche banlieue dans un seul et même conseil, le Conseil général de la Seine. C'est dans cette assemblée délibérative que s'affrontent les formations politiques, mais c'est aussi dans cette assemblée que se négocient des compromis et se scellent les coopérations intercommunales et interdépartementales. Sous ses auspices, de nombreux syndicats intercommunaux (gaz, pompes funèbres, eau, électricité...) et des politiques départementales de transports, de logements sociaux, d'hygiène sociale, d'assainissement ou de protection maternelle et infantile sont créés à la Belle Époque et durant l'entre-deux-guerres pour panser les maux de la civilisation urbaine et unifier cette agglomération à la morphologie ségréguée et à la composition politique clivée.

À cette époque, la ville de Paris est le principal contributeur au budget départemental sur lequel repose une part importante du financement des politiques d'aménagement, d'équipement et de désenclavement de la banlieue. Le département de la Seine, épicerie politique et financier du Grand Paris institué au tournant des années 1900-1910,

concentre en effet à lui seul 40 % de la richesse nationale. Sous l'impulsion des grandes figures politiques qui siègent dans son conseil, à l'instar du socialiste Henri Sellier et du communiste Georges Marrane (respectivement maire de Suresnes et d'Ivry-sur-Seine), ce département, avec l'appui de ses offices publics, de ses administrations préfectorales et de sa direction des travaux, met en œuvre les premières programmes d'ampleur d'habitations à bon marché (les HBM ancêtre des HLM), la mise en réseau de l'assainissement, du traitement des déchets domestiques et de l'adduction en eau ou encore la création de dispensaires, d'écoles de plein air, de crèches, d'hôpitaux ou de colonies de vacances. En dépit de la ségrégation urbaine et des inégalités sociales très prégnantes, cette association politique inédite en France, d'une grande ville et de sa banlieue, permet un transfert important des richesses fiscales des territoires les plus riches vers les territoires les plus pauvres.

Cette association ne va pourtant pas perdurer. Au début des années 1960, après plusieurs réformes engagées du gouvernement local et la mise sur orbite du district de la région de Paris en 1961, le département de la Seine est finalement supprimé par le pouvoir gaullois en 1964. Ce territoire est démembré en quatre nouveaux départements.

Les réseaux corporatistes et politiques qui soutenaient les fondations du Grand Paris, comme l'Union des maires de banlieue (créée dès 1909), les conseillers généraux du département ou les associations de techniciens municipaux et de hauts fonctionnaires de la préfecture de la Seine éclatent eux aussi et se reconfigurent. Le cœur de la décision publique, ce n'est plus l'assemblée départementale élue et les administrations préfectorales du Grand Paris ; désormais, c'est l'entité régionale qui, sans la légitimité du suffrage universel jusqu'en 1986, planifie, coordonne et cofinance l'aménagement du territoire francilien.

La volonté de mettre un terme à l'expérience du département de la Seine tient à des considérations légitimes – mieux partager à l'échelle régionale les potentialités financières en soutenant la reconversion urbaine et économique de la Seine-et-Oise, cette grande banlieue sous-administrée, sous-équipée et enclavée –, mais cette volonté obéit également à des considérations géopolitiques. Le Grand Paris des années 1960, dans un contexte de rapprochement du Parti socialiste SFIO et du PCF, ne risquait-il pas, comme au temps du Front populaire et à la Libération, de tomber entre les mains des élus de la banlieue rouge et des quartiers également rouges et encore populaires de la ville de

Paris ? Dissocier ces deux territoires répondait à l'impératif du gouvernement de contenir l'influence du Parti communiste afin de mettre en chantier, sans entrave, les politiques régionales et en particulier la politique des villes nouvelles décrites comme le contre modèle de la banlieue parisienne densifiée, surpeuplée et sous influence communiste. Aujourd'hui, l'histoire du Grand Paris telle qu'elle a existé pendant plus d'un siècle, est révolue. L'histoire ne se répète pas. Pour autant, il semble intéressant de tirer quelques leçons de cette expérience historique qui résonne avec l'actualité de la métropole parisienne. La recherche d'une démocratisation et d'une rationalisation du gouvernement métropolitain (aujourd'hui éclaté et sans levier de planification et de construction de logements sociaux et d'équipements financés par toutes les collectivités), nous rappelle que pour atténuer les ségrégations, pour préserver la paix sociale et pour financer des politiques publiques de cohésion et de développement, les élus locaux parisiens et banlieusards avaient fait le choix au début du XXe siècle du Grand Paris. Parmi ces défenseurs, se trouvaient en particuliers les maires communistes de banlieue qui militaient pour que la collectivité la plus riche, Paris, participe au financement des réalisations de leur municipalité qui faisaient la fierté de la banlieue rouge.

Première table ronde  
« La place de la métropole francilienne  
dans le territoire français et européen  
est-elle un aspirateur d'énergie  
ou un moteur à injection ? »

Guy Burgel (géographe),  
Paul Chemetov (architecte),  
Ludovic Halbert (géographe).

**Interpellateur** : Patrick Jarry (maire de Nanterre),

## Patrick Jarry

Le maire de Nanterre craint la cannibalisation par les métropoles, décrivant diverses expériences politiques régionales pour montrer la force des confrontations avec Paris et avec un Etat très présent. Il insiste sur la force extrême des inégalités en Ile-de-France, sur la situation dramatique du logement, sur les méfaits de la désindustrialisation, de la tertiarisation à outrance et d'un mode de développement fondé sur la compétition et la concurrence, à l'ombre de la ville-centre. Pour lui, il faut lutter contre la fabrique des inégalités et faire métropole pour faire solidaire.

On sent, dans l'interpellation des citoyens, des politiques, des associatifs, la crainte que les métropoles concentrent tous les moyens, toutes les attentions et que rien ne soit laissé aux autres. Mais il y a des spécificités fortes à la métropole parisienne, très dif-

férente de la métropole lyonnaise ou toulousaine.

La première est que cette confrontation politique aigüe entre la banlieue et la ville-centre n'est pas aussi forte dans les autres métropoles, même à Marseille, où ce conflit existe mais pas dans les mêmes termes.

La seconde est la dimension : l'agglomération de Lyon compte 1,5 millions d'habitants, la taille du seul département des Hauts-de-Seine. Le pôle de la Défense a la même taille que la ville de Lyon.

La troisième, c'est la proximité avec l'État. Tous les pouvoirs en place veulent contrôler cette région capitale. Christian Blanc expliquait il y a encore 3 ans que l'État avait les moyens d'imposer sa volonté à la région capitale, ne serait-ce que par la maîtrise du foncier. Même aujourd'hui, le devenir de la

Société du Grand Paris a été décidé par Matignon, et le dossier de la Défense a toujours été géré par Matignon ou l'Élysée.

La quatrième, ce sont les inégalités, qui sont sans équivalent avec les métropoles lyonnaise ou toulousaine. Nanterre et Neuilly sont proches mais complètement différentes, entre ISF et pauvreté ; à Nanterre, 23% de la population vit sous le seuil de pauvreté. La moyenne régionale est à 13, à 11 dans les Hauts-de-Seine contre 24 en Seine-Saint-Denis. Même chose pour les revenus. Dans aucune région, la bataille du logement n'est aussi forte, elle est idéologique, symbolique frontale. À Neuilly, Marnes-la-Coquette, Vincennes, Saint-Mandé, les réflexes de défense sont extrêmement forts pour empêcher la diversification sociale de villes qui concentrent les plus riches.

L'intercommunalité est très ancienne dans l'agglomération parisienne, à travers les grands syndicats techniques. Par les services qu'ils distribuent, les grands réseaux sont un des éléments de structuration de la métropole, une marque de la métropolisation. Mais les politiques publiques audacieuses, innovantes ne permettent pas toujours un accès égal de nos habitants aux services auxquels ils ont droit, que ce soit aux lieux d'emplois, de culture ou de sport. Par exemple, les richesses culturelles restent concentrées à Paris pourquoi la Philharmonique à la Vil-

lette ?). Si on continue à laisser toute une série de populations à la marge, la métropolisation va continuer à creuser les inégalités. La recherche d'un autre mode de métropole, solidaire et durable, est essentielle pour les habitants.

Dans les années 1980, la désindustrialisation a déstructuré profondément la métropole parisienne, elle a été dramatique, plus importante en Seine-Saint-Denis que dans le Nord ou en Lorraine. Ça a été le cas aussi à Nanterre, à Gennevilliers, dans un temps très court : Nanterre a perdu tous les emplois liés à l'industrie automobile en moins de 10 ans. Elle en avait 40 000. La mutation foncière a été considérable et entre toutes ces friches industrielles, c'était la confrontation, la spéculation, la compétition territoriale pour savoir qui allait accueillir les nouvelles entreprises.

En conclusion, faire métropole c'est faire solidaire, et ce n'est pas que conforter une entité géographique ou un ensemble de réseaux techniques. Il faut faire vivre ce débat pour des métropoles solidaires et durables, c'est un enjeu majeur du 21<sup>e</sup> siècle, parce que c'est là que vivent la majorité des femmes et des hommes, et parce que ce sont des éléments structurants du monde actuel.

## Paul Chemetov

La question métropolitaine est la question politique centrale mais elle exige de comparer les échelles de Paris et des autres grandes villes mondiales et d'admettre que sans Paris il n'y a pas de visibilité mondiale de toute la France. La métropole francilienne s'inscrit aujourd'hui dans un rayon de 25 km à partir de Notre Dame, ce qui correspond aussi au temps de transport raisonnable pour l'accès à toutes les fonctions quotidiennes.

La question urbaine est la question politique centrale de nos jours, ne serait-ce que parce qu'elle n'est pas délocalisable: elle se partage entre les citoyens et les élus.

Paris, c'est 105 km<sup>2</sup>, les trois départements 92, de petite couronne font 856 km<sup>2</sup>. A côté, Londres, c'est 1600 km<sup>2</sup>, Rome 1200 km<sup>2</sup>. La première question est celle de l'échelle et, dans un rayon de 25km autour de Paris, on a 2000 km<sup>2</sup>.

Paris fait exister la France dans le monde. Sans cette ville-monde anormale

qu'est Paris dans un petit pays, la France n'est rien à l'heure de l'émergence des BRIC, c'est un fait historique et mondial. Mais la première question est donc celle de l'aire métropolitaine juste. Elle ne peut se limiter aux zones denses, il lui faut des lambeaux de nature, des forêts, des champs. Dans un temps de mobilité raisonnable, l'essentiel des fonctions quotidiennes doivent y être assurées, ce qui est possible sur 1600 à 2000 km<sup>2</sup>.

Faut-il y construire 4 ou 5 grandes intercommunalités pour l'organiser ? En tout cas, si ne peut pas mettre en cause le Grand Paris Express, son principe d'urbanisation dense autour des gares, c'est une conception du Far West, une colonisation foncière des zones déshéritées: on a des lignes, avec des haltes et, autour, des îlots de développement. Les grands changements en Ile-de-France suivent un cycle séculaire. Après 1859, il est urgent de ne pas attendre... 2050 !

## Guy Burgel

La question métropolitaine est la question. La métropolisation est un phénomène mondial qui, s'il n'est pas uniforme, se traduit cependant partout par les mêmes effets : affaiblissement des fonctions productrices (désindustrialisation) et écarts sociaux croissants. Mais mondialisation n'est pas uniformisation. De la même façon, la métropolisation est un processus global aux répercussions identiques partout. Mais les symptômes et les traductions concrètes de ces logiques sont spécifiques à chaque métropole. Le patrimoine génétique de Paris est ainsi inséparable de son histoire de capitale d'Etat, de la dilatation spatiale continue d'une centralité unique, et de sa vocation à l'équilibre du territoire national.

Les tendances métropolitaines de dissociation du tissu social et économique nous paraissent plus insupportables,

parce que nous sommes en France plus demandeurs d'équité, matérielle, territoriale et politique, et parce que notre devise c'est Liberté, Égalité, Fraternité. Les fragmentations et les exclusions sociales croissantes sont insupportables au nom même de la philosophie de la République française. La désindustrialisation et l'épuration vers le haut des activités économiques sont insupportables parce que l'économie francilienne s'est toujours construite sur une symbiose entre gestion et production, entre industrie, à l'origine manufacturière et royale, avant de devenir capitaliste, et services, publics et privés.

Paris est une capitale d'État-nation, qui a fait depuis des siècles de la solidarité territoriale la base de la construction spatiale et idéologique du pays. On n'a pas attendu la création en 1963 de la DATAR « Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action Régionale », pour s'apercevoir que « Paris et le dé-

sert français », pour reprendre le titre célèbre de Jean-François Gravier en 1947, était largement usurpé : la capitale redistribue plus à la France, en termes de richesse et maintenant de démographie, qu'elle ne pompe les forces vives de la nation. Il n'empêche : la repentance a la vie dure, et à l'heure concomitante de la globalisation et de la décentralisation, elle nous a très souvent fait entrer à reculons dans la métropolisation mondiale : plus investir en proportion à l'Université de Corte qu'à la Sorbonne et dans ses sœurs parisiennes, avec le succès que l'on sait dans le classement de Shanghai.

Enfin, Paris s'est constitué comme territoire à la fois politique, spirituel et intellectuel (Le Louvre, Notre-Dame, la Sorbonne), sur le mode d'une centralité géographique, unique et rapprochée, qui s'est considérablement dilatée au cours de l'histoire, notamment à partir de la révolution industrielle au XIXe siècle.

Que cette monocentralité structurelle et génétique se conjugue aujourd'hui, comme il est normal dans une métropole de 10 millions d'habitants, avec un polycentrisme fonctionnel qui affecte la vie quotidienne (relations habitat-travail, mobilités, aires de chalandise), ajoute à la complexité, renforcée encore par la rigidité des frontières administratives, la décentralisation et l'émergence d'intercommunalités fortes (le schéma en « marguerite », initié par Patrick Braouézec). Mais, finalement tout se joue dans un rayon de 25 km autour de Paris, dans un espace extraordinairement solidaire et clivé, dont la ville de Paris est à la fois l'attraction et la répulsion.

Au total, dans la compétition mondiale des métropoles, ces spécificités parisiennes, historiques, géographiques et politiques, peuvent constituer autant d'handicaps que d'atouts, si l'on sait les jouer en faveur d'une ville à la fois plus performante et équitable.

## Ludovic Halbert

La métropolisation n'est pas un stade avancé de la croissance urbaine mais une mutation des systèmes urbains sous l'effet d'une mise en réseau planétaire dont les métropoles sont les têtes de pont. A l'échelle européenne, seules Paris et Londres sont des métropoles mondiales, par leurs fonctions de commandement dans ces réseaux. La métropole parisienne a aussi besoin des services, des activités logistiques, de transports, etc., qui assurent la solidarité fonctionnelle du système métropolitain. Quelques grandes villes françaises sont des métropoles régionales, moins en concurrence qu'en complémentarité avec la métropole parisienne, dans ce qu'on peut appeler la « métropole France ». En revanche, sans persistance de mécanismes de redistribution, les territoires non métropolitains sont menacés de marginalisation.

Je souhaite parler de métropolisation au regard de la situation de Paris en France et de la métropole parisienne elle-même. J'aimerais d'abord insister sur

un fait : la métropolisation n'est pas la phase ultime de l'urbanisation (qui serait plutôt l'avènement des mégapoles), elle est fondamentalement conduite par l'explosion mondiale des flux, des mobilités et des échanges. La métropole est la réponse spatiale que se donnent nos sociétés pour gérer des flux de plus en plus importants, pour créer de la richesse, mais aussi pour échanger des idées, des contenus artistiques, des modèles politiques...

La métropolisation est donc davantage une affaire de mobilité que d'urbanisation. Déjà, dans l'Antiquité, des villes se sont mises en réseau, formant métropole. Ce qui est nouveau est la démultiplication, au sortir de la seconde guerre, des capacités de mobilité. On peut dire que la métropolisation s'est développée à partir de 1945 et surtout après 1980, par le biais de la financiarisation de l'économie mondiale.

La place de la métropole de Paris en France et en Europe est étudiée par la DATAR depuis 1989, dans le cadre du système urbain européen. Ces travaux

montrent que Paris et Londres sont hors gamme par rapport aux 360 principales aires urbaines d'Europe et concentrent des fonctions économiques, mais aussi politiques, culturelles, scientifiques, qui fondent la spécificité des métropoles. Les systèmes urbains évoluent non pas à l'échelle d'une décennie mais d'un siècle, ce qui fait que ces spécificités sont constantes.

Tout comme au Royaume-Uni, les grandes villes françaises ne sont en réalité pas des métropoles à l'échelle européenne. Leur rôle n'est pas de même nature, alors que, dans le modèle allemand polycentrique, des conurbations de villes forment métropole. En France, les villes sont forcément à l'ombre de Paris.

Une question importante est comment développer des complémentarités entre Paris et les grandes villes régionales, que l'on peut appeler, dans un cadre national, des métropoles régionales. C'est la métropole France qu'il faut consolider. Le succès de la Silicon Valley tient à ses réseaux mondiaux, par

lesquels elle bénéficie des compétences de Bangalore ou Taipei. La concurrence entre Paris et les métropoles de province serait contre-productive. Le système capitaliste mondialisé met en concurrence les territoires mais ce sont bien les effets de mise en réseau qui expliquent la création de valeur supérieure dans les territoires métropolitains.

Ce dont il faut s'inquiéter, ce sont les territoires non métropolitains, qui pourraient être les laissés pour compte du développement. Les travaux de Laurent Davezies montrent qu'il existe des effets de redistribution depuis la métropole vers ces territoires, par les subsides de l'Etat-providence, par le tourisme et la mobilité résidentielle (retraités partant vivre en province, etc.). Le système français est plus redistributeur, par exemple, que le modèle allemand, où les grandes villes exportent sur tout le territoire. Mais cette redistribution à la française est menacée par les cures d'austérité.

Première table ronde  
« La place de la métropole francilienne  
dans le territoire français et européen  
est-elle un aspirateur d'énergie  
ou un moteur à injection ? »

## Débat

Awada ... ( association de Malakoff, éducation populaire)  
Guy Burgel (géographe)  
Paul Chemetov (architecte)  
Pedro de la Fuente (Parti de Gauche)  
Pierre Gineste (associatif, politique, environnementaliste)  
Ludovic Halbert (géographe)  
Patrick Jarry (maire de Nanterre)  
Maurice Jakubowicz  
François Labroille (président de la commission Aménagement  
du Territoire au Conseil régional d'Ile de France)  
Pierre Salmant (association Habiter, Bagneux)

**Pierre Gineste** (associatif, politique, environnementaliste) : Qu'en est-il des villes nouvelles, qui avaient tenté un « ailleurs » de la métropole ?

**Guy Burgel** : Les villes nouvelles sont une erreur de l'histoire à assumer. L'essentiel de la création de richesses, matérielles et culturelles, se passe dans la ville agglomérée, consolidée. Chez Paul Delouvrier, en 1965, il y a la tentative de tourner le dos à la banlieue rouge, ouvrière. Il y a moins de problèmes à aller plus loin en périphérie : moins de problèmes fonciers, politiques, moins de résistances sociales... Mais les villes nouvelles ne sont pas qu'un échec : elles ont en partie permis de capter l'étalement urbain, de polariser la croissance spatiale, d'autant plus que leur localisation s'est révélée finalement proche de l'agglomération dense : elles sont devenues progressivement de nouvelles banlieues, que tous les gouvernements de la 5e République ont eu

la sagesse de soutenir pendant près d'un demi-siècle.

**Paul Chemetov** : Il y a eu, dans la décision de Delouvrier, une vision pré-métropolitaine, un certain provincialisme, il pensait stock mais pas flux. Aujourd'hui, ce provincialisme est dans la vision des 25 km.

**Maurice Jakubowicz** : J'ai l'impression qu'on n'ose pas parler politique. Le capitalisme financier, la spéculation, seraient la grande horreur mais il y aurait un autre capitalisme acceptable. Existe-t-il une exploitation capitaliste du territoire, un aménagement qui seraient acceptable ? La métropolisation par les grands projets d'aménagement ne profite-t-elle pas uniquement aux grands groupes ? Les pôles de compétitivité n'ont-ils pas été choisis hors de tout processus démocratique, sans la société civile ? Les élus, les experts, les services de l'État, on les voit par

tout. Ils construisent des syndicats, des Paris Métropole. Où est la population, les dizaines de milliers d'associations de la région parisienne ? En quoi est-ce qu'ils participent à l'élaboration de cette métropolisation ?

**Pierre Salmant** (association Habiter, Bagneux) : On a une approche un peu biaisée de la métropole, parce qu'on ne parle que des pleins. Mais la ville, ce sont aussi les espaces ouverts. C'est toute la région, pas que la zone urbaine. Pour aménager, transformer, il faut les prendre en compte, ne pas s'en tenir qu'à la métropolisation. Il faut aussi parler du droit, de la régulation, sinon il n'y a pas de long terme. Quant à la citoyenneté, elle se construit à partir de l'intercommunalité.

**Damien Joliton** (Gauche Anticapitaliste) : Je voulais réagir au fait que la métropolisation et le capitalisme mondialisé seraient un fait qu'il faudrait accepter comme une évidence. Les mégapoles sont l'aboutissement du capitalisme industriel, dit Ludovic Halbert. la métropolisation est la conséquence de la mondialisation libérale, qui suit l'évolution du capitalisme financiarisé. N'y a-t-il pas une alternative, la démondialisation ? Il faut être capables de critiquer le capitalisme financiarisé et mondialisé mais aussi le capitalisme précédent, imaginer la décroissance des concentrations urbaines, mettre en cause l'aménagement actuel.

**Patrick Jarry** : Il faut plutôt imaginer un autre modèle de développement, une ALTER-métropolisation, on ne peut pas faire table rase du passé. La confron-

tation politique sur la métropole n'est sans doute pas assez claire, pourtant il y a des visions divergentes. Certains élus ont la seule préoccupation de ne pas entraver la création de richesse, de maintenir la compétitivité. Des chercheurs, des élus essaient de poser le débat autrement, de parler de redistribution, de solutions au désordre métropolitain, qui peuvent détruire la métropole. Si on ne s'attaque pas à cette fabrique des inégalités, elle ne sera plus un lieu de création de richesses, de culture, mais le tombeau de nos civilisations. J'ajouterai, sur la notion de « complément » à Paris, celle de coopération. Les institutions à inventer doivent être coopératives, et il ne serait pas acceptable de vivre « à l'ombre » de l'agglomération parisienne, de la ville centre.

**Paul Chemetov** : Personne n'a besoin d'autorisation pour faire de la politique. Sans projet (un terme commun à la politique et à l'aménagement), il n'y a pas de réponse. En dehors du capitalisme éternel, il y a une théorie de la valeur, qui est marxiste. Un des échecs de l'urbanisme soviétique, c'est de ne pas avoir intégré la question de la valeur du sol, parce que le sol n'est pas une valeur renouvelable.

**Pedro de la Fuente** (Parti de Gauche) : J'ai travaillé avec Michel Cantal-Dupart sur les ingénieries urbaines et la participation des habitants, il y a environ 15 ans. Pourquoi n'a-t-on pas repris le modèle de la loi SRU, qui avait l'ambition de développer la mixité sociale au-delà des villes nouvelles ? Peut-on nous dire quelques mots sur les leçons

qu'on pourrait tenir de l'expérience brésilienne ?

**François Labroille** : Pour ceux qui veulent imaginer un autre mode de métropolisation, il y a un immense besoin de compréhension. Quand je suis devenu élu, j'ai été très décontenancé par les évolutions de l'agglomération parisienne. En 2004, on utilisait très peu le concept de métropole. Chez Ludovic Halbert, on trouve les fondements de ce que pourrait être un projet progressiste pour la métropole, autour de la réconciliation entre ville d'exception et ville ordinaire.

**Ludovic Halbert** : J'ai cru entendre qu'il y aurait une espèce d'ADN de la métropolisation, autour de la mondialisation libérale et du capitalisme qui capte les ressources. Mais ce n'est pas suffisant et, plutôt que de la rejeter en bloc et de développer des formes d'urbanisation de petite taille, je pense qu'il y a des pistes pour agir et agir tout de suite. Dans la ville globale, il y a l'idée que certaines fonctions comptent plus que d'autres : fonctions de commandement, celles qui les accompagnent (ingénierie, services financiers, activités scientifiques...), Dans les années 2000, on y a ajouté les artistes, par exemple, qui contribuent à cette mise en réseau. Mais on oublie celui qui déplace la valise sur la piste de Roissy, l'ensemble des fonctions logistiques, toutes les fonctions de back office et les « key-workers » qui y travaillent. Le consultant d'Accenture vient au boulot parce qu'il a une nourrice et un chauffeur de métro. On a besoin de toutes ces fonctions-là. Il y a une incapacité,

dans l'aménagement actuel, à faire de la place au back office. On peut donc au contraire imaginer des politiques de soutien, à engager de suite (acteurs clés, enseignants, etc.), par l'impôt, le logement. Une autre action immédiate à lancer concerne aussi la métropole ordinaire et les flux importants de population mondiale qu'elle accueille. Il faut avoir une vision cosmopolite de la métropole mondiale, valoriser ces flux autant que ceux de haute valeur ajoutée, l'impact de l'immigration dans la musique, les arts, la création, etc.

**Awada ...** ( association de Malakoff, éducation populaire): J'ai suivi à Malakoff le débat sur le PLU. Le débat sur la métropole est aujourd'hui totalement inaccessible aux populations, à la société civile. Est-ce que vous, spécialistes, vous, Front de gauche, pouvez aider à simplifier, expliquer, ces questions ? Comment faire comprendre, connaître ces enjeux au plus grand nombre ?

**Intervenant-e** : ce colloque devrait simplifier les idées, les populariser, intégrer l'urgence économique, la question sociale. Comment prendre le pouvoir ?

**Guy Burgel** : on parle ici d'un projet pour la métropole, pas de la métropolisation en général. Pour moi, la métropole, ce n'est pas la région, mais la zone urbaine.

Deuxième table ronde  
« La métropolisation se déploie dans  
la mondialisation libérale. En est-elle une  
conséquence, une des modalités les plus  
actives de sa mise en œuvre ? Est-elle,  
au contraire, le résultat d'exigences  
qui portent en elles-mêmes une contestation  
de l'ordre capitaliste ? »

Annick Coupé (porte-parole de Solidaires),  
Éric Coquerel (conseiller régional),  
Pierre Laurent (sénateur, conseiller régional, secrétaire national  
du Parti Communiste Français),  
Alain Lipietz (économiste, Europe Écologie Les Verts),  
Gérard Perreau-Bezouille (1er adjoint au maire de Nanterre,  
animateur du réseau FALP).

**Interpellateur** : Gus Massiah (économiste, membre du Conseil  
scientifique de Attac-France et membre  
du Conseil international du Forum social mondial.

## Gus Massiah

Faut-il contester l'ordre capitaliste et la mondialisation libérale ? La question n'est pas simple, il n'est pas évident de définir la mondialisation libérale, ce qui la distingue du développement du capitalisme. Elle est intéressante, parce qu'elle montre que ces phénomènes se définissent par rapport à des ruptures en cours, qui sont contradictoires. En tout cas, Braudel nous l'a montré, la métropolisation existe depuis 4 ou 5 siècles.

## Alain Lipietz<sup>1</sup>

La mégapolisation, produit du capitalisme libéral, est le vecteur d'un modèle sociétal hiérarchique, notamment dans la relation ville / campagne. Ce qui caractérise le moment actuel est la crise du productivisme, avec une interruption

du cycle naturel qui conduit à la crise alimentaire. Pendant son quinquennat, Sarkozy a voulu remplir tous les espaces encore libres. L'enjeu immédiat est d'organiser les résistances pour sauver les terres agricoles et toutes les dents creuses qui pourraient accueillir une agriculture de proximité.

Je vais me concentrer sur la question : est-ce que la mégapole est un produit du libéralisme ? Le phénomène mégapolitain (je parle des villes de plus de 3 ou 4 millions d'habitants) ne concerne, au niveau européen, que deux villes, Londres et Paris. C'est beaucoup plus commun en Afrique, dans le tiers monde, à Bombay, Sao Paulo ou Pékin. En fait, c'est un modèle de développement général dans le monde.

On peut trouver que la ville est progressiste. La gauche voit la ville en général comme un fait positif, lieu de l'échange, etc. Pourtant, Marx dit que l'opposition ville / campagne est à la racine de l'opposition entre les classes, et que le capitalisme la porte à son paroxysme.

1 On trouvera sur le site <http://lipietz.net/?article2961>, un article de Alain Lipietz et Jacqueline Lorthiois développant leur prise de position « de la pieuvre à la méduse ? »

Pour qu'on puisse arriver au communisme (pêcheur le matin, chasseur l'après-midi, critique littéraire le soir), il faut réduire la division ville / campagne.

L'opposition ville / campagne pose problème parce que la terre est exploitée sans restitution. Marx avait prévu, au XIXe siècle, les problèmes de l'agriculture intensive et la crise alimentaire. La crise actuelle a commencé non pas en 2007, avec les subprimes, mais en 2006, avec la malbouffe et la crise alimentaire généralisée.

À l'époque gaulliste, l'économie restait assez administrée (fixation des prix...), on essayait de contenir l'explosion urbaine (villes nouvelles, métropoles d'équilibre). De 1945 à 1980, il s'est agi d'empêcher que Paris devienne une mégapole. En 1983, la France bascule dans le libéralisme et l'aménagement du territoire change. Londres et Paris se différencient des pays du Nord de l'Europe (l'Allemagne par exemple),

qui pratiquent une régulation social-démocrate du capitalisme, avec des villes moyennes en réseau. On voit là l'opposition entre ce capitalisme organisé et le capitalisme libéral, qui pousse à la mégapolisation: le travailleur court vers le pôle d'emploi le plus fort, alimentant la mégapolisation.

Et puis, il y a eu l'épisode Sarkozy. Sarkozy a voulu coloniser les terres agricoles, combler les espaces entre les doigts de gants (plateau de Saclay, plateaux de la Brie, plaine de Montjean, triangle de Gonesse...) et former la méduse. Il y a des résistances sur tous ces terrains, face aux maires productivistes qui veulent combler toutes les dents creuses. Le SDRIF abandonne le combat face à la mégapolisation, il accepte la mégapole mais dit qu'il faut sauver les terres agricoles. C'est peine perdue, tous les maires considèrent que le maintien des terres agricoles, c'est pour ailleurs que chez eux.

## Gérard Perrecau-Bezouille

Il faut construire un autre regard des banlieues, passer de l'inversion démographique en leur faveur à une inversion démocratique. L'irruption des banlieues dans le débat métropolitain impose la mobilisation des réseaux et un pilotage maillé face à une gouvernance centralisée. Il faut aussi développer les relations entre métropoles.

C'est davantage l'irruption des banlieues sur la scène politique (sous différentes formes) qui vient poser la question des solidarités, des inégalités, des ségrégations... et de la métropolisation, qui fonde la métropole actuelle comme objet politique. La volonté politique, depuis les années 2000 à Paris, est aussi, bien sûr, un facilitateur.

Je ne reprends pas l'inventaire de tout à l'heure sur tout ce qui a été rejeté de

la ville centre vers les banlieues. Les banlieues sont le point d'entrée dans les métropoles, point d'entrée des migrants, des pauvres. Souvent des lieux où, à des titres divers, à des degrés divers, les habitants sont arrivés avant la ville. La métropole, c'est avant tout ces gens, pas seulement des territoires. Ce que porte ce point d'entrée par les banlieues ce sont ces identités individuelles et collectives, métissées, nouvelles, de la diversité. Cette métropole de vie, sensible, est à l'opposé de la métropole aseptisée, franchisée, karcherisée que le capitalisme financier veut nous imposer.

Nous avons ce point de vue inversé, avec 250 villes d'une trentaine de pays, dans un réseau informel de villes de banlieues, le Forum des Autorités Locales de périphéries pour des métropoles solidaires (FALp), né à Porto Alegre en 2002-2004 à l'occasion du FSM qui tiendra à partir du 11 juin son troisième temps fort à Canoas (Brésil).

La révolution à construire ensemble, c'est plus de savoir si on va, dans la prochaine phase métropolitaine, continuer la « conquête de l'Ouest », continuer à repousser les pauvres. La question centrale aujourd'hui est la place des quartiers populaires et la nécessité que la nouvelle métropole soit un espace solidaire inclusif.

Beaucoup de questions doivent être posées à partir des réseaux, physiques ou virtuels, de leurs imbrications. La métropole n'existe pas en soit, elle existe dans les inter-relations des territoires qui la composent et dans les liens avec les autres métropoles. Les métropoles sont « à la croisée » et leurs habitants « omniscalaires » ont besoin de polycentrisme, de multipolaire pour faire vivre leurs droits au logement, au travail, à l'éducation, à la culture, au sport, aux loisirs... se combinant, avec le droit à la mobilité, dans un droit à la ville, droit à la métropole

Mais les réseaux ce sont aussi les réseaux de villes, les réseaux de citoyens, nouveaux lieux pour reconstruire des solidarités, des alternatives, partager des expériences, mutualiser. Je critique beaucoup le concept de gouvernance. Il s'agit pour nous de radicaliser la démocratie et non de rationaliser ou réformer la gouvernance. Je crois plus à la nécessité d'un pilotage maillé que d'une nouvelle couche, mais ça pose la question de la démocratie participative, de l'association des habitants au niveau métropolitain. Ce ne sont pas seulement les habitants des Halles qui doivent décider de l'avenir d'un quartier où passent plusieurs millions de banlieusards. Il y a besoin tout à la fois de profiter de l'expérience des grands syndicats publics, de démocratie participative à différentes échelles.

## Éric Coquerel

La mondialisation libérale du tout marché contourne les souverainetés populaires, met tous les territoires en concurrence au nom de la compétitivité. Elle porte une vision totalitaire du monde, en rupture avec le libéralisme politique. L'acte III de la décentralisation installe de nouvelles concurrences territoriales et risque d'éloigner les citoyens.

Pour parler de l'acte III de la décentralisation, je crois qu'il faut d'abord revenir sur les caractéristiques de la mondialisation libérale, cette phase du capitalisme où le « tout marché » est l'alpha et l'oméga de son expansion. Une pratique nouvelle en Europe est de contourner le vote des peuples (traités, etc.), un gouvernement de techniciens a été installé en Italie, les souverainetés populaires sont niées. Avec cette vision totalitaire du monde, le capitalisme se sépare même du libéralisme politique. Cela nourrit un discours de l'impuissance à agir localement.

Le maître mot de tous les documents d'aménagement est la «compétitivité», une compétition des territoires qui prend le pas sur la solidarité, la lutte contre les inégalités. On le voit avec les égoïsmes régionaux de la Catalogne ou de la Flandres.

L'acte III de la décentralisation fait rentrer de plain pied les métropoles dans l'organisation de l'aménagement du territoire. Lille, Lyon et Marseille seront des métropoles européennes, à côté du pôle mondial de Paris. L'État se dessaisit de certaines compétences et les communes n'ont plus aucun pouvoir, le PLU sera d'échelle communautaire, comme le logement social. On dit qu'il faut rapprocher le pouvoir des citoyens, c'est l'inverse qui s'annonce.

L'échelon départemental risque de s'affaiblir, comme dans le Rhône avec, d'un côté, les territoires de la communauté urbaine de Lyon qui vont composer la métropole et, de l'autre un département limité au Beaujolais et aux Monts du Lyonnais. Les métropoles entrent aussi en concurrence avec les régions, avec des compétences sur l'apprentissage ou le logement. Du triptyque commune / département / région, on passe à : intercommunalité et métropole / région / Europe. Cela pose un problème de démocratie : les intercommunalités ne sont pas élues au suffrage direct, l'Europe non plus. Cela pose aussi la question des inégalités territoriales. Par ailleurs, les pôles de compétitivité servent surtout la mondialisation libérale.

## Annick Coupé

Ce sujet de la métropole est assez étranger au syndicalisme, confronté à d'autres urgences. Le déclin des lieux de débats interprofessionnels n'en facilite pas l'émergence. Pourtant, la lutte des classes se joue de plus en plus dans les territoires. Les mutations économiques génèrent des batailles pour préserver les emplois mais de nouvelles questions sont posées aussi au syndicalisme : quels sont les nouveaux emplois, quelle industrie préserver, quels liens avec l'habitat des salariés, les services publics, dans quelle structure économique de la métropole ? Le débat doit se porter sur ces questions, sous peine de solutions imposées.

J'ai le sentiment que le syndicalisme aujourd'hui réfléchit peu sur ces questions. Ca n'a pas toujours été le cas

dans son histoire, la réflexion sur la question urbaine a pu se développer dans les lieux interprofessionnels, les bourses du travail. Ces lieux sont en difficulté aujourd'hui, et les syndicats sont concentrés sur l'urgence. Mais je pense que le syndicalisme doit s'emparer de ces questions.

Je n'oppose pas mondialisation et métropolisation. Il y a une crise systémique liée à la mondialisation libérale (crise écologique, démocratique, financière, économique...), qui est aussi une crise de sens. Il y a deux éléments forts dans les conséquences de cette crise: le développement des inégalités et l'accélération des discriminations (de groupe, transverses, de territoires).

On pourrait résumer ceci d'une formule caricaturale : on a pu considérer que la lutte des classes ne se jouait que dans les entreprises, désormais, elle se

joue aussi sur les territoires. Comment penser une alter-métropolisation, qui permette de répondre aux enjeux des inégalités ?

Notre fil directeur, c'est l'accès aux droits de l'ensemble des habitants dans une métropole comme l'Île-de-France. La première question, pour la syndicaliste que je suis, est celle de l'emploi. Au-delà des urgences et des destructions d'emploi, les questions fondamentales ne sont pas posées : quel nouvel emploi ? Quelle production, quelle reconversion industrielle ? Quelle articulation avec les enjeux écologiques, avec le logement des salariés ? Qui fait les choix et selon quelles raisons ?

La spéculation foncière joue un rôle important dans le cas de PSA à Aulnay, avec une volonté d'appropriation du site, comme dans le cas de Virgin. Mais au-delà de la fermeture du site, la

question est celle de la structure de la nouvelle économie. Quelles nouvelles formes de création de richesse, avec quels types d'emploi, quelle place pour l'industrie dans la métropole parisienne ? Les syndicalistes défendent les emplois mais ont du mal à répondre à ces questions.

On ne peut pas penser une métropole qu'en termes de services. On ne peut envisager une métropole sans production. On doit penser la question de la métropolisation en lien avec les questions d'emploi, mais aussi de discriminations femmes / hommes, des discriminations raciales, des mobilités, des services publics. Tout ceci renvoie à des politiques publiques mais il faut débattre ensemble de ces questions, entre citoyens, élus et acteurs des mouvements sociaux ? Si le débat n'a pas lieu, il y aura des réponses autoritaires à ces questions-là.

## Pierre Laurent

La mondialisation est un tournant historique lié à la révolution informationnelle, à la réduction des distances, aux échanges qui favorisent la montée d'une conscience planétaire. La métropolisation est autant façonnée par le capitalisme libéral que par ce bouleversement des modes de mise en relation. Alors que la mondialisation libérale a provoqué une nouvelle crise par une mise en concurrence généralisée, la métropole est un espace majeur où faire prévaloir la logique de biens publics, dépasser les logiques de compétition et valoriser les opportunités liées à des capacités d'échanges inédites. La question-clé est la démocratie, la place des citoyens dans les enjeux métropolitains. La commune est précieuse mais il faut aussi investir la métropole.

La dé-mondialisation n'est pas possible. Quatre remarques brèves pour tracer des pistes:

1. Mondialisation et métropolisation. Plutôt que de voir la mondialisation ac-

tuelle comme le produit de l'offensive néolibérale, je pense qu'elle figure un tournant historique bien plus profond: le bouleversement des modes de production et d'échanges avec, au cœur, la révolution informationnelle et le raccourcissement de toutes les distances. Ces possibilités d'échange ont été utilisées par le capitalisme pour délocaliser et augmenter les profits mais elles font aussi émerger des possibilités de relocalisation, de mise en relation, elles favorisent la prise de conscience des enjeux écologiques.

La mondialisation actuelle pose des questions de civilisation, les questions du 21<sup>e</sup> siècle. Je ne crois pas à un retour en arrière, une dé-mondialisation qui dé-mondialiserait ces échanges. J'entends la critique sur la désintoxication des logiques libérales de la mondialisation. Mais je vois la métropolisation comme un des carrefours majeurs où se jouent toutes les facettes de la mondialisation.

2. Crise et opportunités. Depuis un quart de siècle, la mondialisation a été dominée, pilotée par les forces néolibé-

rales. De par le monde, les forces progressistes sont entrées très tard dans cette bataille. Aujourd'hui, les forces néolibérales sont confrontées à une crise systémique, après avoir poussé une logique systématique de mise en concurrence des territoires, de privatisation. Face aux conflits, aux inégalités entre et dans les territoires, partout, des résistances émergent et provoquent des opportunités d'agir.

3. Agir sur la métropolisation. Les phénomènes de métropolisation doivent être pris comme des enjeux et non des phénomènes à combattre, comme s'ils étaient intrinsèquement liés à des logiques de compétitivité. Nous avons su faire de la ville, de la grande industrie, des territoires de progrès et de solidarités. Il n'y a pas de raison de penser que le territoire métropolitain serait nécessairement exclu de tout ça. Mais cela nécessite d'introduire dans le territoire métropolitain les logiques de biens publics, de services publics, autour des questions de logement, de transports, etc.

4. La métropole et l'enjeu démocrati-

que. Le fil conducteur est la question démocratique. Il y a un dessaisissement progressif des citoyens sur ces questions. Cela nourrit une crise politique, des phénomènes d'abstention, avec des populations qui restent à l'écart de la politique, singulièrement dans les grandes concentrations urbaines. Il faut une véritable reconquête des pouvoirs face à cette rupture démocratique.

On a tendance à opposer la commune et la métropole. Lâcher l'échelon communal, avec ce qu'il représente en termes de solidarités et de démocratie, serait une folie. Mais ne pas investir la question métropolitaine serait une folie, ce serait passer à côté d'enjeux essentiels. Comme ça a été le cas pour l'Europe, on ne peut pas ignorer la question métropolitaine.

Deuxième table ronde  
« La métropolisation se déploie dans  
la mondialisation libérale. En est-elle une conséquence, une des  
modalités les plus actives de sa mise en œuvre ? Est-elle,  
au contraire, le résultat d'exigences  
qui portent en elles-mêmes une contestation de l'ordre capitaliste ? »

## Débat

Jean Brafman (conseiller régional),  
Annick Coupé (porte-parole de Solidaires),  
Éric Coquerel (conseiller régional),  
Rony Ferrand (retraité de la fonction publique),  
Pierre Laurent (sénateur, conseiller régional, secrétaire national  
du Parti Communiste Français),  
Alain Lipietz (économiste, Europe Écologie Les Verts),  
Bernard Loup (association de défense de l'environnement)  
Elsa Martin  
Gus Massiah (économiste, membre du Conseil scientifique de  
Attac-France et membre  
du Conseil international du Forum social mondial),  
Gérard Perreau-Bezouille (1er adjoint au maire de Nanterre,  
animateur du réseau FALP),  
Makan Rafadjou (architecte),  
Bernard Teper

**Bernard Teper** (réseau d'éducation populaire) : Que penser de la géographie sociale des territoires qu'a décrite le géographe Christophe Guilluy dans son ouvrage *Fractures françaises* ? Il montre que les ouvriers et employés sont aujourd'hui poussés vers le périurbain. La gentrification des centres urbains est-elle une conséquence inéluctable de la métropolisation ?

Par ailleurs, je n'ai pas entendu parler de la question des stratégies foncières. Quelle stratégie foncière pour une alter-métropolisation ? Comment faire en sorte qu'elle ne soit pas une adaptation au capitalisme libéral ?

**Rony Ferrand** (retraité de la fonction publique) : Comment pourra-t-on nourrir la métropole, sachant le grignotage des campagnes ?

**Intervenante** La métropolisation est-elle une forme de recentralisation ? Comment faut-il voir la concurrence entre la Région et la métropole ? En Ile-de-France, la région intègre les campagnes, pas la métropole

**Elsa Martin** Dans les communes, la participation des citoyens est faible, il y a peu de participation électorale. Comment se fera le lien avec les élus de la métropole ?

**Bernard Loup** (association de défense de l'environnement) : Concernant le triangle de Gonesse, les projets actuels ne menacent pas que la culture bio, ils posent aussi la question d'un transport qui soit durable. Va-t-on répéter le modèle urbain du stade de France, avec la compétition entre les communes et la relégation urbaine ? Le projet Europacity pose beaucoup de problèmes. Il faut lui opposer un projet de territoire global.

**Makan Rafadjou** (architecte) : Contre un risque d'épuisement du modèle métropolitain, il faut choisir une démarche de rupture, porter un débat très large sur ces questions. Depuis longtemps se pose la question d'un lieu de rencontre entre experts, syndicalistes, responsables politiques et citoyens. Il faut pouvoir se saisir collectivement de questions posées par la fermeture

probable de PSA à Aulnay, par l'accueil des populations Roms dans de bonnes conditions, etc.

**Jean Brafman** (conseiller régional) : La rente foncière est un problème fondamental. Il faut relancer le débat sur la façon de la gérer, à l'occasion de la réforme institutionnelle en cours. Cela déterminera en grande partie les solutions sur le problème majeur pour l'Ile-de-France qu'est le mal-logement.

**Intervenant-e** (Gauche anti-capitaliste) : Pourquoi conserver une telle concentration urbaine ? Le développement durable appelle une anti-métropolisation

**Intervenant-e** (association écologiste) : La souveraineté alimentaire de l'Ile-de-France est un enjeu majeur reconnu. Mais quelle sera la bonne échelle de décision ? La région ou la métropole dense ? Je dirai que c'est plutôt la région, car elle intègre les espaces agricoles.

Sur le SDRIF : les alternatifs ont voté contre, à cause d'un déficit de concertation, de contradictions entre les objectifs et la mise en œuvre. Par exemple, le choix établi sur le triangle de Gonesse est un compromis à la noix. Les pastilles de densification favorisent la compétition entre les communes et cette addition des intérêts particuliers qu'elles représentent ne définit pas l'intérêt général. Par ailleurs, sachant les limites de la démocratie participative, le SDRIF va-t-il proposer de nouvelles formes ? Enfin, à échelle plus large, on voit bien que l'Ile-de-France pompe les emplois de Picardie et de Champagne-Ar-

dennes, ce qui pose la question d'une gestion inter-régionale solidaire.

**Intervenant-e** : Il faudrait aussi parler des inégalités numériques dans la métropole, en lien avec le développement radical, actuel et futur, des TIC, technologies de l'information et de la communication.

**Alain Lipiez** : Indéniablement, il y a des divergences de vue sur la mondialisation et la métropolisation, entre les alter- et les anti-. Face à la crise du libéral productivisme, la vieille gauche pense que les forces productives sont la réponse. Il y a bien d'autres pistes, par exemple par les nouveaux usages qu'offrent les technologies de l'information et de la communication, les TIC, ou bien une démocratisation des décisions dans les grandes entreprises.

Le bon compromis entre nous sera l'alter-métropolisation contre une mégapolisation non maîtrisée. La banlieue est bien une porte d'entrée métropolitaine et ne doit pas rester un lieu de relégation, dans une métropole où les capacités d'échanges seraient réservées au centre. Quant à la question du périmètre de la métropole, je pense qu'il faut prendre toute la région. Et trouver des formes multiples de démocratie locale pour la faire vivre.

**Gérard Perreću-Bezouille** : La question des droits des citoyens est essentielle. Il faut trouver les moyens d'une capacité d'intervention des citoyens dans la banlieue.

Concernant l'enjeu de la péréquation des moyens, je pense qu'il faut fédé-

rer les initiatives de tous types et de tous les territoires, en évitant le centralisme.

**Eric Coquerel** : compte des possibilités bientôt offertes, à travers le monde, par l'usage des technologies numériques pour créer des marchés à la fois ubiquistes et beaucoup plus décentralisés.

Je ne suis pas pour la compétition entre les métropoles et entre la métropole et les autres territoires, non métropolitains. On voit ce que produit le développement des TGV entre les grands pôles : la disparition du service public ailleurs. Enfin, je pense que l'Ile-de-France a besoin d'une planification fondamentalement écologique, ce que n'est pas le SDRIF.

**Annick Coupé** : Sur la question très délicate du logement, je dirai que les salariés ont actuellement un choix très restreint, entre acheter un logement forcément éloigné et louer un logement social plus près de l'emploi mais dans un quartier de relégation. Il faut trouver des solutions très fortes à ce problème, le logement est un outil essentiel de socialisation, et le logement social un des ingrédients indispensables de la solution.

**Pierre Laurent** : Le 21<sup>e</sup> siècle sera-t-il celui du développement d'un post-capitalisme ? Verra-t-on émerger un autre

modèle de développement des forces productives ? Dans tous les cas, il y a des combats essentiels à mener, par exemple autour des services publics, leviers indispensables de l'égalité territoriale.

Sur l'Ile-de-France, il n'y a pas que des égoïsmes locaux, pas que des décisions venant du haut. Partout, il y a des processus démocratiques, collaboratifs, sur lesquels il faut s'appuyer, qu'il faut amplifier. A cet égard, cependant, je crains que le mode d'élection des instances métropolitaines ait un défaut démocratique, celui de renforcer la bipolarisation entre PS et UMP.

**Gustave Massiah** : A travers le débat de ce matin, on constate qu'il y a actuellement une lutte entre les forces dominantes et les initiatives locales. C'est un enjeu de la métropolisation de voir émerger de nouveaux équilibres. Même chose pour le rapport ville / campagne, qui doit évidemment être revisité dans la métropole. Il faut aussi que la banlieue cesse d'être un lieu de relégation et de discrimination, dans une métropole tiraillée par les inégalités et la compétition, et tire parti de sa fonction majeure dans l'accueil des migrations. La participation des citoyens, enfin, et la force d'une pensée collective doivent renouveler le fonctionnement de pouvoirs qui ne sont pas assez démocratiques. Toutes ces urgences doivent être mise en perspective, c'est un exercice difficile.

## Troisième table ronde

« Grand Paris, quelle vision, pour quel projet ? Le «Grand Paris» est en construction. Des forces sociales et politiques contribuent à l'influencer, le dessiner. Sur quels sujets ? Quels appuis et quelles limites rencontrent-elles à leur action ? »

Jacqueline Lorthiois (Collectif pour le triangle de Gonesse)

Gabriel Massou (président du groupe Front de gauche  
PCF-GU-AC au CRIdF)

Jacqueline Rouillon (maire de Saint-Ouen)

Laurent Garnier (vice-président du CG94)

Patrick Braouezec (Président de Plaine Commune)

**Interpellateur** : Marc Wiel (économiste -urbaniste)

## Laurent Garnier

Le Val-de-Marne est à la recherche d'un nouveau modèle et de la participation au travers des conseils consultatifs

Notre département a vu ses territoires complètement déstructurés par la désindustrialisation, en termes urbains, économiques et sociaux. Les grands enjeux sont de construire la métropole durable, la métropole de demain, et de le faire avec la participation des habitants, en particulier autour du transport.

C'est la raison pour laquelle le Val-de-Marne a été précurseur par rapport au projet de métro en rocade autour de Paris. Il y a des enjeux de désenclavement, de réorganisation du tissu urbain, de rééquilibrage habitat / emploi, d'intensification de la ville. Ces changements ne peuvent pas se faire sans les populations, la densification, par exemple, doit être acceptée par les habitants. Un comité consultatif pourrait-il voir le jour au sein de l'EPORSA ?

Tout le travail fait depuis plusieurs années autour d'Orbival a permis de fédérer les forces politiques et surtout d'associer les populations au projet. Cela a permis d'influer sur le projet. Quand Christian Blanc nous a présenté le projet, c'était uniquement une desserte de grands pôles. Notre bataille pour des gares en plus grand nombre a permis de développer l'accessibilité des territoires.

La puissance économique de nos territoires doit profiter à leurs habitants. Par exemple, le pôle d'Orly est le plus

grand pôle d'emploi du sud francilien. Or, les villes autour d'Orly comptent un taux de chômage au dessus de la moyenne francilienne.

## Gabriel Massou

Le rôle des citoyens dans la ville monde. Une cohérence globale articulée avec le local.

On est dans une région où il y a des histoires fortes, un attachement des populations au devenir de leurs territoires. On parle de ville-monde et, en même temps, les populations ont une histoire locale très forte et s'intéressent à leur devenir. Nos quartiers, notre métropole, ont été construits par des populations et des individus. C'est un potentiel commun. On veut le transformer, oui, mais avec quelle méthode ?

Quand j'ai été élu à la Région, en 1998, 2/3 du budget étaient consacrés aux routes, 1/3 aux transports. Le choix a été fait d'inverser totalement ces proportions. Il a fallu dix ans pour que ça porte ses fruits. Cette temporalité rejoint la question de la démocratie. Sur le Grand Paris, est-on en train de chercher une «grande vision», grâce à une avant-garde éclairée, ou est-on en co-construction ? Il y a un tel décalage entre le niveau de réflexion des urbanistes, des spécialistes de l'aménagement, des chercheurs, et là où en sont les populations. Il faut leur permettre de s'appropriier le sujet, l'ambition, les enjeux.

Sur le Grand Paris et le SDRIF - les deux sont indissociables et nés en même

temps : on a eu une confrontation très forte avec le précédent président de la République. En même temps, avec le discours de Bourget, il a mis sur la table des débats qui n'étaient pas obligatoirement présents. Il ne faudrait pas qu'avec le changement de majorité, on oublie de les poursuivre. On avait réussi, dans les débats publics, à rassembler beaucoup de monde, ce qui n'était pas une évidence sur de tels sujets. On est aussi arrivés à changer la nature du projet par rapport au plan de Blanc. Mais la forme des débats reste à trouver.

D'autant plus qu'un problème majeur est face à nous, celui du financement. Les politiques nationales d'austérité font qu'on est en train de trouver tous les prétextes pour réduire la voilure ou retarder ce projet. Il y a besoin de luttes fortes sur ces questions.

Sur l'acte III de la décentralisation, je rejoins ce qui a été dit ce matin. Il faut une forme d'organisation adaptée à l'Île-de-France, trouver aussi un lieu pour le débat métropolitain, en élargissant, par exemple, Paris Métropole. On n'a pas seulement besoin d'une nouvelle instance de coopération institutionnelle mais aussi et avant tout d'une coopérative populaire, citoyenne.

## Jacqueline Rouillon

Pour la métropole, la question est celle du sens qu'on lui donne. Substituer le droit d'usage au droit de propriété ?

Saint-Ouen, en limite des Hauts-de-Seine, proche de Clichy-la-Garenne,

de Saint-Denis et de Paris, est une ville qui avait besoin d'évoluer sur les questions économiques et urbaines. En même temps, il y avait et il y a une peur des habitants que ce ne soit plus «leur ville», mais une ville pour les Parisiens, pour les plus riches.

Le mouvement de fond qu'on connaît, c'est évidemment la relégation des populations les moins riches, mais aussi la relégation des activités toujours plus loin. Dans une ville qui a une histoire populaire et ouvrière, il s'agissait de conjuguer la volonté de changement (construire du logement, accueillir des entreprises...) et la résistance à la spéculation foncière.

Nous avons créé un partenariat avec les promoteurs immobiliers et mis en place une «charte promoteurs». Ceux-ci s'engagent, en la signant, à respecter diverses conditions et, notamment, des prix de sortie de 10% inférieurs aux prix du marché. C'est un élément important de la stratégie de maintien des populations.

Le deuxième aspect est la mobilisation du droit de préemption pour construire des logements et des équipements. C'est un choix politique : on doit se saisir de tous les outils qui sont à notre disposition pour qu'on s'attaque à cette question vitale de la maîtrise du foncier en Île-de-France.

L'autre élément que je voulais noter, c'est qu'on peut avoir des quartiers qui se développent dans le cadre du Grand Paris, à l'aide de projets urbains, et, à côté, des quartiers qui sombrent

dans les difficultés. On doit absolument combattre avec acharnement le creusement des inégalités, le développement de l'économie souterraine.

## Patrick Braouezec

Des visions antagonistes s'expriment sur le sens du Grand Paris, son échelle, etc. Certains élus portent une vision polycentrique du Grand Paris, appuyée sur les dynamiques des territoires pour favoriser leur développement endogène et avec une maîtrise publique forte.

Pourquoi un débat sur le Grand Paris aujourd'hui ? Je vois deux raisons.

En 2001, l'élection de Delanoë a initié la volonté de changer les rapports entre Paris et sa banlieue. Dans l'histoire, ces rapports avaient été marqués par le rejet en banlieue par Paris de tout ce que la ville-centre ne voulait pas en banlieue. Encore aujourd'hui, les bennes à ordures de la Ville de Paris partent de Saint-Ouen tous les matins. Cela part de l'idée que Paris ne pouvait plus répondre tout seul à un certain nombre de questions. Paris n'arrivait plus à construire suffisamment de logements, notamment sociaux ; les dynamiques économiques se passaient de plus en plus en dehors de Paris.

Le deuxième élément, c'est le discours de Sarkozy à Roissy en 2007, fondé sur l'idée que la métropole parisienne était en perte de vitesse et qu'il fallait la redynamiser avec un grand projet. Il y avait un conflit entre deux visions : une vision du marché, qui visait à placer Paris comme une place compétitive

dans la concurrence internationale ; et une vision qui partait davantage des enjeux des inégalités, du logement, etc. Ce débat a traversé Paris Métropole, les 10 équipes d'architectes de la consultation et de l'atelier international du Grand Paris, etc.

Au fond, la question est : un grand Paris, pour quoi faire ? Le premier débat a été celui des compétences : logement, développement économique... Puis un débat sur la gouvernance. On a eu différents scénarios : l'élargissement de Paris aux 29 communes de proche banlieue, la reconstitution de l'ex-Seine (93, 94, 92, 75), un espace élargi. On a été quelques-uns à porter l'idée qu'il fallait raisonner à partir des dynamiques des territoires, avec des élus qui essayent de faire vivre cette identité.

A Plaine Commune, on a travaillé sur une charte d'aménagement, fait des Assises, créé une intercommunalité conçue comme une coopérative de communes, on a travaillé avec les habitants à une dynamique de territoire. C'est là-dessus qu'il faut construire le Grand Paris. D'où le scénario de la marguerite pour la métropole, avec des ensembles qui se recoupent : Plaine Commune a à voir à la fois avec le 18<sup>e</sup> et le 19<sup>e</sup>, avec l'est des Hauts-de-Seine, avec les territoires de la tangentielle Nord. C'est sur la base de ces dynamiques de territoire qu'on doit construire ce Grand Paris. Dans cette polycentralité, chacun a le droit au centre.

Le Grand Paris Express est une nécessité pour une mobilité partagée, pour l'accès des territoires au développe-

ment économique (Arc Express ne desservait pas Sevran). Les CDT organisent le développement territorial dans le marché, avec une économie sociale solidaire mais aussi des inégalités. Les grands enjeux sont ceux du logement, de la maîtrise foncière, du développement économique.

## Jacqueline Lorthiois <sup>1</sup>

Face à l'aggravation des inégalités, l'enjeu est une meilleure répartition des emplois pour limiter l'intensité des flux et éviter des concentrations excessives dans quelques pôles surpuissants, d'où la nécessité d'une autorité régulatrice.

Je suis spécialisée sur l'adéquation Emploi-Main-d'oeuvre sur les territoires, notamment dans les banlieues.

En 40 ans d'activité, j'ai constaté que l'Île de France, région la plus riche d'Europe et aussi la plus inégalitaire, n'a cessé de renforcer tous les écarts entre ses différents territoires. Aujourd'hui, 30 communes sur 1300 cumulent la moitié de l'emploi régional. En dix ans (1999-2009), le QCA (Quartier Central des Affaires de Paris : 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup>) a connu autant de créations d'emplois (+30000) que la commune de Roissy considéré comme ayant connu une croissance exceptionnelle. La grandeur a un prix : c'est d'écraser « les petits et les sans grade » pour reprendre cette

expression de Rostand. La grande banlieue est particulièrement niée, considérée comme un espace servant (réservoir de main-d'œuvre...) voire réduite à une fonction « pouvelle » (entrepôts, voiries, décharges...). Le problème de regrouper la ville dense dans une métropole, c'est la relégation du rural, qui pourtant constitue le « milieu nourricier » de la zone urbanisée. Hervé le Bras parle pour ces territoires d'« hypo-urbain » et ce n'est pas un hasard si ces habitants se laissent séduire par les sirènes de l'extrême-droite : il y a aujourd'hui un sentiment d'abandon dans ces « franges d'agglomération » délaissées.

Toute ma vie, on m'a demandé d'étudier le système Emploi, avec deux faces : une offre et une demande, qu'il suffirait de faire coïncider. En réalité, il s'agit d'un couple : l'Emploi, vu du côté des entreprises et le Travail vu du côté de la main-d'oeuvre. Et ce couple est mal assorti : l'emploi est sur-valorisé, on le bichonne, on lui déroule le tapis rouge, on drague les emplois qualifiés, les entreprises de pointe. Tandis que le travail est sous-estimé, personne ne s'occupe des travailleurs, sauf quand c'est trop tard, quand ils deviennent chômeurs. Les politiques d'emplois valorisent les pôles de développement économique et négligent les bassins de main-d'oeuvre qui pourtant contribuent à produire les richesses des pôles d'emplois. La main-d'oeuvre n'est pas considérée comme une ressource, mais comme un problème, notamment pour les jeunes. La main-d'oeuvre occupée est une boîte noire, on ne connaît pas ses caractéristiques et elle est supposée correspondre aux activités qui s'implantent sur les

1 On trouvera sur le site <http://lipietz.net/?article2961>, un article de Alain Lipietz et Jacqueline Lorthiois développant leur prise de position « de la pieuvre à la méduse ? »

territoires. Quand un maire me déclare avoir comme objectif un taux d'emploi de 1,5, cela signifie qu'il choisit de créer ailleurs un déficit, de fabriquer une zone-dortoir qui va alimenter son pôle d'activités, avec la bienveillance de l'Etat : est-ce une attitude de gauche ?

Prenons 3 exemples.

A la Défense, qu'est-ce qui justifie qu'il y ait 18 fois plus d'emplois que d'actifs? Pour réparer cette fracture territoriale, on développe des transports. Et ce sont les petites mains de femmes issues de l'immigration du Val Fourré à Mantes, ou de Grigny la Grande Borne qui vont consacrer 7 ans de leur vie en temps perdu dans les bus et les RER, pour nettoyer les bureaux des immeubles miroirs des tours Opus 12 ou First ?

Deuxième exemple : Roissy. Peu après l'implantation de l'aéroport, on comptait 220 000 habitants en 1975. Il y en a aujourd'hui 565 000. Les 22 communes de ce qu'on appelle le « Grand Roissy » ont multiplié par 2, voire 3 leurs populations, dont 133000 habitants nouveaux dans le cœur de pôle, sous les pistes de l'aéroport, dans les zones de bruit. Au nom de la cupidité ! Car il fallait profiter des retombées économiques du pôle. Et pourtant ces activités ont peu de retombées locales : chaque fois qu'on implante 100 emplois à Roissy, 15 bénéficient aux résidents du bassin

et 85 génèrent des flux sur toute l'île de France et la moitié de la Picardie. On prétend que c'est un problème de mauvaise liaison en transports en commun. Pourtant, il n'y aucune différence entre Aulnay-sous-Bois (relié directement à l'aéroport par le RER B) et Villiers le-bel qui dispose de deux bus avec changement : 6% de leurs actifs travaillent à Roissy.

Troisième exemple : Gonesse. Le maire dispose de 14 300 emplois pour 13000 actifs (y compris les chômeurs). Mais cela ne lui suffit pas. Il soutient le groupe Auchan (la famille Mulliez, 2ème fortune de France, évadée fiscale installée à Estampuits, en Belgique) qui veut implanter dans les zones de bruit de Roissy un énorme centre de shopping de luxe et de loisirs intitulé Europa city : 240 000 m2, avec piste de ski et plage de sable fin. Un projet à 1,7 milliard de fonds privés, réclamant une gare du Grand Paris en plein champ, avec un coude de 7 kms supplémentaires représentant 600 millions d'euros de fonds publics. Et on fait croire aux habitants que cette implantation va leur changer la vie, notamment en faisant miroiter des emplois aux chômeurs, alors que l'ouverture serait au mieux dans 10 ou 15 ans... D'autre part, une étude commanditée par l'EPA Plaine de France a démontré que 46% des emplois du Grand Roissy réclamaient un Bac +2 au moins... alors qu'un tiers de la population ne dispose

d'aucune qualification... 9% un Bac +2 et 7% un niveau plus élevé!

En installant des emplois inutiles au territoire, on dépouille des bassins de main-d'œuvre plus qualifiés. Les territoires étant de plus en plus dissociés et inégalitaires, on prétend « réparer » cette dissociation par des transports. Les transports ne réparent pas les fractures territoriales, ils les organisent !

## Marc Wiel

Toutes les crises décrites par l'ensemble des intervenants sont interdépendantes, d'où l'illusion dangereuse de pouvoir traiter des transports (comme le Grand Paris Express) indépendamment des autres enjeux, logement, activités, rente foncière. Une autorité organisatrice couvrant logement et transports est indispensable, que ce soit à l'échelle régionale ou métropolitaine, pour distribuer de façon cohérente les aides publiques.

Le compromis historique passé entre l'État et la Région pour rapprocher le Grand Paris et Arc Express n'est pas entaché de tous les maux mais il n'a pas suscité de réflexion stratégique. Si on décide de passer maintenant à autre chose, on passe à côté du sujet. Pourquoi ? Parce qu'on raisonne en di-

sant : il y a une crise des transports, il y a une crise du logement, il y a une crise économique, de la gouvernance, etc. Or, ces crises sont interdépendantes et appellent une vision globale. On a réfléchi en silos, c'est la partie la mieux organisée qui a gagné, en l'occurrence, les transports. Il masque tous les autres.

Moi, je pense que le sujet qui domine tous les autres est celui de la rente foncière. On a un excès de liquidités, de capitaux à placer. Ceux-ci sont placés dans le foncier, ce qui crée la rareté ; ça alimente un mouvement de gentrification. Le logement et l'aménagement sont des problèmes centraux mais c'est plus compliqué que de faire du PZT – prêt à taux zéro – pour la primo-accession et du logement social pour les actifs. Fondamentalement, il faut aider le logement près de l'emploi et aménager des terrains en nombre suffisant. Si on ne s'occupe que du transport, on aggrave la situation en Île-de-France. Et pour pouvoir traiter les inégalités, il faut flécher les aides publiques en fonction des besoins locaux à partir d'un lieu unique.

Il ne s'agit donc pas d'inverser la logique mais de l'infléchir. Il faut impérativement lier la démarche transport à une démarche logement, les deux étant gérées par une autorité régionale ou une autorité métropolitaine.



### Troisième table ronde

« Grand Paris, quelle vision, pour quel projet ? Le «Grand Paris» est en construction. Des forces sociales et politiques contribuent à l'influencer, le dessiner. Sur quels sujets ? Quels appuis et quelles limites rencontrent-elles à leur action ? »

## Débat

Guy Burgel

Jacqueline Lorthiois (Collectif pour le triangle de Gonesse)

Gabriel Massou (président du groupe Front de gauche  
PCF-GU-AC au CRIdF)

Jacqueline Rouillon (maire de Saint-Ouen)

Laurent Garnier (vice-président du CG94)

Patrick Braouezec (Président de Plaine Commune)

Bernard Teper

Marc Wiel

## Guy Burgel

Grand Paris : quelle vision ?

Quelques questions préalables :

tant qu'on aura un malthusianisme du foncier accessible, on ne pourra faire que des activités high tech, à haute valeur ajoutée, génératrice d'exclusions professionnelles et sociales, à l'inverse d'une « altermétropolisation » progressive ;

Il y a un débat théorique : comment pense-t-on la complexité et les contradictions, qui sont le propre des sociétés et des espaces métropolitains ? la dialectique fait aussi partie de l'outillage intellectuel, notamment marxiste ! c'est le cas pour ma position affirmant une centralité parisienne unique, associée à un polycentrisme, mais pas à une polycentralité ;

Il est normal que dans une zone aéroportuaire ou portuaire, il y ait plus d'emplois que d'habitants. Je ne vois pas comment il pourrait en être autrement. Mais ce qui ressort des débats avec les habitants, c'est ce que ce qui est le plus insupportable, c'est l'inaccessibilité des emplois, plus encore que leur absence à proximité du lieu de résidence

Deux grandes visions peuvent se concevoir et s'affronter :

La ville périphérique, faite de clusters (focalisations d'activités à haute valeur ajoutée), reliés entre eux très rapidement, en espérant que la plus-value générée va retomber comme un bien-être généralisé pour l'ensemble des collectivités parisiennes. C'était le parti de Christian Blanc. C'est un leurre fou : on a toute chance d'accroître les inégalités territoriales et sociales.

L'autre parti mise sur l'agglomération dense irriguée par des transports collectifs maillés. Je ne crois pas que la mobilité soit la finalité, mais c'est le levier. Créons dans l'agglomération dense une véritable trame de transports collectifs ; élargissons la centralité matérielle et culturelle ; là on rompra avec le malthusianisme des sols urbanisables, on créera du foncier valorisable, parce qu'il sera devenu central, au bénéfice d'un logement abondant et accessible, d'activités « banales » dont la métropole a aussi besoin, et même d'un véritable développement durable bien éloigné de l'utopie d'écoquartiers expérimentaux isolés.

**Bernard Teper** Deux questions : comment lutte-t-on contre la gentrification, l'accroissement des inégalités sociales, le renvoi des catégories populaires à la limite de la plaque urbaine ? Il ne suffit pas de dire qu'on travaille sur des dynamiques territoriales, pendant ce temps, les inégalités augmentent.

Quelle stratégie foncière peut lutter contre les inégalités ? Comment faire pour faire tomber la rente foncière ? Le capitalisme se développe en augmentant la rente foncière. Il faut une dynamique politique. Ce n'est pas en faisant des transports qu'on résout le problème : Orbival augmentera les inégalités sociales tant qu'on ne résout pas le problème foncier et donc le problème d'emploi.

Comment règle-t-on les déficits de solidarité, de démocratie ? Les communes - que nous aimons bien - sont des institutions monarchiques où le maire décide de tout, des délégations, des logements.

Quand y aura-t-il une réflexion pour que les décisions viennent d'en bas ?

**Intervenant-e** Le logement est la base de tous les systèmes. Dans le système capitaliste, c'est la base de l'exploitation. Il faut en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Est-ce qu'on va changer le système ou est-ce qu'on va le modifier ? Je suis pour changer de système, parce que c'est une véritable catastrophe. Quand on voit des personnes qui habitent dans 4m2, des étudiants qui n'ont pas de logement, ça ne peut plus durer.

**Intervenant-e** J'entends parler depuis ce matin de grands thèmes, avec des grands mots : mégapoles, logement, métropole... Mais sans relais populaires, tout ça n'ira pas bien loin. Il faut donc s'appuyer sur des questions très concrètes. Je suis gardien dans une cité. Je vous propose de nous appuyer sur une escroquerie légale qui permet de faire payer 175% d'un salaire de gardien de logement social par les salariés. Si on traite cette question, 30 000 à 40 000 gardiens pourront être des relais d'opinion, parce qu'ils connaissent tout le monde dans la cité. Je propose quelque chose de très concret : mettre en l'air les tâches ménagères assurées par les gardiens, ce qui fera plaisir aux gardiens comme aux locataires qui ne payeront plus que 100% du loyer.

**Laurent Garnier** Je voudrais aborder la question du foncier. C'est une question essentielle pour l'Île-de-France. On retrouve le prix du foncier dans les loyers payés par les locataires mais

aussi les commerçants, les artisans. L'éviction touche les populations les plus modestes mais également les activités économiques : c'est très difficile pour une PME, un artisan ou une activité industrielle de trouver des locaux abordables. Ça a des conséquences négatives en matière de diversification économique et donc d'emploi.

On a créé il y a 20 ans dans le Val-de-Marne un syndicat d'action foncière qui avait pour objectif le portage foncier et la valorisation publique. La Région a créé un syndicat régional mais qui ne permet pas des portages assez longs et sont trop contraignants.

L'autre question essentielle c'est celle des services publics. Sans s'attaquer à cette question, les inégalités territoriales augmenteront. Par ailleurs, la fixation des prix par les Domaines tient compte de l'usage futur ou potentiel, ce qui alimente la spéculation en rehaussant le prix.

**Gabriel Massou** Je suis convaincu que le débat sur le devenir de l'Île-de-France porte sur sa zone dense, qui fait ville. Parce que je suis convaincu que la civilisation, c'est la ville, parce que c'est l'échange. On ne parle pas que d'inégalités économiques, on parle d'inégalités d'accès à la culture. Le SDRIF tente de coordonner tous ces thèmes.

**Jacqueline Rouillon** Il faut sortir le logement de la logique du marché, en faire un service public. Avec les syndicats publics de maîtrise foncière, l'idée est que c'est la puissance publique qui doit acheter le foncier. Pourquoi ne

raisonnerait-on pas droit d'usage, plutôt que droit de propriété ? Par ailleurs, concernant la tertiarisation des emplois, il faut aussi en trouver d'autres, qui soient accessibles à nos populations.

**Patrick Brœueze** La question de fond posée est celle de la maîtrise publique. Jusqu'où va-t-on dans l'appropriation citoyenne - et pas que publique - des biens publics comme le logement ?

Personne ne met en doute la centralité parisienne. Mais il y a d'autres centralités, et la densité peut aider à rapprocher le lieu de travail du lieu d'habitation. On a, dans le centre de Saint-Denis, un PNR-QAD. Quid des populations qui sont dans ces logements ? Comment fait-on avec des populations sans-papiers ? La gentrification n'existe pas à Saint-Denis, malgré la venue des bureaux !

Le travail d'un élu, ce sont ces questions concrètes, pas que des questions théoriques. Le maire n'est pas un monarque, il ne décide jamais seul. Il faut faire attention à ne pas attaquer la légitimité d'élus qui se démènent sur ces questions. Ne tuons pas les outils qu'on a créés et qui ont fait bouger les choses, comme sur les débats publics sur le Grand Paris et Arc Express. Sans doute c'est imparfait, mais c'est essentiel, ce sont des avancées concrètes. Il faut plus de débats, y compris sur des supports numériques.

Il n'y a pas d'exemple dans le monde de métropoles qui ne soient pas exclusives, ségrégatives. Si on arrive à avancer vers une métropole inclusive, solidaire, on n'aura pas perdu notre temps.

**Jacqueline Lorthiois** On dit que c'est normal qu'il y ait plus d'emplois que d'actifs dans une zone aéroportuaire. C'est faux : il y a autant d'emplois que d'actifs dans le bassin du Grand Roissy, ce ne sont juste pas les mêmes. Des zones dortoirs comme Goussainville (8000 emplois, 16000 actifs) côtoient le petit village de Roissy, 60 fois plus d'emplois que d'actifs. Ce sont des populations modestes qui habitent dans le périmètre de l'aéroport, en raison des nuisances de bruit et du risque aérien. Les personnels qualifiés qui travaillent à Roissy préfèrent habiter au calme la forêt de Chantilly ou la vallée de Chevreuse. Les clusters posent un problème de démocratie : ils sont si spécialisés qu'ils nécessitent des aires de recrutement gigantesques générant des flux croisés de transports, des pollutions, des coûts et des temps perdus considérables. Concentrer toujours plus de richesses sur quelques pôles entraîne fatalement un accroissement ailleurs de zones de pauvreté et de relégation.

Quatrième Table ronde  
« Quelles pourraient être les lignes de force  
d'un projet politique de gauche pour  
la métropole ? »

Dominique Adenot (maire de Champigny,  
président de l'ANECR)

Pierre Mansat (adjoint au maire de Paris)

Danièle Tartakovsky (Historienne,  
présidente l'Université de Paris VIII) Université de Paris VIII

Clémentine Autain (coordinatrice des fronts thématiques  
du Front-de-gauche)

**Interpellateur** : Christian Devillers (Architecte)

## Christian Devillers

Les dynamiques métropolitaines sont contradictoires, à la fois porteuses de créativité et d'ouverture et, par ailleurs, vecteurs d'inégalités territoriales aggravées. Dans le domaine de l'aménagement et du développement, l'urbanisme de projet peut creuser dramatiquement les inégalités territoriales, déjà très fortes en Ile-de-France, si une planification stratégique ne vient pas réguler les équilibres et assurer la prise en compte d'enjeux collectifs vitaux. La mobilisation des énergies locales autour de projets collectifs de développement suppose que des territoires pertinents soient définis, qui ne sont peut-être pas les CDT actuels.

J'ai la redoutable tâche de vous « interpeller » lors du Forum du 1er février, à la table ronde « Quelles pourraient être les lignes de force d'un projet politique de gauche pour la métropole » (15h30 – 17h00). Il est convenu que je lance successivement quatre thèmes de discussion et que chacun d'entre vous et la salle puissent dire ce qu'ils en pensent. Nous avons 1h30 soit 22,5 minutes par thème ou environ 4 minutes pour chacun et 6 minutes pour la salle où il y aura des participants qui tiennent à s'exprimer.

Les thèmes ou questions que je vous propose ci-dessous devront être énoncés par moi de façon plus concise mais je vous les livre tels quels pour que vous puissiez faire le tri et me dire quels points vous intéressent et ce qu'à votre avis, il faut retirer, modifier ou ajouter.

1. La gauche a-t-elle opposé une vision politique de la métropole différente de celle de Sarkozy ? Par exemple,

en changeant le préambule du SDRIF sans changer son contenu, a-t-elle donné une nouvelle direction à l'aménagement de l'Ile-de-France... Qui peut être porteur de cette vision ?

2. Deux idées de la gouvernance métropolitaine s'affrontent. La première est celle d'une agglomération unifiée dont les arguments sont la dimension à l'échelle mondiale, l'efficacité, l'égalité des citoyens et celle des territoires devant les avantages métropolitains. La seconde est celle d'une fédération dont les avantages seraient la dynamique propre des territoires, la prise en compte des intérêts de leurs habitants, la constitution de nouvelles centralités.

3. Le modèle traditionnel du grand bassin de vie et d'emploi et du réseau de transport métropolitain unique trouve ses limites dans l'allongement des déplacements, la spécialisation des territoires et l'accroissement des inégalités socio-spatiales. On voit monter une conscience de l'identité de territoires dont les villes se fédèrent dans des intercommunalités ou des CDT. Le Grand Paris, à l'approche de la loi de décentralisation, accélère ce phénomène qui pose la question de la restructuration territoriale. Faut-il laisser ces regroupements à la seule initiative des élus locaux ou proposer des territoires « pertinents » qui pourraient être des bassins de vie (ou plutôt des sous-bassins de vie car nous sommes dans une métropole) ?

4. La planification centralisée et étatique a été battue en brèche depuis 30 ou 40 ans par la décentralisation, par la prédominance de la pensée libérale et par l'idée qu'il suffirait de juxtaposer les projets urbains. Or, une planification

est nécessaire pour corriger les forces du marché, imposer une meilleure répartition territoriale des avantages et richesses de la métropole et pour lutter contre la ségrégation sociale croissante. Comment mettre en place une planification plus stratégique (avec les acteurs locaux) et plus démocratique et sur quels enjeux ?

Je vous en propose trois :

La transition écologique

La mutation économique

La structuration territoriale et le développement des centralités.

## Danièle Tartakowsky

A partir de sa position professionnelle à la direction d'une université francilienne, elle rapproche les questions que suscite la réforme universitaire de celles que pose la métropole, inégalités territoriales, démocratie de proximité, attention à la métropole ordinaire pour penser la société contemporaine.

N'étant pas spécialiste de la métropole, j'en parlerai à partir de mon expérience universitaire et, particulièrement, des débats que j'ai organisés à Paris VIII sur les attentes de différents acteurs vis-à-vis de l'université. Les réponses tournent autour du travail en commun, du désir de restaurer l'ancrage de l'université dans son territoire. Est-ce une nouvelle perspective localiste ou, plutôt, une façon de chercher à penser le contemporain, en se frottant à sa réalité concrète ? Je le crois.

La réforme universitaire qui nous occupe beaucoup risque de focaliser l'attention de l'Etat sur une trentaine de sites, qui

passeraient contrat avec lui. Est-ce que ce sera avec les métropoles, les académies ? Il semble que l'Ile-de-France y soit peu représentée. Une autre ambition est de rationaliser l'offre de formation, de supprimer des masters de recherche, par exemple. Ceci risque d'affecter surtout les universités de grande couronne, avec un creusement des inégalités territoriales. Est-ce la fin de l'unité du système universitaire national ? Il me semble que ces questions que nous posons rejoignent d'une certaine façon celles qui concernent la métropole.

## Dominique Adenot

Est-ce que la métropole a un rôle à jouer, oui. À quelle échelle ? Les coopérations intercommunales, oui. Mais surtout avec les gens ! Il faut des propositions de contrôle et de démocratie directe.

Le débat métropolitain n'est pas un débat tranquille, l'angélisme n'est pas de mise. Certains élus prônent l'égalité des territoires quand d'autres veulent avant tout développer les marchés ; les uns disent qu'on ne peut pas faire de logements par manque de terrains, d'autres que c'est l'argent qui manque. Au moins, on a maintenant des outils de portage foncier qui aident. Il n'y a pas accord unanime sur le logement social (pour les Hauts-de-Seine, il faut faire tout au plus du PLS), sur les transports, et le Grand Paris Express est loin d'être fait ! C'est un débat conflictuel dans tout l'arc politique, qui dépasse le clivage gauche / droite, et ce y compris à l'intérieur de Paris Métropole.

Patrick Braouezec a raison de rappeler

qu'actuellement, toutes les métropoles sont ségrégatives. La première question c'est : la métropole pour qui ? Les moyens manquent mais les besoins sont là, il faut construire les 70000 logements. Ensuite, la question de la gouvernance, très compliquée. Est-ce que la métropole a un rôle à jouer ? Oui, mais si on veut éviter le report des pauvres vers l'extérieur, pour ne pas opposer la zone centrale à la périphérie, je suis plutôt favorable à une gouvernance du logement à l'échelle régionale. Je suis assez favorable à une autorité du logement, mais il faut des garanties d'État, accompagnée d'une décentralisation réelle, et des crédits pour les logements.

Sur les transports : dans la zone de Champigny, il y a 3,5 millions d'habitants, on est hors jeu pour tout. Quand on habite au Bois l'Abbé, on met 1h30 pour accéder à son emploi. Il y a un véritable problème d'accessibilité des emplois. Quand on fait une consultation avec 600 jeunes, la première question, c'est : le métro c'est quand ? Il faut donc exiger la réalisation du Grand Paris Express. Je refuse la logique d'un phasage financier. Bien sûr que ça ne suffit pas, mais on ne peut pas faire la gueule à un projet qui bénéficie avant tout aux habitants des banlieues. Oui, il faut mener de front d'autres chantiers, mais c'est aussi un levier.

Dans 15 jours, le projet de loi sur la décentralisation va exposer les modes de gouvernance métropolitaine. Il faudra se positionner, en tant que Front de gauche, sur le projet « euro-métropole ». La question des moyens sera cruciale, alors

que la DGF est en train de baisser. Par ailleurs, va-t-on voir le retour d'une autorité supérieure ? Certes, il faut transformer l'héritage de la 3e République, il faut des coopératives. Mais, attention, actuellement, on est plutôt dans un mouvement recentralisateur : à Marseille, c'est le préfet qui reprend la main.

Les coopérations intercommunales, oui, il faut les développer. Mais surtout avec les gens ! Il faut des propositions de contrôle et de démocratie directe. Les débats sur le Grand Paris Express ont mobilisé, 700 à 800 personnes chez nous, et ça a eu des effets. Au début, il n'y avait pas de liaison avec la Seine-Saint-Denis, elle a finalement été inscrite. Maintenant, il faut se battre pour la financer. On se battra. Il y a des vrais rassemblements qui se font sur ces questions. Il faut entrer dans la brèche.

## Pierre Mansat

Il y a eu la prise de conscience chez les élus qu'on appartenait tous à un même ensemble. Il faut aussi reconnaître l'importance de la question de la place de la métropole parisienne dans le monde. Il faut s'intéresser à Paris. Il n'y aura pas de métropole pour tous, de métropole inclusive, si on n'a pas un point de vue sur la politique parisienne et si on n'évite pas la gentrification, par des politiques adaptées. Le débat sur la métropole doit être plus explicite encore.

Depuis que ce débat métropolitain s'est réouvert, il y a un progrès extrêmement important : le localisme a reculé. Il n'a pas disparu, mais il y a eu une prise de conscience chez les élus qu'on apparte-

naît tous à un ensemble élargi et que l'imbrication était telle que plus personne ne pouvait imaginer conduire ses politiques seul, sans travailler avec ses voisins. Ça a bouleversé la conception des élus.

En même temps, ce débat ignore des pans complets de la réalité de la métropole parisienne. Nous n'avons, même dans ce débat, pas du tout évoqué la question de la place de la métropole parisienne dans le monde, son rapport au monde. On le dit au détour d'une phrase, mais comment est-elle connectée au monde, avec qui, quel est son rapport à l'Afrique, à l'Asie ? C'est pourtant une question essentielle pour une métropole cosmopolite, qui accueille et qui a vocation à accueillir des gens venus du monde entier. Ces questions-là sont posées à la gauche et, en particulier, au Front de Gauche ; et il faut y trouver des réponses.

Il y a une confrontation, sans doute pas assez explicite. Elle est trop feutrée, pas assez visible, pas assez portée politiquement et idéologiquement. Nous avons des atouts. Gabriel a parlé du Schéma directeur de la région Île-de-France : c'est un effort pour une conception progressiste de l'Île-de-France. C'est bien sûr le résultat d'un rapport de forces au sein de la gauche. Mais quand il affirme que la priorité est la lutte contre les inégalités, il me semble en phase avec le débat que nous avons eu aujourd'hui.

Nous avons aussi des points d'appui concrets : il y a 35 municipalités à direction Front de Gauche, communistes, il y a le Conseil général du Val-de-Marne, et on a là un réservoir de pensée, de savoir-

faire, des expériences autour du développement urbain, social, humain. Il faut continuer à fédérer, après ces dix années de débats sur la métropole. Nous avons cette capacité de rassembler les forces et les pensées existantes.

Quelles sont les lignes de force du débat que nous n'aurions pas assez développées ? Je pense qu'il faut s'intéresser à Paris, aux politiques à y développer. Il n'y aura pas de métropole pour tous, de métropole inclusive, si on n'a pas un point de vue sur la politique parisienne, singulièrement en matière de foncier, d'immobilier, de logement social. Cette question ne se pose pas qu'aux Parisiens : elle se pose à tout le monde.

Il n'existera pas de métropole polycentrique si Paris doit connaître une lente évolution qui l'amènerait à une ville gentrifiée, une ville pour les happy few. Ce n'est pas le cas aujourd'hui : en l'espace de 10 ans, on est passés de 13 à 20% de logements sociaux en 2014. Mais ça ne suffit pas, il en faudrait 25, 30% sans doute. Certains prônent 40% pour en faire une ville populaire, une ville diverse. Intéressons nous à la façon dont on intègre et on pense la place de Paris dans cette métropole.

## Christian Devillers

Depuis ce matin, je n'ai pas entendu une vision claire qui soit commune à la gauche, un projet clairement énoncé. On voit bien qu'il y a une volonté de poursuivre un débat, de le relancer.



quatrième Table ronde  
« Quelles pourraient être les lignes de force  
d'un projet politique de gauche  
pour la métropole ? »

## Débats

Dominique Adenot (maire de Champigny,  
président de l'ANECR),  
Christian Devillers (architecte urbaniste),  
Catherine Tricot (architecte-urbaniste, co-animatrice du Front  
ville-habitat-Solidarités Territoriales),  
Jean-Michel Daquin (architecte),  
Pauline Gaullier (Laboratoire urbanisme Paris Est),  
Bernard Landau  
Damièle Tartakovsky (Historienne,  
présidente l'Université de Paris VIII),  
Alain Ternet

**Catherine Tricot** (architecte-urbaniste) Il y a comme un discours schizophrénique qui dit prendre acte de la métropolisation, mais qui ne parle que des aspects péjoratifs : aggravation des inégalités, écart croissant logement / emploi, problèmes de transports...

Je ne crois pas que ce soit la réalité dans son entier. Depuis dix ans, il n'y a pas eu que du négatif. Je travaille beaucoup en Seine-Saint-Denis. La transformation sur 10 ans y est considérable : la Seine-Saint-Denis a cessé de se considérer et de se vivre comme reléguée. Il ne s'agit pas d'avoir une vision angélique, où le plus compenserait le moins, mais il faut reconnaître que les élus du Front de Gauche, les jeunes qui se mobilisent... ont produit des effets.

La politique de l'ANRU était contestable sur ses principes, mais les élus ont réussi à la transformer et faire émerger des projets urbains qui servent les habitants. Il y a des nouveaux transports. Il y a des territoires moins ségrégués, moins relégués.

On ne doit pas caricaturer et faire de Paris une ville bourgeoise, gentrifiée. Paris + banlieue offre près de 30% de logements sociaux, 10% de plus que le reste de la France.

**Chris Adler (Lyon)** Je viens de Lyon et suis très intéressé à vos débats. Mais celui-ci a déjà eu lieu à Lyon. Je voudrais qu'on décentralise plus ces débats, qu'on échange davantage.

Nous, on porte un regard critique sur la métropole lyonnaise. Le département du Rhône va être réduit. Avec la réforme, il va passer de 1,7 millions d'habitants à 500 000. Le reste du département, quelle réalité aura-t-il ? Aucune. Un pôle métropolitain a été créé, il reste méconnu à Lyon, il a été imposé, pas concerté. Nous sommes favorables à la métropole mais pas sur ces bases-là.

La dimension européenne est aussi importante pour réfléchir à la métropole, après le traité de Lisbonne.

**Alain Ternot** Je trouve que ce débat tourne en rond, il y a des questions, des constats mais pas de ligne directrice. Beaucoup d'autres bases d'information pourraient le nourrir. Par exemple, un gros travail de comparaisons métropolitaines est accompli par l'OCDE, par l'Organisation Internationale du Travail, concernant les droits de l'homme, les relations et l'organisation du travail, l'environnement, la loyauté des pratiques publiques, les types de consommation, la gouvernance. On devrait s'en inspirer.

**Bernard Landau** Le Front de Gauche se veut alternatif à la gauche classique. La gauche et le Front de gauche ne peuvent pas ignorer la question du projet spatial et urbain sur la métropole héritée. Beaucoup d'élus prennent la parole. Je ne mésestime absolument pas leur action. Mais, contrairement à d'autres périodes historiques, le réfor-

misme municipal n'est plus à l'échelle des crises auxquelles nous faisons face. Une commune a très peu de marge de manœuvre. Il faut avoir le point de vue des maires mais aussi des partis politiques. Les difficultés de Paris Métropole illustrent bien ce problème : il n'y aura pas de consensus entre élus de l'agglomération parisienne, parce qu'ils ont des visions divergentes de la société. Il faut un travail dans les partis eux-mêmes.

On a eu un débat sur la gentrification. Les derniers recensements de l'INSEE montrent que les augmentations de population ont été plus fortes dans le centre dense de la métropole que dans sa grande périphérie. Les gens cherchent à habiter là où il y a des transports, là où il y a des services. C'est une inversion de tendance, qu'on constate dans beaucoup de métropoles. Je pense que la gentrification n'est plus le débat.

**Jean-Michel Daquin** (architecte) Il faut affirmer à la fin de cette journée que la métropole est la réponse. On ne peut pas systématiquement stigmatiser, il faut aussi voir ce qu'elle porte en termes de valeurs et de civilisation. Bien sûr, il y a des inégalités, il y a des situations intenable. L'attente du tramway à Montfermeil est intolérable.

Mais, en même temps, il y a eu beaucoup d'évolutions aussi à Montfermeil, contre l'habitat insalubre, par exemple.

Sur les transports, on n'est plus dans la même situation qu'hier et, en même temps, on voit bien qu'il y a un débat sur la possibilité de réaliser le Grand Paris Express.

**Pauline Gaullier** (Laboratoire urbanisme Paris Est) Je voulais réagir sur la rénovation urbaine. Les effets sur les personnes ne sont pas aussi positifs qu'on l'a entendu. Il y a évidemment un travail sur les services, sur les équipements. Mais les démolitions-reconstructions ont un effet négatif, celui d'évacuer les plus fragiles. Dans le relogement, on a constaté qu'il y a eu des conditions difficiles pour les familles immigrées. Ça n'a pas été si simple.

**Christien Devillers** Il y a un fort déficit de réflexion de fond, bien au-delà de l'actualité et donc de l'urgence de l'acte III de la décentralisation. Paris-Métropole est une expérience très intéressante, excellente, mais elle va avoir du mal à se situer.

**Danielle Tartakowsky** Je suis d'accord avec Catherine Tricot. Il y a 20 ans, Paris VIII était une fac totalement stigmatisée, décrédibilisée. Aujourd'hui, ça n'est plus le cas, il n'y a plus la même image. Paris VIII est vu comme un ville-laboratoire.

**Dominique Adenot** Je reprendrai le mot de Daquin : la métropole pour tous, c'est la solution. On va s'affronter

sur des questions qui fâchent : quelles sont les priorités ? Pour qui on travaille ? Quelles conceptions on a ? Il y a l'urgence des projets de loi. Mais il y a aussi les délais de construction avec les gens. Il commence y avoir une conscience métropolitaine.

Quand on débat dans nos villes, on ne parle plus que de la ville, mais de la ville dans la métropole. Il y a une meilleure conscience métropolitaine, une envie de se situer dans la métropole. On ne pourra pas concevoir les programmes municipaux sans prendre en compte cette dimension métropolitaine.

Il faudra mettre la question métropolitaine au cœur des débats aux prochaines élections municipales. Il faut que l'ensemble du corps militant, associatif, intellectuel s'en saisisse. Il y a des avancées de la réflexion sur les finances, sur les transports (ne pas opposer les choses, le Grand Paris Express est une avancée, c'est encore insuffisant), sur le logement (c'est complexe mais il faut bouger). On ne peut plus s'en tenir à la défense locale des services publics, il faut la resituer dans une exigence plus globale. Je pense que les Franciliens ne sont pas en retard là-dessus : dès que les débats sont posés de façon à ce qu'ils se traduisent dans la vie réelle, il y a du répondant.

Il faut tourner la page des pro- et anti-métropole dans le Front de gauche. Il faut donner du corps à notre projet de métropole pour tous.

Cinquième Table ronde  
17h00-17h30 Et maintenant ?  
Quelles initiatives sont possibles ?

Pierre Mansat (adjoint au maire de Paris  
chargé de Paris Métropole et des relations  
avec les collectivités locales d'Île-de-France) ,  
Clémentine Autain (directrice de Regards, coordinatrice  
des fronts thématiques du Front-de-Gauche,)

## Pierre Mansat

Si on veut être en mesure d'avancer des propositions politiques il faudra rapprocher les points de vue sur la métropolisation, alter-métropolisation, anti-métropolisation.,.

Un débat s'est ouvert autour de métropolisation, alter-métropolisation, anti-métropolisation. Si on veut être en mesure d'avancer des propositions politiques, il faudra le clarifier, rapprocher les points de vue sur cette dimension-là. On a fait émerger tout au long de la journée les grands axes d'une métropole durable, d'une métropole solidaire, que ce soit sur la place de l'emploi, sur les services publics, sur la culture. Il faut qu'on définisse les objectifs politiques du Front de gauche dans ce débat.

Il y a une question qui n'est pas venue beaucoup, c'est celle de la gouvernance, peut-être parce que le mot repousse. Elle a été effleurée. Est-ce que le gouvernement démocratique de la métropole parisienne est satisfaisant ? Au regard des crises du logement, des transports, de la transition énergétique, on peut difficilement en être pleinement satisfait.

Pour ma part, je plaide pour une confédération qui fédère les pouvoirs po-

litiques existants, sans inventer une nouvelle institution qui priverait les pouvoirs actuels de leurs compétences. Il y a encore des débats à mener pour défendre un point de vue de gauche sur la gouvernance de la métropole parisienne. Il va falloir très vite former un avis sur l'acte III.

## Clémentine Autain

Nous tentons ici d'articuler le programme du Front de gauche et la question du droit à la ville et du projet métropolitain. La question n'est donc pas pour ou contre la métropole, mais : quelle métropole ?

Cette journée est le début d'un travail enclenché par la naissance des Fronts thématiques. Ils sont une vingtaine, et ont vocation à mettre autour de la table et en mouvement des gens qui sont dans les partis politiques du Front de gauche, mais aussi des citoyennes, des citoyens, des professionnels... et veulent entrer dans le Front de gauche par un sujet.

Le Front de gauche thématique ville-habitat est un des plus dynamiques, c'est celui qui a permis de rassembler le plus largement au-delà des partis, et ça tient sans doute beaucoup au sujet.

Il faut mesurer à quel point la métropo-

lisation est un phénomène relativement récent, et surtout à quel point sa politisation est récente. Ce que nous tentons ici de voir, c'est la façon d'articuler le programme du Front de gauche et la question du droit à la ville et du projet métropolitain. J'ai vu plein de sujets au Front de gauche, sur lesquels les partis ont une histoire, une opinion constituée. C'est le cas sur le nucléaire, la République... Ce n'est pas le cas sur ce sujet. On doit construire une pensée.

Ca ne va pas se faire en trois semaines. Il faut un travail de fond pour approfondir ces sujets. C'est une question politique qui doit devenir sinon centrale, en tout cas majeure, pour le Front de gauche et, notamment, pour ses dirigeants. Il faut que le travail engagé permette de construire la base pour ces allers/retours.

Le sujet est important parce qu'il s'agit d'une déclinaison de ce que nous avons à dire sur de nombreux sujets : transports, environnement, services publics... Ca permet de dire avec des nouveaux mots, parce que c'est une question neuve. Il faudra trouver les mots. Je pense que le concept de «droit à la ville» est très intéressant, encore faut-il se l'approprier.

Chemetov dit : « La ville est l'usine du

21<sup>e</sup> siècle ». On est collectivement face à un problème de trouver les espaces de politisation. La ville peut être un de ces espaces de politisation. À partir de ce droit à la ville, de ce rapport à comment se développe la métropolisation, on touche des questions concrètes qui permettent de toucher le plus grand monde. La ville est l'espace de politisation, l'entrée. Ce n'est plus forcément dans les usines qu'il y a les lieux de politisation.

Nous avons un problème au Front de gauche, qui ne nous est sans doute pas spécifique. Sur beaucoup de sujets, on ne déplace pas beaucoup d'élus, ici, ils sont venus nombreux. Alors qu'on a un problème de lien entre les élus et l'organisation politique, ce sujet permet de faire le lien entre les deux, de retrouver le plaisir de travailler collectivement entre forces politiques et élus.

On a besoin de traiter ces questions neuves, de parler du monde contemporain, et de ne pas ressasser juste le rapport capital/travail. Ca nous pose comme non pas les survivants d'une gauche traditionnelle qui défend des acquis. La question n'est donc pas pour ou contre la métropole, mais : quelle métropole ? On a des choses à dire là-dessus, sur le rapport centre/périphérie, sur les ségrégations, etc.



CONTRIBUTIONS DES ANIMATEURS  
DU FORUM MEMBRES  
DU FRONT THEMATIQUE  
Le cas de la métropole francilienne

**N**otre pays compte aujourd'hui huit grandes « métropoles », l'Île-de-France étant classée parmi les quelques « métropoles mondiales » (« villes globales », selon la terminologie des chercheurs). Leur taille, leur place dans la mondialisation des échanges et dans l'économie mondiale, créent une complexité, des tensions de tous ordres difficiles à gérer. Ce phénomène est une lame de fond qui touche les pays développés comme les pays émergents (ou émergés).

La première division internationale du travail de la mondialisation contemporaine (la Chine, l'atelier du monde) a amplifié la désindustrialisation en Europe et particulièrement en France. Cette mutation tertiaire (désindustrialisation et montée des services) a bouleversé notre tissu économique et rend plus difficile l'adéquation de l'emploi aux qualifications des actifs. Peu à peu, la concurrence des pays émergents est tout aussi forte sur les services qualifiés et la recherche-développement, moteur de l'innovation. Nos métropoles, notamment l'Île-de-France, ont la charge de contrer ce risque accru, de structurer un tissu pérenne avec les grands groupes industriels et des entreprises moyennes et petites très performantes (souvent chassées des villes par les prix du foncier) au sein de réseaux d'innovation. Cet enjeu économique est déterminant et implique autant la gestion de nos métropoles que les politiques nationales.

Les disparités sociales, économiques, urbaines, territoriales, sont le lot de nos métropoles. Elles s'accroissent en dépit de toutes les démarches de planification, par un processus de segmentation et de spécialisation. Celui-ci tient aux prix du foncier et de l'immobilier mais aussi à une perte des sentiments d'appartenance commune, à une divergence

croissante des modes et standards de vie, à des difficultés d'intégration historiques (immigration, grande pauvreté). Le danger d'une dislocation (des territoires, des groupes sociaux) entre gagnants et oubliés du développement est un enjeu crucial pour nos sociétés urbaines, qui devront confirmer leur robustesse face aux migrations liées à la mondialisation et aux risques de tous ordres (climatiques, géopolitiques, etc.).

Aucune métropole ne réussit vraiment à adapter notre modèle urbain et sociétal à ces risques d'éclatement et parvient seulement à maintenir les tensions à un niveau plus ou moins acceptable. Les métropoles sont désormais aussi face à des enjeux planétaires - climatiques, énergétiques, écologiques -, où l'action des nations doit aller avec l'action locale. Cet impératif traverse toutes les politiques publiques, de l'économie (métiers, industrie, énergies alternatives), de l'urbain (économiser les ressources, polluer moins), de notre biotope naturel de nos modes de vie (consommer mieux, participer d'efforts collectifs). Les stratégies métropolitaines qui émergent depuis quelques années se heurtent à la complexité de la gouvernance, aux contradictions internes accrues, à la pression maximale des usages. Cette révolution reste à penser collectivement.

Comme on le voit, dans un contexte de transition écologique et de mutations économiques, le fait métropolitain soulève d'importantes questions politiques et appelle une planification écologique et démocratique dont la ville du 21<sup>ème</sup> siècle est l'enjeu. Ce sont ces questions que le Front de Gauche souhaite porter et mettre ces questions en débat dans le cadre d'une série de Forums, à commencer par celui portant sur la Métropole francilienne.

## POUR DES MÉTROPOLIS À LA FOIS MONDIALES ET VIVABLES

CATHERINE TRICOT

architecte-urbaniste,

Rédactrice en chef de Regards

Co-animatrice du Front ville-habitat-Solidarités Territoriales

(Texte publié par Politis)

Une révolution se déroule sous nos yeux : la métropolisation en cours bouleverse les équilibres territoriaux. Dans les années 30, la France est devenue majoritairement urbaine. Le long exode rural s'achève avec l'urbanisation de quasiment tout le territoire français. Même dans les zones de faible peuplement, il n'existe plus guère de ruraux : tous vivent en lien avec une ville qui structure travail, loisirs, achats, santé, formation.

La métropolisation donne un tour nouveau à cette domination de l'espace urbain sur l'ensemble du territoire. Celui-ci n'est plus structuré par un chapelet très ancien de grandes, moyennes et petites villes. Tout l'espace tend à être régi, organisé par la très grande ville. La succession des fermetures d'hôpitaux, d'écoles, de tribunaux, de casernes qui marqua l'ère Sarkozy est l'expression brutale d'un choix unique en faveur des métropoles. La fin des anciens « pays » et l'extension du périurbain en sont une des conséquences.

L'essentiel des lieux de production de la richesse matérielle et immatérielle se concentre dans ces métropoles. Dans la précédente révolution industrielle, il était nécessaire de réunir de

grands établissements, des puits de main-d'œuvre pour une production de masse. Aujourd'hui, les conditions des productions sont liées à la possibilité de connecter une multitude de métiers, de services, de qualifications. Il faut tout à la fois des lieux de fabrication et de service, de formation, de culture, des hôpitaux, des transports intérieurs et internationaux, des espaces de finance et d'arbitrage juridique, des espaces publics et des services publics, etc. L'échelle devient celle de la métropole. Elle est devenue le lieu de la production. L'usine d'aujourd'hui, c'est la grande ville.

Ce diagnostic fait, en gros, consensus. Mais il n'y a pas d'accord sur la conception de ces métropoles. Deux logiques s'opposent : une hiérarchique et ségrégative, l'autre égalitaire et ouverte.

La logique dominante, affirmée par Sarkozy, lui-même issu de la grande ville, était ferme et cohérente. C'était celui de la polarisation, des pôles de compétitivité, du doublement de la taille de la Défense en tant que place financière, de la création d'un immense territoire de recherche et développement sur le plateau de Saclay. Le projet du grand métro était initialement un lien entre ces pôles dynamiques et les aéroports parisiens.

La contrepartie de cette conception est la ségrégation et parfois la relégation. On le sait pour le logement. On ne le dit pas assez pour la production, le commerce, les loisirs. Les grandes villes tendent à diviser l'espace en gran-

des enclaves, zone de bureaux et d'activités, zones de chalandises en entrée de ville, zone de recherche et centres financiers, zone de logements avec les différentes strates sociales. Les phénomènes ultra-puissants de hausse du foncier sont les carburants de ces spécialisations / ségrégations / exclusions.

Des choix politiques accompagnent ces tendances. La conception néolibérale de la ville est celle d'une hiérarchisation très forte des fonctions. Ce modèle domine les grandes métropoles mondiales qui sont les lieux de pilotage du capitalisme mondialisé.

Ce modèle ne correspond ni à l'histoire, ni à la réalité de Paris.

La force et l'attractivité parisiennes sont précisément d'être tout à la fois un lieu production et de plaisir (la première destination touristique du monde), de formation, de culture, de mobilité (malgré les bugs, un réseau de transport inestimable), de pouvoir politique et économique.

Ces dernières années des phénomènes contradictoires percutent cette réalité ancienne. À toutes les échelles, les espaces se spécialisent : les cinémas de quartiers ferment au profit des multiplexes, souvent en périphérie; de vastes projets de centres commerciaux ou tertiaires sont dans les cartons ou sortent de terre ; les zones d'habitats suivent cette évolution.

Dans le même temps, la coupure entre Paris et sa banlieue s'estompe. La Sei-

ne-Saint-Denis sort de sa relégation et entre dans le grand bain métropolitain. Les transports se modernisent et se multiplient. De grandes cités populaires sont rénovées et désenclavées. Ces évolutions ne sont pas rien. Elles sont le fruit de l'engagement de municipalités progressistes, d'actions citoyennes, mais aussi de la pression des jeunes de banlieue, notamment en 2005. Ces transformations doivent prendre sens et être revendiquées politiquement.

Le Front de Gauche se réunira le vendredi 1er février pour en débattre. Le parti pris métropolitain, celui du mixage, des échanges, du cosmopolitisme doit s'y affirmer. De nouvelles luttes et engagements seront nécessaires. La gauche de gauche peut s'appuyer sur une histoire sociale et politique. Paris se caractérise par cette étrangeté : une ville-monde qui totalise plus de 30% de logements sociaux dans son périmètre dense (Paris et la proche banlieue). Une ville qui se souvient de ses révoltes passées et qui aujourd'hui encore conserve de forces politiques subversives non négligeables. La métropole parisienne peut être à la fois mondiale et vivable. C'est un grand projet politique.

## LA METROPOLE : UN PROJET

PAUL CHEMETOV

1. La question urbaine est aujourd'hui la question politique centrale. Elle a pour nous l'importance qu'eut pour nos aînés la question sociale et l'intègre. La ville : laboratoire de l'humanité disait déjà Karl Marx. A l'heure de l'urbanisation croissante, c'est dans la réussite des villes que réside l'avenir de l'humanité. Et dans l'inflation verbale actuelle où l'on passe allègrement du mot métropole au mot mégalopole. Lagos et ses millions d'habitants n'est qu'un gigantesque bidonville, un laboratoire du tiers monde, mais pas du futur de la planète.

2. Une ville réussie ne peut se résumer à un plan contrôlé, à des règles urbaines ou architecturales. Elles sont nécessaires mais non suffisantes ; une métropole n'est pas une ville centre concentriquement étendue ou homothétiquement agrandie. Elle suppose la mixité des fonctions et par là même celles des classes ou des couches socioculturelles qui la peuplent. La mixité des fonctions veut dire qu'une ville qui mêle les densités, les intensités, celle de l'habitat, celle de la production matérielle, celle du haut niveau des services, celle de la culture, celle de la formation et de la recherche, celle des loisirs et celle des plaisirs, sans négliger l'ancienneté du patrimoine ou la beauté des paysages, est plus productive, plus performante, plus durable parce que plus adaptable qu'une métropole qui ne serait que spécialisée. Et si l'on y ajoute des fonctions centrales, celles anciennes de l'Etat en France, on comprend pourquoi Paris, capitale d'un

état qui regroupe aujourd'hui moins du centième de l'humanité (0,75 environ) est une des villes-monde au même titre que New-York, Tokyo ou Londres, alors qu'elle n'a pas un port ouvert sur la mer. Cette exception héritée de la prééminence française des siècles passés (jusqu'aux guerres mondiales) peut se perdre si la question métropolitaine n'est pas pour la région parisienne rapidement assumée.

3. Si la première annexion des quartiers périphériques à Paris date de 1859 et la suppression du département de la Seine et la nouvelle découpe régionale qui en résulta (huit départements, dont l'anomalie parisienne d'une ville-département) remonte aux années 60 du siècle passé, nous n'avons pas un demi-siècle devant nous pour assurer la mutation métropolitaine et ses conséquences politiques. Le changement c'est maintenant. Dernier constat. La ville, la métropole, ne sont pas des formations sociales politiques et géographiques délocalisables. C'est la raison de leur importance à l'heure de la globalisation, les enjeux urbains sont réellement de la compétence et de la compréhension partagée des élus et des habitants.

4. Il faut se fixer quelques repères pour comprendre la question posée. Paris 105 km<sup>2</sup>, les trois départements limitrophes 857 km<sup>2</sup>. Berlin et New-York 900 km<sup>2</sup>, Rome 1.200 km<sup>2</sup> et Londres 1.600 km<sup>2</sup>. La région parisienne à 12.000 km<sup>2</sup>. L'échelle de la région n'est donc pas celle de la métropole. Elle est par sa dimension extra métropolitaine. Si nous tracions un cercle de 25 km

autour de Notre Dame, nous couvririons une surface de 2.000 km<sup>2</sup>. De Conflans Saint-Honorine à la Forêt de Sénart, de la Vallée de Chevreuse à Roissy, comprenant aussi les Forêts de Montmorency et de Saint-Germain, englobant ou tangentant les villes nouvelles de la région parisienne, intégrant également des aires agricoles et maraichères nécessaires à la nourriture de ce vaste ensemble, qui aujourd'hui concentre les neuf-dixième de la richesse produite dans la région parisienne. Même si les réalités des limites géographiques ou historiques réduisaient le chiffre rond de ce cercle parfait, cette échelle aurait le mérite de sortir positivement de l'anomalie des villes nouvelles. Elles furent conçues à l'origine pour des raisons politiques comme des cités anti banlieue, disait Delouvrier, leur initiateur. Elles ont contrarié la structuration de l'anneau des villes situées entre 40 et 50 km de Paris, Mantes, Melun, Meaux, Rambouillet et donc par ricochet des villes « centenaires ». Compiègne, Chartres, Soissons, Evreux comme du réseau des villes cathédrales, faisait fi de la géographie française et de son antériorité séculaire. Les villes nouvelles sont aujourd'hui dans la banlieue et pour certaines en amplifient les problèmes. Conçues dans une optique pré-métropolitaine leur intégration est la condition de leur développement en tenant compte de leurs potentialités foncières et de leurs dessertes et équipements. Une métropole comprise entre 1.600 et 2.000 km<sup>2</sup> permettrait la vie de quatre ou cinq bassins de vie et d'emplois autour de la capitale. Chacun d'eux répondant à la nécessité de trouver les services et aménités de la vie

quotidienne à moins d'une demi-heure de transport de son lieu de résidence. C'est à cette échelle qu'il est possible de lutter contre les conséquences d'un seul centre et de ses périphéries : banlieues de banlieues témoins d'un développement inégal et de l'exclusion de ceux qui ne sont pas invités au banquet des privilégiés de la centralité. Les limites de ces bassins fluctuent selon les paramètres considérés, elles ne peuvent donc être transposées sur un plan administratif, mais c'est à cette échelle que peut s'envisager l'équité territoriale.

5. La question métropolitaine posée depuis les années 1920 à Paris et dont l'épisode des villes nouvelles n'a fait que retarder la venue, fut relancée par Nicolas Sarkozy sous le terme biaisé du Grand Paris. Sa démarche avait le mérite d'en affirmer la nécessité, mais en des termes qui se référaient au seul agrandissement du centre, comme la ruse politique d'opposer la Ville de Paris et son Maire à la Région et son Président, préemptant –au passage- une revendication qui fut celle de la gauche à l'époque du Conseil Général de la Seine.

6. Il est temps de remettre cette question à l'endroit, sur ses pieds, si l'on veut utiliser les catégories hégéliennes de l'Aufhebung : le retournement. La conférence métropolitaine peut être le lieu nécessaire de la discussion et de l'élaboration de ces problèmes, dans sa forme actuelle, elle ne peut conclure, car elle ne peut pas décider pour tous. Ce qui fut projeté pour le Grand Paris, l'ossature du projet retenu, fut d'abord une

ligne de transport rapide reliant le centre financier de la Défense aux aéroports et parcourant suffisamment de terres à valoriser (agricoles comme le plateau de Saclay) ou dont le peuplement actuel dévalorisait le potentiel foncier. En somme le Far-West, Wells Fargo et le chemin de fer permettant la création rapide de cités spéculatives autour des gares. Or, si le projet aujourd'hui retravaillé a le mérite d'amorcer le maillage des périphéries et d'interconnecter les lignes de transport rayonnantes, on ne peut résumer le projet de transport à cette armature, ni même décider qu'elle soit homogène sur tout son tracé. Il faut construire une continuité par le métro souterrain ou en surface, le tram, le trolleybus et les bus en site propre, en fonction des densités desservies, en assurant leur interconnexion et leur mutation possible. C'est une des conditions d'une réduction des investissements premiers. Pour l'instant, les estimations du coût des lignes de transports primaires augmentent et vont sans doute atteindre à terme les 35 milliards. L'interconnexion des TGV est aussi nécessaire à la métropole que celles du grand huit. La géographie de la France est aujourd'hui transformée par les temps du TGV qui rapprochent Paris des métropoles régionales. Mais on ne peut résumer le projet métropolitain à la seule mobilité. Il faut assurer les flux et aussi tenir compte des stocks, ce qui existe, ce qui est bâti, la géographie, les réseaux qui eux ne bougent pas. C'est dans la dynamique, dans la dialectique des flux et des stocks que réside la réussite.

7. A l'heure des débats furieux à propos du mariage pour tous, il est certain que les mêmes oppositions se retrouvent à

propos de la métropole, de la métropole pour tous, pourrait-on dire. Celle-ci a aussi ses Frigide Barjot, ses cardinaux Barbarin, ses couples homos et hétérosexuels. Nous partons d'une situation politique de découpe territoriale et de positions électorales acquises ; il faut que la métropole assure l'égalité de ces représentations. La forme de gouvernement qui en découlera ne peut faire l'impasse sur cette réalité. S'agira-t-il d'un district métropolitain dans une région maintenue, d'une nouvelle découpe départementale, d'une région métropolitaine impliquant la disparition de la région Ile-de-France et du rattachement de ses franges aux régions voisines, de l'agrandissement de la région Ile-de-France aux limites du bassin parisien et donc de la réduction du nombre de régions françaises ? Quelle que soit la solution choisie, elle devra assurer la péréquation des ressources et l'équité des représentations politiques, en n'oubliant pas que la singularité historique française des 36.000 communes n'a pas d'équivalent en Europe ou des pays de taille comparable n'excèdent pas 5.000 communes. Cette parcellisation augmente l'âpreté d'une revendication d'égalité des territoires. Or, par nature ceux-ci sont inégaux. En taille, en dessertes, en situation géographique, en valeurs de sols... La péréquation permet la compensation, en tous cas des déséquilibres les plus criants, elle ne permet pas l'égalité absolue, de même que l'égalité de la devise républicaine ne rend pas les blonds-bruns, ni n'assure à tous la même taille, la même force physique ni hélas les mêmes acquis culturels.

8. Mais cette représentation et cette

péréquation ne peuvent faire l'impasse sur deux questions qui sont au centre de l'avenir métropolitain de la Région Parisienne. Celle de l'étalement urbain, celle de la densification autorisée des terrains déjà pour tout ou partie construits, ces deux actions conditionnent la question foncière. L'étalement urbain en France atteint ces dernières années, par le dépérissement de l'habitat collectif au profit de la croissance de l'habitat individuel, une consommation d'espace insoutenable à l'heure du réchauffement climatique et des pénuries alimentaires qui s'annoncent. La surface d'un département urbanisé tous les dix ans, et si la courbe continuait tous les sept ans. A cela, le remède de la densification autorisée. En Suisse romande, par exemple, les parcelles individuelles peuvent recevoir jusqu'à trois logements groupés ou superposés. Telle est la voie. On imagine que l'arrêt de l'urbanisation et la densification pose la question de la rente foncière qui aujourd'hui procède essentiellement de l'investissement public. Il est donc parfaitement imaginable, tout au moins dans la zone métropolitaine et pour les seuls terrains urbanisables –hors terres agricoles et forêts-, que la location des sols –sans transfert de propriété- remplace leur achat. C'est intégrer la question de la valeur d'un bien non renouvelable, c'est limiter les gains d'aubaine de la rente foncière et l'économie spéculative qui en découle. Cela suppose quelques adaptations législatives entre la nue propriété et l'usufruit, dans les garanties hypothécaire qui sont prises sur le bâti, mais cela libèreraient des sommes considérables gelées en tête de bilan

et qui mobilisent un inutile capital mort. Cette réforme foncière et fiscale est sans doute plus productive que le projet de taxation des très hauts revenus, et surtout d'un effet économique décuplé. Même dans le Japon néolibéral, le choix doit être fait dans les périphéries de Tokyo et pour des durées longues (35 ans) entre le statut de bâti immédiat et celui de l'activité agricole, avec des incitations fiscales évidentes et pénalisantes.

9. Cet exemple amène naturellement à la question des moyens. Le coût de la métropolisation parisienne, qui ne peut réduire au seul budget de la mobilité, mais comprend également les logements, les espaces et équipements publics, les lieux de travail, voisine les cent milliards d'euros. C'est peu comparé au PIB, au budget ou à l'investissement fait à l'époque des villes nouvelles. Les temps sont autres, mais la question de la métropole parisienne est fondamentale pour l'existence de la France. Les grands travaux mitterrandiens ont coûté 1/2 point de PIB sur quinze ans, l'investissement de la métropolisation est du même ordre de grandeur, mais avec un tout autre effet de levier. Les actions devraient être engagées dans les dix ans pour se dérouler sur les vingt ans à venir. Il faut inventer l'économie mixte de ce projet. La métropole est un projet politique avant que d'être technique. Tel est sans doute le mot essentiel du futur de la métropole. Un projet porté par la représentation politique, un projet partagé par la société, un projet figuré par les intellectuels et praticiens des disciplines urbaines. On en est loin et le temps nous est compté.

## DECONSTRUIRE ET REMETTRE EN PERSPECTIVE CITOYENNE LE GRAND PARIS

ROBERT SPIZZICHINO

Le constat est terrible : les démonstrations convergentes abondent pour scruter l'histoire du Grand Paris et montrer qu'il s'agit d'une histoire de dupes basée sur les illusions techniques, sur des impasses financières et de mise en œuvre, et sur une succession de compromis boiteux ; jusqu'ici, c'est le jeu politique qui a primé, puisqu'il s'agissait avant tout de déstabiliser la gauche en Ile de France et de profiter des carences de son système de gouvernement. Je ne dispose d'aucune source d'information particulière, mais je ne suis pas convaincu par cette explication surtout si elle se veut unique. Qu'au passage le gouvernement ait voulu ennuyer la gauche ça n'est pas un grand mystère, mais quand à dire que c'était le but du jeu pour tous les acteurs gouvernementaux... Et si l'on est dans les explications de ce type pourquoi ne pas prendre en compte également ce que j'ai entendu de plusieurs côtés : la lutte pour la suprématie dans les transports de l'Ile de France (IdF), ou Christian Blanc ex patron de la RATP aurait fortement porté les intérêts de cette entreprise contre la SNCF etc. Et puis il y a la faiblesse stratégique du SDRIF - au moins une occasion qui fait le larron. Quoiqu'il en soit, il faudrait pour comprendre la dernière séquence remonter au début des années 2000 et à l'inquiétude dans les milieux techno et politiques sur l'affaiblissement de la position de Paris en matière d'attraction de sièges d'entreprises et plus encore d'indicateurs

d'innovation (le panel européen d'indicateurs ou simplement le nombre de brevets déposés). Et puis aussi le choc des émeutes de 2005, la perte des jeux olympiques etc. Tout cela conduit à des absurdités : Un système de transports collectif non financé et qui répond mal aux besoins de mobilités mais personne (et pas notamment la région ou le STIF ou les grands acteurs du transport) n'est fichu de fabriquer une politique de mobilités sérieuse (et d'investissements d'infrastructures qui vont avec) sans compter qu'il faudrait aussi parler du Schéma TGV et de son inscription dans l'IdF, un Schéma Régional déstructuré qui perd chaque jour de sa crédibilité, une loi sur le Grand Paris qui est la plus piteuse qui se puisse imaginer, des Contrats de Développement Territoriaux (CDT) pour emballer des projets existants (nuance : les CDT sont irréalistes mais certains présentent des visions qui ne sont pas toutes sans intérêt) au mépris de toute vision d'ensemble (Mais on n'a peut-être pas besoin d'une vision d'ensemble pour tout, mai seulement sur quelques sujets clés), etc. Et pendant ce temps, les problèmes demeurent.

Certes les sujets de conflits sont bien identifiés, les idées ne manquent pas, les propositions de remise à plat des décisions prises non plus, mais il n'y a personne pour décider. Même si le compromis est un acte politique parfaitement respectable, on est plutôt ici dans des postures extrêmement traditionnelles d'alibis ou d'évitement ou reposant sur des vérités qui n'en sont pas ; certains privilégient les prochaines élections locales, d'autres leur carnet de commandes et leur notoriété,

moyennant quoi les prochaines échéances que sont : La révision du SDRIF, la loi sur la décentralisation, la poursuite effrénée des démarches de la Société du Grand Paris (SGP) pour remplir des missions qui lui ont été confiées, ..., vont sans doute aboutir à un scénario de fuite en avant matérialisé de quelques changements à la marge pour alimenter le discours politique avec le doux nom de gouvernance qui est de loin le mieux adapté pour traduire l'absence de gouvernement

La meilleure illustration de cette situation réside dans le très intéressant Livre Vert de Paris Métropole : sous prétexte de méthode de travail ouverte et coopérative, il énumère les enjeux, les questionnements, les solutions possibles, les déclarations généreuses sur « un nouveau modèle de développement » à inventer ; mais pas de hiérarchisation stratégique réelle du fait de l'étendue des intérêts contradictoires représentés et de processus de décision, point. Ce sera pour plus tard, mais pour quand et comment dans le jeu d'acteurs actuel dont les citoyens sont cruellement absents ?

Le seul élément sérieux de consensus qui se dégage actuellement consiste à dire –encore timidement- que le problème du Grand Paris reste entier et qu'il va falloir s'y attaquer sérieusement

En effet, il y a de vraies questions, certaines touchent toutes les grandes métropoles mondiales et d'autres sont plus spécifiques de la situation francilienne.

Pour bien appréhender ce qui fait conflit, il importe avant tout de prendre la mesure des enjeux de la métropolisation. Certes l'usage de cette notion

renvoie à des significations multiples et encore controversées. Mais elle désigne des transformations de très grande ampleur désormais à l'œuvre dans le cadre de la mondialisation. Elle indique des enjeux inédits, avec l'essor de ces concentrations urbaines qui fonctionnent en réseaux, avec de multiples interconnexions. Le paradoxe de ces métropoles de rang mondial est de cristalliser à la fois la production de richesses, avec une concentration des innovations et des niveaux très élevés de productivité, une polarisation sociale considérablement aggravée et une très forte pression environnementale. Les processus en œuvre sont à l'échelle des grandes mutations de l'histoire humaine.

Les grands dossiers stratégiques à traiter paraissent être au nombre de 4 (il s'agit d'une première analyse qu'une analyse stratégique plus approfondie pourrait faire évoluer) :

Il y a clairement un débat politique qui touche le contenu de la métropolisation. L'enjeu est de dépasser le caractère artificiel de l'opposition entre la ville d'exception avec ses corollaires d'exclusions et de pollutions et la ville « ordinaire » Cette distinction n'est pas plus idiote qu'autre chose pour l'action, même si elle est scientifiquement douteuse. Pour reprendre l'expression de Ludovic Halbert, dans « l'avantage métropolitain », « on ne peut se contenter d'un mode de développement qui encourage la fragmentation, à la manière d'une ville d'exception tendue vers la seule concentration d'activités et de population à « forte valeur ajoutée »... il y a alors une convergence inédite entre l'urgence de refaire société et les impé-

ratifs du développement économique ». On retrouve la prise en compte de cet enjeu dans la conception d'ensemble de l'aménagement. Les implications de cette conception sont très fortes sur le modèle d'aménagement, qu'il s'agisse du réseau des transports, du logement et plus globalement de la place accordée à la lutte contre les inégalités. Comment intégrer le nouveau réseau du Grand Paris Express et mieux articuler les lieux d'intensification urbaine ? Comment le relier à l'existant et à un plan de mobilisation des transports amélioré pour optimiser la mobilité sur l'ensemble du territoire ? Comment dépasser une simple compilation des Contrats de développement territorial et la mise en concurrence des territoires qui peut en résulter ? Derrière cette interrogation, il a celle portant sur le projet collectif. Un projet collectif ne saurait se réduire à l'expression de quelques adjectifs généraux accolés au terme de métropole. C'est un choix stratégique débattu démocratiquement qui engage le territoire sur du long terme et qui répond à une analyse multicritères précise. Il est par définition original. Et il manque le lieu (l'espace public ou l'institution) de ce débat démocratique.

La phase qui s'ouvre offre de grandes opportunités pour une prise en charge plus politique et donc démocratique de ces enjeux métropolitains. Les affrontements autour du Grand Paris ont déjà démontré qu'il s'y traitait des défis de la société de demain, que ce soit les façons de produire et de travailler, la répartition et de l'usage des richesses, la préservation environnementale, la résorption des inégalités... C'est bien cette page du projet collectif d'une mé-

tropole plus solidaire qu'il s'agit désormais d'écrire. Mais, dans ce contexte, il faut préparer l'avenir et se projeter dans un monde en pleine mutation tant au niveau des modes de vie et des cultures que des aspirations et que des systèmes économiques. On ne peut le faire avec des concepts qui datent, et sans aucune dimension prospective.

### **La dynamique économique**

Après que, pendant des décennies, on se soit surtout préoccupé d'empêcher l'agglomération parisienne d'écraser ce qui fut le « désert français ». L'affaiblissement de ses avantages économiques concurrentiels inquiète et, pour faire vite, la volonté de garder à Paris sa position de métropole mondiale – au-delà du succès touristique – s'inscrit sur l'agenda politique national.

### **L'équité territoriale**

Ce dossier, auquel les différents acteurs accordent une importance variable, intègre la question des quartiers en difficulté et de la « fracture sociale » à l'interrogation sur l'avenir de l'agglomération parisienne. Plus généralement le partage inéquitable des ressources de toutes sortes que produit une grande agglomération fait problème et entraîne des risques, que l'on considère l'accès à l'emploi, les localisations résidentielles, la répartition et l'usage des équipements publics, la fiscalité locale.

### **L'action métropolitaine**

Le fonctionnement d'une métropole telle que le Grand Paris pose évidemment des problèmes importants : Comment répondre au déficit de logements, comment organiser les mobilités à l'échelle

d'un territoire toujours plus vaste, comment organiser à la fois la croissance urbaine et le fonctionnement quotidien, tout en respectant les nouvelles contraintes ? La question de la durabilité comme facteur de priorité dans les solutions à mettre en œuvre est complètement intégrée dans ce dossier. La question générale n'est peut-être pas seulement « comment organiser » mais qu'est ce qu'il faut organiser

Pour résoudre dans la durée ces divers problèmes dont le caractère évolutif ne fait aucun doute, il faut mettre en place ce que Michel Lussault a appelé des « attracteurs dynamiques de résultat final », c'est-à-dire des démarches continues d'analyse et de traitement des problèmes, d'évaluation des résultats. Cela interroge aussi sur le gouvernement de l'Île de France : L'idée la plus partagée est qu'un modèle historique de fonctionnement a atteint ses limites.

Les raisons en sont multiples et la plus importante réside probablement dans le décalage entre l'émergence du fait métropolitain et une organisation institutionnelle morcelée. Les représentations collectives évoluent, la montée des intercommunalités est spectaculaire, l'interdépendance des territoires est plus affirmée. La Région est légitime, mais a du mal à exprimer son leadership sur les grands dossiers. Paris Métropole est davantage actuellement une instance de discussion, de concertation institutionnelle et de mise en débat que de décision

Mais en même temps les éléments de complexité ne manquent pas. Ainsi, le rôle de l'État, légitime en soi dans une intervention au sein de la région capi-

tales, ne saurait en rester à l'épisode de l'offensive autoritaire du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Il s'agit de concevoir une intervention de l'État respectueuse des collectivités et avant tout coopérative. Il en va aussi du rôle de Paris, la ville centre, certes très soucieuse depuis 2001 de réparer l'héritage négatif de sa relation à la banlieue, mais dont le leadership politique doit s'équilibrer avec une approche polycentrique. Il en va enfin du rôle des maires, dont la légitimité démocratique est forte, avec un équilibre à trouver entre attachement aux compétences communales et coopérations à d'autres échelles.

Les scénarios encore très ouverts qui ont été avancés dans le cadre des travaux de Paris Métropole peuvent fournir des bases intéressantes pour les débats à venir. L'un des critères les plus pertinents pour les partisans d'une solidarité accrue des territoires sera d'apprécier l'assise démocratique de toute nouvelle configuration, avec ce que cela implique de relations de coopération entre tous les niveaux, de transparence et de légitimité y compris électorale de tous les espaces de décisions.

### **Pour une Remise du Grand Paris en Perspectives**

Le débat public citoyen sur un sujet comme la métropole francilienne a besoin d'avoir des acteurs qui, à partir d'une expertise, font un travail d'énonciation et de publicisation des problèmes politico-sociaux. Or, sur les questions urbaines en général et le Grand Paris en particulier la confusion règne. Il faut arrêter de massacrer les expertises et de les rendre socialement inau-

dibles pour créer un vrai grand forum où pourrait se construire une définition des problèmes.

Au-delà, qui peut dire stop au processus actuel de débats faussés qui conduit à une impasse ? Qui peut remettre en chantiers sur d'autres bases les grands dossiers stratégiques énoncés ? Qui fera l'effort d'organiser un vrai débat public citoyen ? Qui acceptera de mettre des propositions nouvelles sur la table au nom des responsabilités qui sont les siennes ? ..... ? Une instance institutionnelle ? Ou bien informelle ? le gouvernement ? Des professionnels ? Un groupe hybride de bonnes volontés en appelant à l'opinion publique ?

C'est là que nous pensons que le Front de gauche a une responsabilité politique qu'il lui faut saisir. Le Forum du 1er février en a jeté les bases ; à nous de poursuivre.

## GRAND PARIS, MÉTROPOLE ÎLE DE FRANCE NOUVELLE SÉQUENCE, NOUVEAUX DÉBATS

FRANÇOIS LABROILLE :

Avec la nouvelle séquence politique qui s'ouvre au printemps 2012, concevoir et mettre en œuvre ce que pourrait être une grande métropole mondiale comme l'Île-de-France est un enjeu majeur pour la gauche. Alors que s'entrecroisent les crises économiques, sociales, et écologiques, il s'agit même du noyau dur de tout projet politique ambitieux. Or le paradoxe est que la droite a pu donner le sentiment ces dernières années de préempter le débat public sur le Grand Paris, de l'associer à sa vision de la mondialisation libérale et donc de brouiller les cartes. Dès son élection en 2007, Nicolas Sarkozy en avait d'ailleurs fait l'une de ses premières interventions dans son discours de Roissy, pour substituer au SDRIF, en cours d'élaboration sous la responsabilité du Conseil régional, son projet de Grand Paris.

Le défi pour la gauche est donc désormais de promouvoir plus fortement une conception résolument solidaire de la métropole et de la région Île-de-France. Avec la défaite de Nicolas Sarkozy, elle dispose d'atouts décisifs. Encore faudra-t-il que dans ces domaines comme dans bien d'autres, elle conduise des transformations hardies. De la nouvelle révision du SDRIF d'ores et déjà engagée à la gouvernance métropolitaine en débat, tous les chantiers vont s'accélérer dès l'été 2012. Pour pouvoir se projeter plus efficacement sur ces échéances, nous nous proposons de faire d'abord un retour sur expérience, pour mieux identifier les divergences

des conceptions en présence et pour mesurer la possibilité de bousculer les scénarios en apparence les mieux établis.

### **Conflit de projets**

Les confrontations des dernières années autour du Grand Paris ont été riches d'enseignements. Elles montrent à la fois l'ampleur des divergences de conceptions de l'aménagement et l'importance du jeu des acteurs.

### **Les enjeux de la métropolisation**

Pour appréhender ce qui fait conflit, il importe avant tout de prendre la mesure des enjeux de la métropolisation. Certes l'usage de cette notion renvoie à des significations multiples et encore controversées. Mais elle désigne des transformations de très grande ampleur désormais à l'œuvre dans le cadre de la mondialisation. Elle indique des enjeux inédits, avec l'essor de ces concentrations urbaines qui fonctionnent en réseaux, avec de multiples interconnexions. Le paradoxe de ces métropoles de rang mondial est de cristalliser à la fois la production de richesses, avec une concentration des innovations et des niveaux très élevés de productivité, une polarisation sociale considérablement aggravée et une très forte pression environnementale. Les processus en œuvre sont à l'échelle des grandes mutations de l'histoire humaine.

Ce n'est pas tant leur existence qui fait débat que leur contenu. L'enjeu est de savoir si la métropolisation peut relever à la fois les défis de la polarisation sociale, de la crise écologique et du développement économique. L'aggravation sans précédent des inégalités

et de la mise en concurrence de ses territoires est-elle inéluctable, ou bien une alter-métropolisation est-elle possible ?

C'est au regard de cet enjeu là, qu'il faut évaluer l'affrontement qui s'est cristallisé avec l'offensive prise par Nicolas Sarkozy sur le Grand Paris.

### **L'offensive sur le Grand Paris**

Les travaux du nouveau SDRIF, élaboré depuis 2004 sous la responsabilité de la Région, avaient mis en avant des orientations assez novatrices, développées non sans mal, mais qui avaient intégré la crise écologique et climatique, fortement souligné le défi des inégalités sociales et spatiales et tenté de réorienter le développement économique. Il avait mis l'accent sur la nécessité d'une grande rocade pour les transports en commun, donné la priorité à une vision solidaire des territoires et à la ville dite compacte, face au défi écologique. Il avait affirmé des choix ambitieux en faveur du logement, avec 1,5 millions logements à créer d'ici 2030 et un objectif de 30 % de logements sociaux sur l'ensemble du parc. Dès son élection en mai 2007, lors d'un discours prononcé le 26 juin 2007 à Roissy, Nicolas Sarkozy a voulu interrompre son processus de validation et lui substituer le « Grand Paris ».

Les enchaînements intervenus depuis sont bien connus : installation du secrétaire d'État à la Région capitale Christian Blanc, consultation des 10 équipes d'architectes et urbanistes, assez passionnante au demeurant, discours présidentiel lyrique de Chaillot en avril 2009 sur le « grand, le beau, le juste »... mais le projet réel qui sort de tout cela

sera le « Grand Huit » de C. Blanc, un réseau de transport rapide reliant 8 ou 9 pôles.

En gestation depuis l'automne 2009, la loi du 3 juin 2010 instaure la « Société du Grand Paris » chargée de la construction du « réseau de transports d'intérêt national du Grand Paris », avec la possibilité d'exproprier et de préempter autour des gares. Le gouvernement se donne ainsi les moyens d'une reprise en main des prérogatives essentielles en matière d'urbanisme autour de la quarantaine de gares envisagées et de territoires stratégiques. Les collectivités sont dessaisies du pilotage de l'aménagement, au profit d'une vision centrée sur la compétition entre métropoles mondiales par la promotion de quelques territoires et la relégation de tous les autres. Beaucoup plus qu'une simple rivalité institutionnelle, le projet de fond renvoie à une volonté du capitalisme français de se repositionner dans la concurrence mondiale, à travers une approche simpliste fondée sur 8 ou 9 clusters à relier par une liaison rapide, supposée tirer ces nouveaux pôles de développement hyper spécialisés.

### **Des scénarios bousculés**

Cette version du Grand Paris ne va pas pour autant se déployer aussi simplement que ce Nicolas Sarkozy et Christian Blanc avaient imaginé. Les réactions critiques de la plupart des équipes d'architectes et d'urbanistes de la consultation internationale ont joué leur rôle. La sanction infligée en mars 2010 par le vote aux élections régionales en Île-de-France, les débats publics de l'automne 2010 sur les projets de transports, le

rôle croissant joué par les collectivités territoriales vont déranger les scénarios établis.

### **Une nouvelle donne**

En 2010, la confrontation des projets s'est cristallisée sur les projets de transports portés d'une part par la SGP et d'autre part par la Région au travers du STIF.

La large défaite de la majorité gouvernementale emmenée par Valérie Pécresse aux élections régionales de 2010, tout comme les mobilisations locales, à l'instar d'Orbival dans le Val-de-Marne, ont permis d'arracher à la droite des débats publics parallèles sur son projet de Grand Huit et sur le projet régional d'Arc Express. De septembre 2010 à janvier 2011, ces débats publics ont réuni 20 000 participants et suscité plus de 200 cahiers d'acteurs, c'est-à-dire la plus grande consultation jamais organisée sur les transports en France. Il en est ressorti l'urgence de l'amélioration des transports et la nécessité d'un métro de banlieue à banlieue qui structure l'agglomération et désenclave les quartiers aujourd'hui délaissés. Un « compromis » entre les représentants du gouvernement et la Région a été établi fin janvier 2011 au travers d'un protocole sur les tracés, les gares et le financement du réseau de transport. L'appréciation sur son contenu a certes suscité des controverses, mais, quelles que soient les limites de ce type de compromis, l'examen des cartes montre que l'architecture d'ensemble du projet du Grand Paris Express n'est plus celle du Grand Huit. On y trouve plus de vingt stations supplémentaires; un tracé qui épouse globalement celui d'Arc Express

au Nord comme au Sud ; une double boucle à l'Est, qui permettra de desservir à la fois la proche couronne et les communes enclavées de Seine-Saint-Denis (Clichy, Montfermeil, Sevran...) ; une liaison Orly -Saint-Quentin qui prévoit sept gares supplémentaires et un mode de desserte comparable à celui d'un tram-train.

Loin d'être un point final, le compromis du Grand Paris Express n'est que le début du processus. Bien des questions restent en suspens, la première étant sa réalisation effective. La mobilisation a permis d'acter qu'il repose sur de nouveaux financements qui mettent à contribution les entreprises (taxe sur les bureaux...), qui bénéficient largement de ces nouveaux réseaux. Encore faut-il que la volonté politique et les mobilisations soient au rendez-vous, sans quoi le projet pourrait s'avérer tronqué, ou pire, s'accompagner d'une pression financière insupportable pour les usagers et les collectivités.

Le compromis du Grand Paris Express ne signifie pas non plus la fin du conflit sur les conceptions de l'aménagement en Île-de-France. Bien au contraire, puisque les confrontations se poursuivent sur la vision du développement économique, sur le devenir de territoires stratégiques, et se déplacent d'ores et déjà sur de nouveaux enjeux comme le logement, les grands équipements, les Contrats de développement territorial. Mais, si l'on retient que qu'écrivait Philippe Panerai en 2008 en disant que « la carte d'un Grand Paris plus juste et plus solidaire sera le plan de ses transports en commun », le compromis du Grand Paris Express est loin d'être négligeable.

## **Des dynamiques territoriales beaucoup plus porteuses**

Le second élément qui est venu bousculer le Grand Paris de Nicolas Sarkozy vient des dynamiques territoriales désormais à l'œuvre. La montée des intercommunalités avait déjà constitué dans la première moitié de la décennie 2000 une évolution importante. Elle s'est accélérée depuis, et les projets des collectivités territoriales se multiplient. La logique coopérative de Paris Métropole fait apparaître un nouvel acteur. Cela ne va évidemment pas sans difficultés, mais les débats concernant la redistribution des ressources, le logement, la gouvernance, s'y développent avec une légitimité que lui donne son profil « d'assemblée des maires ».

Les Contrats de développement territorial témoignent de cette effervescence de projets portés par les collectivités. Là aussi les ambiguïtés ne manquent pas et il est assez évident qu'en les instaurant, le gouvernement a voulu se donner les moyens d'un pilotage très directif de l'aménagement, contournant les compétences régionales et épousant son modèle de la petite dizaine de clusters. Mais nous n'en sommes d'ores et déjà plus là avec les accords cadres signés au premier trimestre 2012, à mi-parcours de la procédure qui doit aboutir d'ici décembre 2013. Initialement réduits à un outil de l'urbanisation autour des nouvelles gares sous l'égide de la société du Grand Paris, ils sont à la fois plus nombreux que ce que voulait l'approche initiale et ont, au moins pour certains d'entre eux, un contenu plus riche, marqué par l'investissement et les visions défendues par les élus locaux. S'y expriment des

objectifs en matière de diversification des activités, de production de logements sociaux, d'équipements publics qui peuvent, sous certaines conditions de mise en cohérence, en faire de véritables instruments de mise en œuvre du SDRIF.

Ainsi au printemps 2012, nous nous trouvons dans un contexte où la confrontation sur les conceptions du devenir de l'Île-de-France revêt une actualité renouvelée, mais sur des bases qui ne sont déjà plus celles imaginées par les promoteurs du Grand Paris des clusters. Des points d'appui incontestables peuvent désormais faciliter des politiques de gauche mais les logiques inégalitaires qu'il faut contrarier sont très puissantes. C'est bien l'enjeu de cette nouvelle séquence.

### **Les débats à venir**

Parmi les multiples sujets qui vont inévitablement se bousculer, deux séries de questions apparaissent d'ores et déjà incontournables. Le contenu du projet d'abord, puisque la révision du SDRIF va appeler des arbitrages majeurs dans les mois qui viennent. L'organisation politique de l'Île-de-France ensuite, puisque les débats relatifs à la gouvernance sont en pleine accélération.

### **La nouvelle révision du SDRIF**

La nouvelle révision du SDRIF est un moment clé. Nous y sommes. L'exercice est lancé depuis l'automne 2011. Le nouveau contexte politique devrait en faciliter la réalisation mais sans en modifier ni le calendrier ni les enjeux. Cette révision doit juridiquement aboutir avant 2013, sinon c'est le SDRIF de 1994 qui continuera à faire référence

pour les PLU. Le socle de la révision est le schéma de 2008, globalement valide mais resté en suspens du fait des blocages du gouvernement. Pour autant, les questions nouvelles sont particulièrement lourdes, non seulement du fait de la nécessité de prendre en compte le nouveau réseau de transport mais aussi en raison du contexte de crise, ou de la perception renforcée des risques technologiques majeurs.

Pour s'en tenir à l'essentiel, le repère principal reste la conception d'ensemble de l'aménagement. Pour les forces de gauche, cela renvoie fondamentalement au contenu de la métropolisation. L'enjeu est de dépasser le caractère artificiel de l'opposition entre la ville d'exception avec ses corollaires d'exclusions et de pollutions et la ville « ordinaire ». Pour reprendre l'expression de Ludovic Halbert, dans l'avantage métropolitain, « on ne peut se contenter d'un mode de développement qui encourage la fragmentation, à la manière d'une ville d'exception tendue vers la seule concentration d'activités et de population à « forte valeur ajoutée »... il y a alors une convergence inédite entre l'urgence de refaire société et les impératifs du développement économique ». Les implications de cette conception sont très fortes sur le modèle d'aménagement, qu'il s'agisse du réseau des transports, du logement et plus globalement de la place accordée à la lutte contre les inégalités. Comment intégrer le nouveau réseau du Grand Paris Express et mieux articuler les lieux d'intensification urbaine ? Comment le relier à l'existant et à un plan de mobilisation des transports amélioré pour optimiser la mobilité sur l'ensemble du territoire ?

Comment dépasser une simple compilation des Contrats de développement territorial et la mise en concurrence des territoires qui peut en résulter ? Le nouveau SDRIF va devoir mettre en débat et traiter ces questions déterminantes pour des millions de Franciliens dès l'automne 2012, avec ensuite une procédure d'enquête publique au printemps 2013. La qualité des réponses apportées sera en grande partie fonction de la dimension que pourra prendre l'intervention citoyenne.

### **L'organisation politique de l'Île-de-France**

La seconde grande série de questions concerne le domaine de la gouvernance ou plutôt du gouvernement de l'Île-de-France. La fin de l'année 2011 et le début de l'année 2012 ont vu une accélération du débat. Les options qui s'expriment peuvent diverger et ce, y compris au sein de chaque sensibilité politique, mais l'idée la plus partagée est qu'un modèle historique de fonctionnement a atteint ses limites.

Les raisons en sont multiples et la plus importante réside probablement dans le décalage entre l'émergence du fait métropolitain et une organisation institutionnelle morcelée. Les représentations collectives évoluent, la montée des intercommunalités est spectaculaire, l'interdépendance des territoires est plus affirmée. Les défis du logement et de la redistribution des richesses figurent à l'agenda de Paris Métropole qui s'affirme au moins comme espace de dialogue sinon comme lieu de décision. La Région est mieux reconnue non seulement du fait de ses compétences en matière de transports mais aussi

en raison du rôle qu'elle a su jouer en matière de prospective et de mise en cohérence qu'elle a su jouer dans l'élaboration du schéma directeur. Ce sont autant d'éléments qui poussent à des évolutions.

Mais en même temps les éléments de complexité ne manquent pas. Ainsi, le rôle de l'État, légitime en soi dans une intervention au sein de la région capitale, ne saurait en rester à l'épisode de l'offensive autoritaire du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Il s'agit de concevoir une intervention de l'État respectueuse des collectivités et avant tout coopérative. Il en va aussi du rôle de Paris, la ville centre, certes très soucieuse depuis 2001 de réparer l'héritage négatif de sa relation à la banlieue, mais dont le leadership politique doit s'équilibrer avec une approche polycentrique. Il en va enfin du rôle des maires, dont la légitimité démocratique est forte, avec un équilibre à trouver entre attachement aux compétences communales et coopérations à d'autres échelles.

Les scénarios encore très ouverts qui se dessinent dans le cadre des travaux de Paris Métropole vont fournir des bases intéressantes pour les débats à venir. L'un des critères les plus pertinents pour les partisans d'une solidarité accrue des territoires sera d'apprécier l'assise démocratique de toute nouvelle configuration, avec ce que cela implique de relations de coopération entre tous les niveaux, de transparence et de légitimité y compris élective de tous les espaces de décisions.

### **En guise de conclusion : des opportunités pour un projet collectif**

La phase qui s'ouvre offre de grandes

opportunités pour une prise en charge plus politique et donc démocratique de ces enjeux métropolitains. Les affrontements autour du Grand Paris ont déjà démontré qu'il s'y traitait des défis de la société de demain, que ce soit les façons de produire et de travailler, la répartition et de l'usage des richesses, la préservation environnementale, la résorption des inégalités... C'est bien cette page du projet collectif d'une métropole plus solidaire qu'il s'agit désormais d'écrire.

**PARIS MÉTROPOLE :**  
**GOUVERNER LA MÉTROPOLE**  
CONTRIBUTION DE  
PATRICK JARRY ET  
GÉRARD PERREAU BEZOUILLE

Gouvernance ? Avant toute chose, remettons en perspective le terme même de gouvernance, emprunté au management d'entreprise, donc forcément connoté et réducteur. La crise qui nous incite à réfléchir au gouvernement de la métropole n'est pas une crise de management, mais une crise politique, démocratique, écologique, sociale. Ce n'est pas de rationalisation des coûts et d'efficacité dont nous avons besoin mais d'égalité et d'inclusion. Par « gouvernance », entendons donc le « mode de gouverner » qui renvoie plus directement au politique.

Ces précautions langagières étant prises, nous partageons le constat fait par les élus de Paris Métropole lors du séminaire de Sceaux : la gouvernance de la métropole doit changer : parce que le fait métropolitain s'est imposé depuis une vingtaine d'années et que la gouvernance doit y être adaptée ; parce que partout dans le monde, et Nanterre le constate un peu plus à chaque nouvelle rencontre du Forum des Autorités Locales de Périphérie (FALP), les métropoles ont changé et que l'irruption des banlieues, de leurs citoyens, fonde l'émergence des métropoles comme nouveau sujet politique ; parce que la crise politique que nous traversons a sans doute aussi à faire avec le mode de gouvernance actuel ; enfin pour une raison spécifique à Nanterre : parce qu'elle est située dans un secteur sur le-

quel l'État a jeté son dévolu depuis plus d'un demi-siècle, sans que pour autant la situation sociale de sa population ne s'en soit durablement améliorée.

### **Nouvelle gouvernance, recentralisation du pouvoir ?**

Le mouvement de décentralisation des années 1990 a vu les pouvoirs locaux s'étoffer de nouvelles compétences pour conforter le service public, dans ce qui paraissait alors un mouvement d'évolution naturel et durable. Depuis le tournant des années 2000 et spécifiquement depuis le début du dernier mandat, une tentative de recentralisation est à l'œuvre, correspondant à une vision libérale de l'organisation de la société. Contrairement à ce qu'il peut y paraître, ce sont bien deux conceptions opposées qui s'affrontent : l'une, libérale, qui vise à réduire les champs d'action des collectivités locales pour réduire les services publics, au nom de l'efficacité et de la rationalisation des coûts ; l'autre, progressiste, pour laquelle il ne peut exister de solidarité sans une intervention publique forte, au plus près des citoyens.

La politique d'affaiblissement des pouvoirs locaux poursuivie depuis 2007 a d'abord emprunté la voie fiscale, par la réforme de la taxe professionnelle qui prive les communes d'une partie de leurs ressources et les force à réduire de fait leurs actions auprès des citoyens. Il va sans dire que ces mesures pénalisent les plus fragiles d'entre nos concitoyens. Au nom de la RGPP, la mise en place des Agences Régionales de Santé fusionnent des services hospitaliers sans toujours beaucoup de logique; ainsi l'ARS procède-t-elle au

transfert de plusieurs services de l'Hôpital de Nanterre vers celui de Colombes, mesures qui ne feront qu'aggraver les difficultés financières actuelles de l'hôpital de Nanterre, sans apporter aucune solution assurant le maintien d'un service public indispensable. Enfin, emblématique d'une intervention plus directe, la décision de supprimer l'Établissement Public d'Aménagement de Nanterre (EPASA) au profit de l'EPADESA dont le périmètre est étendu sur un tiers du territoire de Nanterre, véritable reprise en main par l'État du devenir de la ville.

Les impacts de cette orientation sont de taille. L'échelon communal est celui qui assure au plus près du citoyen le lien démocratique : affaiblir le pouvoir communal revient à éloigner le citoyen du pouvoir politique et à éroder le lien démocratique. A l'heure où l'on parle de crise de la démocratie, cette option semble bien dangereuse. En pleine tourmente économique, l'affaiblissement des pouvoirs locaux risque de fragiliser encore davantage les populations qui ont besoin des services publics.

Pour Nanterre, les regroupements, fusion, suppression d'échelon territorial font écho aux politiques de rationalisation de la RGPP. La réforme de la gouvernance métropolitaine ne doit pas être l'occasion d'affaiblir encore un peu plus les pouvoirs locaux pour réduire le service public. L'enjeu est ailleurs, il est politique, il est de sauvegarder la participation citoyenne et de la consolider. Fort de ce constat, nous posons comme préalable à toute réforme de la gouvernance, un renforcement des pouvoirs publics locaux.

## **Ce que Nanterre défend Penser la métropole à partir de ses territoires**

La métropole, comme sujet politique, doit son existence à l'irruption des banlieues; la métropole politique émerge à partir de la prise de parole des villes de banlieue, au sein d'associations d'élus comme Paris Métropole ou l'AMIF, ou à travers des lieux de débat comme le Forum des Autorités Locales de Périphérie (FALP). Dans ces enceintes, les villes de banlieue retrouvent la conscience de leur force et de leurs énergies.

La métropole est en voie d'être multipolaire et le réseau du métro Grand Paris va renforcer cette dynamique. Cette structuration nouvelle de la métropole est positive en ce qu'elle donne accès à un plus grand nombre au droit à la centralité. L'enjeu auquel nous allons être confrontés est que la relation entre ces pôles relève de la complémentarité et non de la concurrence. C'est tout l'enjeu de la réflexion qui a été menée dans le cadre du groupe de travail « métropoliser la Défense » : le pôle de la Défense doit bénéficier à l'ensemble de la métropole, tant à ses abords immédiats qu'au reste du territoire, dans un rapport de complémentarité et non comme une pompe aspirante des richesses de la métropole.

Ce risque est sans doute écarté dès lors que la métropole évolue vers un espace omniscalaire : ici les habitants sont « en même temps », dans un tout (omni), métropolitains, parisiens, alto-séquanais, nanterriens, habitants de leur quartier, de leur résidence. Cette complémentarité entre polycentrisme de la métropole (en lien avec multiscaire et droit à la centralité) et caractère omniscalaire de

chaque territoire, de chaque habitant, doit permettre d'être incluyente.

Cette invention de la métropole politique est confirmée par les pratiques des métropolitains : en sus des déplacements travail-domicile, contraints, les habitants de la métropole évoluent dans un bassin de vie qui ignore les frontières communales (pour les activités sportives, culturelles, de formation, de loisirs) et répond davantage aux logiques de facilités d'accès, par un mode ou un autre. Ces bassins de vie mordent parfois sur la capitale : un jeune de Bagneux y intègre Denfert-Rochereau, un jeune de Bobigny, La Villette.

La gouvernance doit donc se caler sur le fait métropolitain, prenant en compte à la fois la dimension politique et pratique de celui-ci.

## **Le renforcement des pouvoirs locaux**

Comme indiqué précédemment, la commune, en tant que premier échelon de la représentation politique et de la participation citoyenne, doit être renforcée. Elle est l'interface (ie lieu de rencontre) entre citoyens et pouvoirs publics et doit à ce titre être confirmée dans ses attributions. Compte tenu du contexte de crise, on peut en effet imaginer doter les communes de nouveaux moyens d'intervention publics.

Néanmoins, si les pouvoirs des communes doivent être confirmés, il ne faut pas que certaines y voient l'occasion d'agir en solitaire, défendant des intérêts égoïstes et s'affranchissant de l'exercice de la solidarité métropolitaine. Certaines communes s'exonèrent trop facilement du devoir de solidarité, comme par un « refus de classe » de s'y soumettre. Il

faudrait donc accompagner la confirmation des pouvoirs de la commune par des mesures qui corrigent cette éventualité : garantir une capacité d'intervention accrue des citoyens et de la société civile, mettre en œuvre un cadre législatif plus complet et plus contraignant sur les solidarités territoriales, qu'il s'agisse de la péréquation, du logement, des transports, etc.

Afin de renforcer la participation citoyenne, nous sommes favorables à des pratiques d'expérimentation telle que le tirage au sort (avec des moyens pour celui qui est choisi), outil pour dynamiser et vivifier les lieux où les citoyens/usagers de la métropole sont acteurs. La Ville de Nanterre a expérimenté ce procédé pour l'une de ses concertations sur un projet d'aménagement et a pu constater l'implication de citoyens non familiers des instances plus traditionnelles de la concertation. Les listes électorales ont servi de base de données pour le tirage au sort.

### **La nécessité d'articuler lieux de gestion et lieux politiques**

Dans la notion de gouvernance, se diluent et se confondent la gestion pragmatique et technique des affaires courantes et le sens politique. La gestion rentable du bien commun prend la place de la réflexion politique. Il faut au contraire bien distinguer les deux et redonner au politique sa suprématie sur la gestion.

Ainsi, puisqu'il faut partir de l'existant et des pratiques du fait métropolitain, des structures intercommunales, parfois d'envergure métropolitaine existent déjà au travers des grands syndicats intercommunaux (SIPPEREC, SYELOM,

SIGEIF,...) Ces instances ont une expertise précieuse qu'il faut conserver : sur l'électricité (production, stockage, réseau, distribution...), l'eau (propre et usée), les données et leur accès (réseaux, stockage, propriété, accès). L'imbrication de ces réseaux physiques à des réseaux plus virtuels est d'ailleurs l'une des composantes du fait métropolitain. Un travail de coopération et de synergie entre les grands syndicats de périphérie, la ville de Paris, ses services, ses régies et ses concessionnaires devrait être mené.

Organismes de gestion de grands services publics, ces syndicats prennent aussi des décisions d'ordre politique. Or, la gouvernance de ces syndicats apparaît trop souvent, comme éloignée des citoyens (même si certains d'entre eux tentent d'associer les villes adhérentes à travers diverses initiatives).

Afin d'ouvrir davantage ces grands syndicats, une meilleure représentation et une plus grande visibilité au sein de Paris Métropole est sans doute souhaitable dans un premier temps : regroupant davantage des élus de second degré, les grands syndicats ont toute la légitimité pour figurer parmi les membres de Paris Métropole, peut être regroupés dans un « collège des Syndicats Intercommunaux ».

Dans le domaine du logement, certains ont proposé la création d'une Autorité organisatrice du logement à l'échelle de la métropole. Si elle voit le jour, ses attributions pourraient se dessiner autour d'un rôle de coordination, de mise à disposition des moyens pour construire, et de validation des PLH dans une vision solidaire de la métropole. Mais conservons aux communes

le droit de construire car le logement relève de l'intimité des villes et elles doivent pouvoir garder leurs compétences dans ce domaine.

Paris Métropole en tant que lieu de débat politique doit perdurer et être renforcé. C'est le seul forum existant où les collectivités coexistent dans une structure horizontale et égalitaire: le principe d'« une collectivité = une voix » a participé à clore la relation de méfiance entre Paris et les villes de Banlieue en même temps qu'il leur accordait une reconnaissance inédite. Toute remise en cause de ce principe vers davantage de hiérarchie serait un retour en arrière.

C'est la seule instance qui possède pour l'instant une appréhension globale de la zone dense agglomérée. Paris Métropole a contribué à ce que des élus locaux acquièrent une conscience métropolitaine. C'est donc une structure inédite qui permet aux élus de confronter leur point de vue et de progresser dans leur compréhension des enjeux métropolitains. Faut-il pour autant qu'elle préfigure la future structure de gouvernance de la métropole, d'autant que Paris, dans sa proposition de confédération métropolitaine, écarte déjà les communes non inter communalisées ? La simplicité est rarement gage de progrès. Enfin, les assemblées délibératives actuelles sont et restent les lieux des décisions politiques.

### **Pas de supra-communalité, mais des liens de coopérations**

La mise en cohérence de la métropole passe par un meilleur maillage : à une métropole maillée dans son fonctionnement doit correspondre un pilotage (terme peut être préférable à gouver-

nance ?) maillé. Ce n'est pas tant la multiplicité des structures qui pose problème, mais leur cloisonnement. Il faut donc davantage de coordination.

De part la spécificité de la métropole francilienne dans son contexte national, mais aussi parce qu'aucune métropole du monde n'a su résoudre l'équation des inégalités spatiales et territoriales, il nous faut faire preuve de créativité et chercher un nouveau modèle. L'enjeu n'est donc pas d'ajouter ni de soustraire des « couches » au système actuel, il n'est pas dans la multiplication ou dans la fusion. Il est dans l'invention d'une meilleure coordination, d'une meilleure articulation et d'une plus grande implication des dynamiques citoyennes.

Faut-il partir de l'idée d'une coopérative, (la « propriété collective » équivaldrait ici à l'appropriation collective de la métropole par ses habitants, et l'égalité entre les membres, au principe d'un membre=une voix) à décliner aux divers niveaux du maillage ?

On pourrait ainsi imaginer des coopératives de villes, des syndicats coopératifs, agences coopératives, autorités régulatrices, qui chacune, renouent avec le politique et les citoyens.

Le concept de coopération, qui inclut les valeurs de solidarité, ouverture et progrès social, serait à même de mettre en œuvre le projet métropolitain dont nous rappelons les objectifs pour conclure :

- amplifier la solidarité métropolitaine
- préserver et amplifier le bien commun
- promouvoir une métropole de droits et non une métropole de services, une métropole citoyenne et non pas une métropole de consommateurs.
- répondre à la crise politique (crédibilité

des élus et participation des citoyens)  
• prescrire le rôle de l'État comme un facilitateur de projets (ce qu'il fait ailleurs en France) et non pas comme un intrigant.

Enfin, nous sommes favorables à l'organisation d'une large consultation citoyenne qui présente les enjeux de la gouvernance métropolitaine et propose aux habitants de la métropole plusieurs options afin de les associer à la prise de décision sur ce sujet

## POUR SORTIR DU CAPITALISME MÉTROPOLITAIN. L'HORIZON CITOYEN D'UNE VILLE ALTERNATIVE ?

GUILLAUME FABUREL (AVEC  
L'AIDE DE THIBAUT LECOURT,  
SAMUËL POISSON  
ET DAPHNÉ VIALAN)

Dans la longue histoire de nos sociétés urbaines, plusieurs mots ont cherché à qualifier la ville (sa composition, son organisation, sa forme, son fonctionnement et ses futurs). Parmi ces mots, l'un dispose à ce jour d'une force étonnamment singulière : la métropole. Pourtant associée il y a encore peu à l'échelle de l'histoire urbaine à la promiscuité, à l'entassement, à la massification... ce terme est à ce jour dans toutes les bouches : Bordeaux, Brest, Dijon, Grenoble, Lille, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Rennes, Strasbourg.

L'étonnement provient du fait que son usage, abondant, ne se résume pas au seul cercle des experts. Les politiques eux-mêmes, et notamment certains élus de gauche, fondent des ambitions (et des programmes) dans cette notion. Et ce jusqu'à quelques textes de loi imminents qui affirment, non sans contrevenir à la nécessité du débat, l'avènement du fait métropolitain ! Pouvoirs (métropolitains), gouvernance (métropolitaine), acteurs (métropolitains), « forums » (métropolitains) et « ateliers » (métropolitains)... la métropole s'affirme à ce jour comme le nouvel eldorado politique, mais aussi, comme nous allons le voir, partout comme le nouveau mirage messianique : Saint Etienne Métropole, Rennes Métropole, Nantes Métropole, Lille Métropole... There Is No Alternative, disait Thatcher.

Mais quelles perspectives précises ce terme ouvre-t-il lorsque son usage, omniprésent, est devenu logomachique ? Quelle est sa force progressiste lorsque, partout dans le monde, nous assistons, en son nom, à une volonté commune, singulièrement dans les agglomérations d'ores et déjà puissantes, de toujours plus grossir économiquement, attirer toujours plus les populations solvables, et dès lors spécialiser, polariser... tout ceci pour nourrir la compétition généralisée ? Quelle pertinence revêt-il concrètement pour la pensée et l'action urbaines lorsque tous les « Grands » (cf. Paris), sans exception, et toutes les stratégies urbaines qui accompagnent les discours rhétoriques des grandes villes (les 2020, 2030 ou encore 2040 des prospectives savantes) le placent au coeur de leur justification et de leurs propositions ? Et quelle transformation porte-t-il au final lorsque, dans ces mêmes agglomérats, il donne lieu à un nouveau régime d'attractivité et d'accumulation par le rôle et l'intéressement des acteurs privés dans et à la décision publique ?

Ce texte s'appuie sur une expérience de quinze ans d'enseignement et de recherche dans le domaine de la géographie et de l'urbanisme. Nous souhaitons toutefois dépasser les frontières de ce champ qui a tôt annoncé l'ère des métropoles (Choay, 1965) pour apporter une contribution au débat, qui peine lourdement à émerger, et de ce fait nous inscrire dans la tradition théoriquement première de l'université : nourrir la controverse sociale (au delà des quelques dérivés terminologiques de l'acceptation, cf. « métapoles »). Le premier temps cherche à approfondir

la critique du fait métropolitain, en partant du plus « évident », qui lie métropole et accumulation du capital, pour aller vers des faits relevant aussi des institutions politiques et de la pensée moderniste qui les traversent. Dans un second temps, nous relayons les forces contraires à ce fait métropolitain vendu comme tout puissant, en soulignant particulièrement le rôle premier de la construction sociale de l'environnement dans ces forces/luttes. Le troisième et dernier temps avance alors deux pistes non seulement de questionnement radical mais aussi de dépassement des limbes métropolitaines, autour de la planification écologique de certains territoires et de la critique des grandes stratégies/prospectives qui peuplent les pseudo discours prophétiques sur la métropole.

## **1. Pourquoi si peu de critiques de l'allant de soi métropolitain ?**

### **Le paradigme néo-libéral et son déficit démocratique**

Certes, l'usage omniprésent du terme de métropole semble nourrir des positions politiques différentes chez les élus de bords distincts : depuis l'acceptation servile des pouvoirs urbains à ce régime d'accumulation capitaliste jusqu'à quelques velléités de régulation d'un urbanisme plus que jamais entrepreneurial, pour un peu plus de justice socio-spatiale. Toutefois, sur cette échelle des valeurs de la critique, nous serions bien en peine de situer précisément quelques « grands » élus socialistes (cf. Paris, Lyon, Montpellier...). Ces nuances ne font finalement que renforcer, tout en la dissimulant pudiquement, l'omniprésence indiscutable de la mé-

tropole et de sa logorrhée. Comment dès lors comprendre et interpréter cette omniprésence, bien au-delà de quelques « luttes » institutionnelles de pouvoir pour la dite gouvernance métropolitaine ?

Notons d'abord que la généralisation de cet usage a pour premier allié objectif l'absence remarquée en France depuis 20 ans de véritables débats, publics, et de véritables controverses, scientifiques, sur les devenir urbains (absence que nous ne mettrons jamais suffisamment en avant, particulièrement en ce qui concerne l'université française). Ce défaut de démocratie va de pair avec une approche encore très institutionnelle de cette chose, corsetée par l'ordre figé des pouvoirs, qui finalement considère comme établis des mécanismes urbains pourtant délégués. Et cette acceptation vaut, bien évidemment, également pour l'expertise, majoritaire, accompagnant cet ordre, expertise convertie au libéralisme pour quelques bénéfices de marché (commande publique pour les architectes-urbanistes, par exemple) ou encore quelques profits égotiques de la dépendance au pouvoir.

Et pourtant, la métropole amplifie la domination sans partage exercée par le néo-libéralisme (ainsi que par son avatar : le social-libéralisme). La ville singe aujourd'hui les codes hiérarchiques de la firme privée, avec à la barre des maires comme capitaines d'industrie urbaine. Le « pôle » de métropole, s'il renvoie à polis, la ville, partage également la racine de polein, qui signifie vendre : la métropole serait-elle dès lors la ville vendue ? Comme les firmes privées, elle s'appuie sur des recettes

« benchmarkées », s'arme de marketing (urbain), et ainsi se perpétue tout en évoluant constamment (cf. « métropoles d'équilibre » des années 60). Car, c'est là un autre constat troublant sur les (non) débats du moment : la grande foire politique aux idées recyclées, le retour du même, sans plus de réelle contradiction.

La métropole poursuit en fait inexorablement le développement exponentiel d'un complexe économique, technologique, urbanistique et culturel essentiellement configuré selon les règles de la mise en valeur capitaliste. En paraphrasant Marx sur la construction de la valeur, il est même assez évident qu'elle « rend l'homme étranger à l'homme ». Mais, si ces réalités ne sont jamais véritablement mises en débat public, ou lorsqu'elles le sont, si elles ne font l'objet que de peu de discorde sur les solutions proposées, à droite comme, étonnamment, souvent aussi à gauche, ce consensus est aussi le produit direct d'une tradition politique qui, baignée du modèle rationaliste (planificateur et bâtisseur) et productiviste de la ville, épaula l'accumulation capitaliste. Celle-ci devient notamment visible lors de batailles institutionnelles pour une gare, un métro, une rénovation de quartier, et plus largement pour un équipement de services ou pour un centre commercial, satisfaisant au passage quelques intérêts privés dans le cadre de PPP.

Sans véritable débat critique, l'Acte III de la décentralisation ne sera que le 3ème acte de l'encastrement politique (et territorial) du capitalisme.

Quelques exemples de politiques métropolitaines non discutées malgré

leurs effets délétères. Premier exemple, la surenchère équipementière, qui s'incarne dans la construction de réseaux de transports rapides, et dans la même veine, dans l'étonnante fascination pour les gares (cf. Grand Paris, Anneau des Sciences à Lyon, déplacement TGV - Très Grande Ville ? - à Montpellier...), ou encore dans la rénovation urbaine (à grands coups médiatiques de reconquête par démolition/reconstruction, et d'imposition des modes d'habiter). Ces recettes sont partout vantées, y compris à gauche, au nom notamment de l'accès social (nécessaire) aux offres urbaines, de la défense (essentielle) des services publics ou encore de l'amélioration (vitale) des conditions de logement, bref du combat contre les divisions sociales entre quartiers centraux/péricentraux et quartiers populaires/périurbains. Or les conséquences de ces recettes sont largement connues : la surenchère en infrastructures accroît la valeur immobilière des communes desservies, avec un tri accéléré des populations, puisque aucune véritable maîtrise foncière, aucune mise au pas de la promotion immobilière, et encore moins réglementation stricte et suivi des prix des logements n'est, logiquement, à l'ordre du jour du social-libéralisme. Sans parler de la mixité, toujours de bon aloi dans les discours, mais qui, comme prophétie, ne crée plus de solidarité ou d'entraide que dans la connivence factice de nombre de discours politiques. Ce poids suranné de la surenchère équipementière va en fait, par le soutien sans faille du secteur du BTP et la croyance politique en des mythes productivistes et positivistes poussiéreux, conduire à remettre sur le marché des

espaces paupérisés, pour en accroître la rentabilité, tout en créant la croissance (et quelle croissance !) chère aux gouvernants. Bref, requalifier, renouveler, réhabiliter... afin de toujours plus éparpiller les pauvres pour rompre l'appartenance de classe (populaire) ; mais tenter, bien sûr, par les discours savants sur la mobilité, dorénavant appuyés sur les TIC, de les remettre dans le même temps dans le droit chemin du boulot (disqualifié) par la desserte rapide de transports en commun réhabilités, dans des (grandes) périphéries nouvellement polarisées par des gares désincarnées, des parkings à perte d'horizon, agrémentés de quelques parcs d'activités de l'emploi précaire.

Tout ceci, sans véritable considération pour l'histoire, la composition, et surtout l'organisation sociale dans ces lieux et les luttes qui traversent le quotidien de cette histoire.

Plus encore, puisque voilà les nouveaux espaces à créer et à desservir pour l'« employabilité » : qui pourrait croire que la fameuse économie (verte !) de la connaissance, et ses avatars urbains, les clusters et pôles de compétitivité, les smart grids... sont destinés aux habitants (et notamment aux plus défavorisés) ? Souvenons-nous du succès planétaire des technopoles dans les années 80, technopoles que les clusters singent allègrement (laboratoires universitaires + activités de pointe = ordinateurs portables) ! Ou encore du modèle des centres d'affaires (la City). Qui voit dans les (images de) marques urbaines (brand), dans leur décorum pseudonaturaliste, une réponse aux problèmes matériels des habitants ? Pour les catégories abusivement dé-

nommées classes créatives, sans doute. Pour les autres, les pauvres, ce sera la zone commerciale du samedi, sa cosmétique « bucolique », le tout rendu accessible par le tramway ou les bus HNS... et par les prêts à la consommation. Et, hors de question non plus pour eux d'accéder aux « épicerie » de centre-ville, qui ne sont plus que des déclinaisons des grandes enseignes dont les prix pratiqués ne sont qu'à destination de la petite bourgeoisie urbaine. Combattre les centres commerciaux périurbains, en condamnant l'étalement urbain qu'ils provoquent, ne doit donc pas faire oublier que le sacro-saint impératif de « refaire la ville sur la ville » provoque aujourd'hui une gentrification notamment à cause de la mutation des commerces dits « de proximité ».

Nous pourrions à l'infini décliner cet éternel retour du même par des exemples de solutions recyclées, toutes en fait tournées vers la compétition interurbaine et l'attractivité territoriale, mais drapées dans de « nouveaux » mots d'ordre de la spécialisation à plus vaste échelle encore. Qui pourrait en fait croire une seconde que, par simple extension d'échelle (les « régions urbaines », les « aires métropolitaines »... mais solidaires et durables, bien sûr !), un redoublement de la division spatiale du travail par celle, actuelle, de la consommation, réduira la fragmentation entre espaces intégrés aux dynamiques urbaines et ceux toujours plus relégués, voire stigmatisés, des périphéries dépossédées ? Ces hiérarchisations et marginalisations toujours plus amples spatialement sont elles-mêmes nées de ces divisions historiques de la ville capitaliste. Voici la nouvelle fable mo-

derne : la métropole au secours... de la métropole. There is no alternative !

A sa mesure, le forum du Front de gauche en février 2013 sur la métropole n'a pas échappé à cette cécité, donnant à entendre quelques discours convenus de cette approche figée, à deux ou trois exceptions près (particulièrement du champ de l'écologie politique). Pourtant, la question de l'acceptation ou non de la métropole a été immédiatement saisie par les militants présents dans la salle, au moment du débat : il existe bien une attente sociale à s'ériger contre le « fait » métropolitain.

## **2. Et pourtant, un foisonnement socio-environnemental se fait jour... contre la métropole**

### **Des imaginaires opposés à la métropole, générateurs de mobilisations habitantes**

C'est entendu, les métropoles génèrent en leur sein un développement dual avec d'un côté la formation de vastes marchés de consommation et d'échanges, la concentration de richesse et de connaissance, par un processus de valorisation urbaine et immobilière exclusive, et d'un autre côté, une ségrégation spatiale entre les bénéficiaires d'une économie d'accumulation et une masse croissante d'exclus, précaires et peu formés, attachés à des fonctions subalternes de services (Pinson, 2008). Or, faite de ségrégations sociales et de divisions spatiales croissantes, faite d'exclusions et de stigmatisations de quartiers voire de communes entières, d'uniformisation des paysages urbains (pour être partout nulle part) et de dégradation sans fin de l'environnement, cette réalité territoriale de la métropo-

lisation (ses hiérarchies uniformes) est de plus en plus mal vécue par les premiers concernés par ces dynamiques à l'oeuvre et par ces adoubsments politiques : les citadins eux-mêmes.

De moins en moins d'espoirs sont placés par les populations elles-mêmes dans les réponses apportées par les discours métropolitains. Et cette défiance alimente le lent déclin remarqué depuis 30 ans de la confiance à l'endroit du politique. Il est vrai que comme toute lecture de gauche devrait le noter, les injustices sont devenues insoutenables, les atteintes écologiques restent inconsidérées, sans compter quelques manquements démocratiques évidents. Ce sont d'ailleurs, non sans paradoxe, de tels effets qui motiveraient, à gauche, les croyances exagérées dans les potentiels de changement offerts par l'avènement métropolitain.

Les résultats d'enquêtes toujours plus nombreuses sur le vivre en ville le manifestent ostensiblement, avec pour exemples : l'aspiration sourde mais croissante à en sortir, par-delà le seul surcoût, réel, de la vie urbaine, et ce bien au-delà d'une lecture mécaniste des choix résidentiels (ex : les gens choisiraient le périurbain ou le rurbain seulement par obligation économique) ; ou encore, justement en lien à l'explication simpliste de tels choix, le rejet très clair de la densité, pourtant nouveau mot d'ordre de l'urbanisme moderne (nécessité de l'accumulation), et justifié par des élites scientifiques (qui habitent souvent les centre villes),

A ce rejet répond la surenchère dans la pédagogie, voire la thérapie, des masses, pour faire accepter la densité comme seule issue possible. De même, le

nombre croissant d'oppositions, de mobilisations, voire de conflits à l'occasion des grands projets urbains, d'aménagement, d'équipement... certes éclaire le foisonnement rassurant d'un social très divers, mais surtout met en avant des arguments toujours plus nourris visant souvent à défendre d'autres perspectives de développement et d'autres manières de faire de la politique. Tout ceci loin des égoïsmes dont ces mobilisations seraient porteuses, comme voudraient souvent le faire croire les détenteurs du pouvoir institué.

Enfin, peut-être plus important encore, on assiste à la multiplication d'implications habitantes (dans l'espace public, pour l'économie locale, sur le thème de l'habiter, des mobilités, de la nature...), accompagnée d'une diversification des formes de l'engagement. Ces manifestations du social échappent aux cadres de la pensée institutionnelle et de ses savoirs techniques (urbanisme/aménagement), et notamment de la démocratie participative d'élevage, qui, dans beaucoup de projets, détourne le citoyen des enjeux réels de l'urbain en faisant parler de sujets secondaires, volontairement sectorialisés, et ne remet pas en cause l'opportunité du projet en lui-même.

Ces différentes manifestations contredisent en fait les prophètes d'un déclin des sens (communs) de l'appartenance à la ville, puisque, heureusement, les engagements indiqués témoignent de la vivacité des idéaux de solidarité et d'émancipation. Surtout, en incarnant un besoin de reconnaissance sociale, une demande d'accès aux ressources ou encore une soif de participation à la production d'un nouveau commun,

elles témoignent de plus en plus clairement, dans de nombreux endroits, par différentes catégories de population et sur différents sujets, d'un rejet croissant de cette ville mégapolistique, de ses exclusions, divisions, ségrégations et fragmentations croissantes. De manière sous-jacente, ces manifestations s'élèvent contre les valeurs entrepreneuriales et managériales de ce développement urbain, tapies dans l'ombre des discours prophétiques du changement par la métropole.

### **Le rôle clé de la construction sociale et territoriale de l'environnement**

Autre fait de plus en plus admis, l'environnement est très souvent déterminant dans le passage à l'énoncé de ce rejet et dans sa matérialisation par les mobilisations, voire les modes de vie de certains. Les sentiments « alter » de plus en plus relayés par les mobilisations habitantes ont tous de près ou de loin comme ressort les contradictions environnementales issues du nouveau capitalisme urbain.

L'habiter social et écologique exprimé dans le retour de l'habitat auto-constructif et auto-géré, de ses formes spontanées et de leur urbanité ; les coopératives ouvrières agricoles et leur inclusion dans des filières locales du commerce solidaire ; ou encore la sobriété, et ce loin des prothèses technologiques visant à assurer le passage au capitalisme social-écologique par l'économie verte... Tout ceci est aussi en train de (ré)émerger en France, après toutefois des trajectoires remarquées à de nombreux autres endroits (ex : Amérique du Sud). Il s'agirait peut-être d'être bien plus attentif à toutes

ces initiatives qui, justement, puisent dans d'autres constructions sociales de l'environnement, et démocratiques de la politique. De prendre enfin réellement au mot ce qui se joue par l'environnement, suivant en cela Gorz, Illich et quelques autres.

Car l'environnement n'est pas un simple thème sectoriel parmi d'autres, pour lequel les prophéties techniques de l'économie verte parviendraient à contenir impacts et dangers potentiels infligés par le modèle dominant de développement. Loin également de l'écologisme punitif des pouvoirs publics et de ses grands-messes, il apparaît à ce jour socialement comme une extension du domaine de la lutte... pour ne pas dire une incitation forte à la révision de quelques-unes de ses formes, voire cadres.

La conflictualité environnementale a par exemple indéniablement crû, et surtout a donné à voir d'autres registres de justification, d'opposition, voire même d'action, actualisant parfois les mobilisations associationnistes et communalistes du XIX<sup>ème</sup>. Avec, pour exemple remarquable, une union dans les Suds entre des luttes sociales et des conflits environnementaux : questionnements sur la propriété de la terre (Mouvement des sans-terre au Brésil), sur les dommages humains de l'exploitation (Mouvement concernant le parc Yasuni ITT en Equateur, pour lequel on oublie trop souvent à gauche le rôle premier joué par les communautés indigènes dans l'émergence du problème de l'exploitation des ressources), ou encore sur les vertus des systèmes vivriers pour les structures sociales (Mouvement des Déguerpi-e-s au Mali).

Ainsi donc, les questions environne-

mentales structurent de plus en plus de nouvelles revendications sociales pour des alternatives au marché... et ce dans sa globalité devenue elle-même planétaire. Avec, en arrière plan, des interrogations vives sur les conditions et fonctions du développement des villes entrepreneuriales dans cette globalisation économique.

Dès lors s'agirait-il de se saisir de ces résistances qui pointent avec l'environnement, en rapprochant notamment les réflexions sur l'écosocialisme de celles de la critique réémergente sur la ville. Il est vrai que la prise en compte du caractère environnemental des luttes urbaines n'est que très rarement opérée, y compris étonnamment dans les écrits de gauche (cf. Longéras, 2012 qui, relayant quelques initiatives citoyennes aussi du champ environnemental dans Prenons le pouvoir, passe sous silence les autres formes de construction politique du rapport aux territoires du commun qu'elles déploient pourtant).

De quelques profits critiques et forces de proposition La prise en compte de ces résistances permettrait également de notre point de vue d'accéder à un certain discernement, que ce soit pour prendre à rebours le discours environnemental participatif des stratégies de marketing urbain et de leurs illustrations chatoyantes, ou encore pour porter également haut la contradiction du rôle de l'environnement également dans quelques ségrégations croissantes dans les métropoles : néo-embourgeoisement de communautés fermées comme domination de l'espace, ou encore néo-conservatisme des Cittaslow en Italie, voire parfois des « locavores » des Transition Towns en GB. Tout ceci,

sans parler de la protection crispée d'une nature essentialisée et réifiée des forêts, des parcs urbains, des berges de fleuve... avec ses tris sociaux ; ou encore de l'organisation des conduites sociales par la culpabilisation collective : économiser dans les pratiques du quotidien, trier quelques rebus dont nous ne sommes que très partiellement responsables ou encore former de manière accélérée à quelques dispositifs techniques de régulation de nos consommations énergétiques.

Bref, il faut ici avoir dans le même temps un peu de discernement sur la manière dont l'environnement est digéré par les institutions et à quelle fin. L'utilisation qu'elles en font est justement le produit de l'arraisonnement de la nature par ces mêmes cultures équipementières et par leurs traditions politiques rationalistes, qui s'en servent comme nouveau décor de la domination de classe (rendre « acceptable »). Or, les différentes implications plus ou moins spontanées d'habitants et leurs motivations socio-environnementales questionnent en fait de plus en plus ouvertement la construction du commun proposé par la ville « intense » (terme politiquement correct pour faire accepter l'idée de densité) et son « faire société » ou encore, autre terme qui opère un retour dans toutes les bouches non sans parfois quelques relents nationalistes, son « vivre-ensemble ». Vivre-ensemble qui s'épanouit dans des territoires urbains convertis à l'économie-monde et à sa quête historique d'accumulation et de profitabilité, via :

- l'accélération sans fin des rythmes du quotidien qui accompagne l'augmentation rapide des mouvements et flux

(circulatoires, migratoires, productifs, financiers...);

- la marchandisation croissante des rapports humains par la polarisation/spécialisation fonctionnelle des espaces sous l'égide de l'innovation technologique, de l'art spectacle mondialisé et de son ingénierie commerciale ;
- la dégradation tendancielle des conditions de vie de la majorité silencieuse ;
- la standardisation des cadres de vie par une cosmétique immobilière et mercantile de certains espaces polarisés de rente...

Tout ceci au détriment de la qualité des liens de solidarité ordinaire, de coopération essentielle, de dignité minimale... (common decencies) donc d'attaches historiques aux milieux, ou encore d'ancrages dans la proximité démocratique et écologique. Bref, au détriment d'un bien vivre qui, loin de toute crispation identitaire, se nourrit d'une nécessité de reprendre soi et vie, et qui traverse toujours plus de paroles citoyennes d'habitants. Ces paroles font face à des choix politiques toujours plus drapés dans le fétiche métropolitain pour au final toujours plus organiser les conduites sociales à des fins productivistes et consuméristes.

Dès lors, puisqu'il existerait d'autres voies et perspectives sociales de la ville (notamment nourries de l'étranger), la radicalité d'une critique de la métropole est à trouver selon nous dans la résistance des luttes socio-environnementales tant à l'extension du régime d'accumulation que constitue la métropole, qu'à la conception moderniste de la politique qui l'accompagne. Raison pour laquelle nous souhaitons proposer un autre éclairage, et, sur cet-

te base, émettre quelques idées pour nourrir un débat s'affirmant comme une impérieuse nécessité.

Ces quelques idées puisent pour beaucoup dans le retour remarqué ces 4 ou 5 dernières années, de l'analyse critique sur la ville (à la suite notamment des travaux de Lefebvre des années 70), mais mise de côté par la doxa de l'urbanisme scientifique et les débats officiels.

Cette analyse se nourrit pour beaucoup d'écrits étrangers nombreux (Harvey, Munford, Davis, Mitchell, Soja...), et émane à ce jour en France de la sociologie, de la géographie, de l'anthropologie ou encore des sciences politiques. Elle a pour principal trait commun de prendre acte de la multiplication de mobilisations sociales et des militances locales, dans des formes renouvelées de citoyenneté, souvent en lien à des horizons socio-écologiques. C'est dans cette lignée que nous inscrivons une réflexion collective engagée il y a maintenant quelques années sur la ville et ses alternatives : l'alterville.

### **3. Construire les chantiers de l'alternative socio-environnementale : « Pessimiste de la raison et optimiste de la volonté » (Gramsci)**

Partant alors du principe que les phénomènes de métropolisation ne sauraient être plus longtemps écartés des débats, nous proposons deux chantiers de réflexion qu'il conviendrait peut-être d'amplifier rapidement, pour une parole ancrée à gauche. Ces chantiers ne sont pas neutres :

- le premier souhaite se ressaisir des mises en récits et représentations véhiculées par les grandes rhétoriques métropolitaines et leurs stratégies marke-

ting, afin de lutter contre disqualification de nos imaginaires et l'asservissement de nos intelligences ;

- le second souhaite mettre d'autres modes d'habiter au coeur de l'émancipation et ne pas laisser les visées territoriales de l'accumulation économique étendre son exploitation et ses formes de domination.

### **1er épisode : porter le fer démocratique sur les prospectives savantes**

En premier lieu, cette abondance métropolitaine est caractérisée par un déni démocratique assourdissant. Peut-être plus que sur tout autre sujet, les politiques institutionnelles et leurs savoirs techniques rythment à ce jour l'actualité réglementaire sur l'avènement métropolitain annoncé. Tout ceci au détriment d'une présence des premiers intéressés, ceux dont la parole est socialement de plus en plus critique sur les conditions anthropologiques et contraintes de la vie métropolitaine : les citoyens-habitants.

Dans le même temps, se font lentement jour depuis quelques décennies d'autres perceptions, représentations et imaginaires de la ville, d'autres aspirations, valeurs et dignités. Mais il serait bien trop risqué pour l'ordre des pouvoirs et leurs savoirs de gouvernement de convier les sentiments « alter » voire parfois « anti » urbains, qui s'amplifient au sein de pans entiers des populations citadines et rurales. Il s'agit donc bien, tapi dans l'ombre du modèle institutionnaliste de la tradition politique, d'une question de démocratie directe et de notre régime de citoyenneté.

La première proposition serait alors de commencer à apporter, sur une réelle

base participative, une contradiction forte à cette logorrhée métropolitaine, particulièrement :

- aux prospectives expertes des discours téléologiques (par exemple à celles de tous les Grands et de leurs équipes « universitaires » de la domination disciplinaire),

- aux récits recyclés du devenir durable des villes et de leurs stratégies métropolitaines

(tous les 2020, 2030, 2040 et 2050 : Lille, Reims, Orléans, Bordeaux, Lyon, Montpellier...),

- aux grands projets urbains phares, assortis de leur addiction à la manipulation des usages sociaux par la fameuse « gouvernance ».

Toutes ces prospectives et projets dits de territoire, réalisés par les mêmes équipes d'architectes, épaulées par quelques experts universitaires, perpétuent allègrement une logique de concentration et de polarisation néo-fonctionnaliste, faisant des quartiers d'habitat social, des équipements de transport, de la densification (qui se concrétise, on allait l'oublier, par des tours !), ainsi que du resserrement du péri-urbain ou encore de la muséification de grandes pièces de nature, les entrées principales des visions dominantes défendues. Tout ceci

en défendant bien sûr, c'est là la force de toute position de pouvoir, la ville relationnelle et la ville sensible, la quête de nouvelles interactions sociales de la ville liquide ou encore la lutte contre les ségrégations de la ville fluide !

Il est donc selon nous essentiel de travailler à démonter la question de la production des discours communicationnels à la fois d'encadrement mais aussi

de sur légitimation (voire d'essentialisation) des logiques de domination sur la ville. Il s'agirait de considérer la ville d'aujourd'hui non pas comme dessein d'avenir, encore moins comme un dessein d'architecte urbaniste.

Mais, a minima, de refonder quelques utopies urbaines spoliées par les pseudo prospectives savantes des plus conservatrices.

Où sont les utopies alternatives mettant en avant d'autres morphologies urbaines, d'autres formes sociales de liens de solidarité et de rapports à l'environnement..., d'autres modèles de développement (endogènes), par exemple de l'économie sociale et solidaire et de la transformation socio-écologique des villes ? Et surtout, où est le contrôle démocratique des prophéties avancées par des cabinets de conseil et bureaux d'études dans leurs logiques d'agence ? Pourquoi les partis de gauche n'appréhendent-ils encore que fort peu ce foisonnement et cette richesse signifiante des imaginaires habitants et savoirs citoyens pour démystifier cet ordre du savant et du politique ? Que sont devenus les ateliers populaires d'urbanisme ? Dans le prolongement, s'il est à remarquer que ces visions non partagées perpétuent toujours en arrière-plan des visions mécaniques et technicistes de l'urbain, elles sont en outre toutes colorisées (comme de vieux films auxquels on prétend redonner jeunesse...) en vert ! Les vidéo-projections de grandes prospectives dans les palais des congrès locaux opèrent un greenwashing (lavage de cerveau verdoyant) destiné à endoctriner les imaginaires habitants dans la dite durabilité. Derrière la cosmétique,

l'environnement y est caractérisé par une vacuité des discours. Vacuité non pas terminologique (le mot est partout), mais quant à sa portée transformatrice des cultures sociales, des valeurs et principes d'existence, des modes de vie et types d'engagements évoqués précédemment. Pourtant, le processus d'urbanisation massif en cours et la formation des vastes métropoles qui en résulte constituent un défi pour l'humanité et, pour chaque territoire concerné, un défi socio-environnemental inédit.

## **2ème épisode : planifier socio-environnementalement la conversion de certains territoires**

D'un point de vue maintenant peut-être plus programmatique, l'environnement est aussi appelé par le terme même de planification écologique défendu par le Front de gauche. Or, à aucun moment cette notion de planification n'est véritablement qualifiée dans sa portée au changement dans le domaine de l'aménagement. Là aussi l'environnement pourrait aider la ville, ou plutôt l'alterville : par lui, on peut interroger fondamentalement la planification, avec les ordres de savoir, les connaissances techniques, la rationalité aménagiste, éléments qui ont historiquement assis la justification publique, institutionnelle, de l'aménagement du territoire.

C'est bien la ville qui a été plus que tout l'objet de ces desseins planificateurs et de leur fonctionnalisme recyclé (ex : ingénierie des réseaux de services urbains). Cette « planification écologique », est-ce encore une expertise prétendant à une ville plus sociale et écologique défendue par des spécialistes de l'aménagement ? Ou bien est-ce un

cadre nouveau pour permettre les initiatives populaires, à l'abri des appétits des promoteurs, spéculateurs et autres acteurs privés de la métropole ?

Il s'agirait donc de dépasser les quelques premières réflexions imputées à cette notion à gauche, réflexions au demeurant essentielles : lutter contre l'exploitation salariale, protéger les ressources naturelles... par exemple en développant une souveraineté populaire réellement digne. Car, dans le sillage du modèle centripète et densificateur vanté par toutes les stratégies

urbaines de ce jour (« construire la ville sur la ville »), et qui vise pour beaucoup à faire des centres-villes et de leur périphérie immédiate le nouvel eldorado économique (fonctions directionnelles et offres culturelles chères aux classes dites créatives), repoussant toujours plus loin les pauvres, il convient d'abord d'interroger la « performance » des outils de la planification... spatiale. Outils qui ne sont d'ailleurs, suite aux Grenelles notamment, pas sans convier parfois le terme même de planification écologiquement vertueuse, au nom d'une artificialisation croissante des terres. A l'exemple des éco-quartiers et de leurs immeubles « de standing » qui en sont les fétiches de ce jour, ceci reste placé sous l'égide de la compétitivité et de l'attractivité des territoires ainsi (a)raisonnés. Car l'écologie dont il est question reste réglementaire et normative. Et bureaux d'études comme promoteurs en sont encore et toujours parmi les premiers gagnants, que ce soit par la discrimination sociale (véhiculée par les éco-quartiers), la survvalorisation immobilière (des lisières de parcs urbains), ou encore l'assistance

à maîtrise d'ouvrage technique qu'appellent ces nouveaux objets (HQE !).

Ici, non sans conscience de ce que cela pourrait provoquer comme réaction lénifiante, un chantier de premier ordre nous semble essentiel pour la mise en pratique d'une planification écologique radicale : réhabiliter le périurbain !

Car, loin de se satisfaire d'une explication par le seul prix bon marché du carburant, le périurbain s'est affirmé comme composant intégral (avec les grands ensembles) de toute agglomération dans un système de métropolisation compétitive avec ses populations dominantes et auxiliaires. Mais, il est aussi devenu, par la force du modèle de la concentration ségrégative, le milieu de vie de millions de personnes. Et, à moins de continuer à fantasmer sur leur déplacement volontaire vers des centres embourgeoisés et uniformisés (muséifiés, piétonnés...), la puissance publique ne pourra continuer très longtemps de faire l'autruche avec ses discours concentrationnaires.

En termes de planification écologique, il s'agirait ici d'accepter une densité moyenne, et surtout ce qui s'y joue aussi, du dedans, par l'environnement, les paysages, le cadre de vie.

Car, loin de la doxa urbanistique moderne qui voudrait définitivement faire du périurbain un appendice, phagocytant au passage les cultures rurales, l'histoire de ces territoires puise de plus en plus dans le renoncement à vivre dans la ville intense, en affichant alors d'autres formes de proximité, d'autres rapports à la nature et parfois même modèles de développement et modes de vie... Et ce loin d'une acceptation définitive de l'uniformisation pavillonnaire, de la gé-

néralisation des grandes surfaces et de ses galeries marchandes, de l'essaimage des zones d'activités... Et puis, prenant au mot le fantasme de la ville dense, que ferions-nous de ces espaces ainsi libérés par la délocalisation : quelques villages pittoresques réhabilités, une somme de parcs d'attraction de la consommation dominicale... ?

Le travail autour de l'alterville doit pouvoir, sur cette base de réalité territoriale, défendre une planification écologique radicale, c'est-à-dire, dans le cadre de ce que nous proposons, aborder le périurbain dans ses dimensions d'espaces incontournables de vie... pour alors défendre une ville centrifuge, revendiquant d'autres formes de polarisations, d'autres rapports à l'espace et à sa nature, d'autres manières de faire proximité. Il s'agirait par la même de dépasser les grands partages désuets (ex : urbain/rural) au profit de frontières qui sont dorénavant intérieures à la totalité urbaine de la société capitaliste, dépassement rendant nécessaire d'inclure tous les mondes communs et agglomérats humains, au premier chef les territoires abusivement dits de déclin ou de confins (car parfois aussi de la résistance).

Cette analyse pourrait même venir nourrir, pour ne pas dire renouveler, une lecture classiste dont la grille reste évidemment essentielle, mais dont quelques catégories d'analyse sociale et spatiale sont peut-être à interroger un peu plus vigoureusement. La gratuité et la sobriété, le retour de la fonction vivrière de la terre et de ses mondes communs, les nouveaux régimes de solidarité et d'entraides en construction... donnent potentiellement à voir d'autres

identités sociales d'appartenance, étendant alors la critique à d'autres champs que celui de la seule accumulation des puissances. Comment ne pas lier la perspective socio-environnementale à ce qui fait propriété aujourd'hui, autrement que par la seule détention économique des moyens de production ? A ce qui fait valeur autrement que par le seul travail, sa force, ses habiletés ?

A ce qui fait public autrement que par la codification juridique de biens et de services définis comme communs par l'Etat, qui oublie au passage les luttes sociales historiques dont ils sont issus ? Qui n'a pas observé dans des luttes locales quelques alliances objectives a priori troublantes entre types de population pourtant en théorie socialement opposées ? Combien de temps allons-nous encore laisser la construction, idéologique, de la fameuse « classe moyenne » continuer à enfumer l'horizon collectif du dépassement ?

Bref, il convient par cette ambition de l'alterville et ce travail sur la planification écologique radicale du territoire de saisir, avec celui sur les stratégies urbaines colorisées, toute la puissance critique (cosmopolitique au sens de Latour et Stengers) de la ville par l'environnement, mais dès lors également de lui redonner une juste place, respectueuse de ce qu'elle peut également réunir de forces, fondatrices de luttes, et ce à l'échelle de plus petites unités de vie. L'alterville vise le dépassement de la métropole, en potentialisant les projets émancipateurs de la ville, ses fonctions d'urbanité et ses capacités de mobilisation (non plus seulement dans -mais sur- la ville, et sa pensée critique dont les pseudo-débats restent

orphelins). En modifiant son milieu de vie, chaque individu peut orienter également son avenir, celui de ses descendants, et promouvoir une humanité plus solidaire.

OSER ENFIN LE CHANTIER  
ALTERMÉTROPOLITAIN  
MAKAN RAFATDJOU  
ARCHITECTE-URBANISTE

Un spectre hante les territoires de France : le spectre métropolitain. Devenu un vocable proliférant très tendance et un enjeu techno-administratif très disputé, la métropole était déjà une réalité urbaine, un fait sociétal total, un entrelacs de dynamiques spatiales, temporelles, territoriales, sociales, économiques, culturelles, ... identifiées et à l'œuvre depuis longtemps. Son moment actuel, entre engouements et défiances, est celui d'un défi politique majeur.

Réalité plurielle, la métropole, dans son échelle parisienne et francilienne de « ville mondiale » et de « ville monde », est le lieu du spectacle permanent du capital où s'exacerbent à un degré inouï ses antagonismes : réalisations et déréalisations de soi ; richesses créées, surexposées, confisquées et dilapidées ; spéculations et ségrégations ; prouesses architecturales et déliquescentes urbaines ; entassements et étalements ; mobilités sans fin et relégations ; accélérations incessantes et confiscation du passé et du futur dans un présent immobile ; normalisations intenses et atomisation de destins individuels dans des sphères de vie de plus en plus étanches les unes aux autres,

...

Conjugués à toutes les difficultés quotidiennes – déplacements difficiles et chronophages, nuisances, pollutions, congestions, insécurités, crise quantitative et qualitative du logement, dégradation et raréfaction des services publics, obsession tertiaire et casse

des autres secteurs d'activité... - il en résulte une réalité proprement insensée, inégalitaire, violente, anxiogène, subie et profondément mal vécue. Cette métropole en bout de souffle subit une double injonction : celle étatique qui va de pair avec le tarissement des investissements publics structurels, et celle libérale qui vaut mise en ordre de l'espace par la recherche sans limite du taux de profit. Il en résulte un territoire fragmenté, fracturé, clivé, investi par le capital en tant que ressource première, et en voie de désintégration par la socialisation des pertes financières et de la dette, la généralisation du précaire, et la vulnérabilité massive de ses habitants.

Par-delà sa tyrannie marchande, sa frénésie immobilière, sa topophagie, son marketing mythifiant compétitivité et attractivité, et les cycles rapides de concurrence et d'obsolescence territoriales que tout cela produit, le capital vend une double illusion : que quelques pôles d'excellence peuvent subsister tels des havres de paix bien servis dans un océan de territoires servants en déshérence durable ; et que le souci environnemental et les impératifs écologiques sont solubles dans les gesticulations urbaines d'un capitalisme verdoyant !

Le refus de cette servitude territoriale, et la prise en compte des souffrances et aspirations des métropolitains, nous confrontent, dans la visée d'une alternative de progrès au capitalisme, à l'urgence d'une question fondamentale : la métropole actuelle est-elle consubstantielle au capitalisme (nous obligeant à une alternative urbaine à la métropole) ou est-elle une réalité fortement altérée

par les logiques capitalistes (mais susceptible de faire l'objet d'une transformation alternative) ?

Faire alors le choix d'une alternative métropolitaine, c'est resituer les formes et organisations des territoires, leur histoire de très longue durée, et leur dimension anthropologique, dans une relation dialectique aux rapports sociaux et modes de productions successifs, et ne pas faire de la spatialité de nos modes de vie, d'activité et d'habiter de simples et mécanistes résultats du capitalisme.

Une alternative c'est une alchimie entre les dépassements indispensables articulés dialectiquement au déjà-là, et les bifurcations incontournables faisant advenir du jamais-vu. Cette démarche d'utopie concrète bouleverse autant les fins et les objectifs de transformation que nos façons de voir et manières de faire. Une alternative métropolitaine, somme d'enjeux anthropologiques et écologiques de l'échelle locale à l'échelle mondiale, suppose sa construction comme un enjeu éthique de premier ordre et un enjeu politique inédit, par une pratique novatrice. Elle ne peut se restreindre :

ni à la dimension institutionnelle, où actions, manœuvres et batailles en cours, totalement illisibles pour les habitants, ne surmontent ni la crise de la représentation, ni la substitution forcée à l'ossature territoriale existante du triptyque métropoles (et pays)/Régions/Europe,

ni aux positionnements des partis et organisations politiques, étonnamment absents, atones, et fragilisés par les termes et contenus d'un débat qui les divise transversalement,

ni aux interventions des experts, mélange trop brouillé de stimulantes mais confidentielles productions savantes, et de douteux étalages de sachants auto-légitimés.

Face aux impasses du repli ou de l'immobilisme, elle passe avant tout par une synergie de résistances créatrices contre l'extension quotidienne de la domination territoriale du capital, et son déploiement hégémonique (par adhésion ou par défaut) dans les imaginaires individuels et collectifs. Elle réclame une extrême attention aux révoltes, aux luttes et à tout un ensemble de micro-pratiques émergentes. Certes, à l'encontre d'une vision mystificatrice de la modernité, tout ce qui est émergent n'est pas nouveau, toute nouveauté pas une innovation, toute novation pas une rupture, et toute rupture pas automatiquement un progrès. Mais la longue histoire de l'assèchement capitaliste des tentatives contre-culturelles et, symétriquement, de la méfiance et négligence dont elles ont fait l'objet par les courants institués de la transformation sociale, nous invite à un soutien sans faille à tout ce qui dégage de nouvelles marges de manœuvre hors de ce qui est établi, en même temps qu'aux nombreuses luttes quotidiennes : contre le mal logement, de soutien aux sans papiers, aux migrants, aux Roms, pour des services publics de qualité (écoles, transports, hôpitaux,...), dans les entreprises, contre les discriminations, pour la gratuité, pour la sécurité,... Il manque à cet archipel de mobilisations des osmose originales faisant naître le liant d'une conscience et d'un sens métropolitains pourtant au cœur des logiques qu'elles combattent.

Les contradictions et complexités inhérentes à la métropole comme enjeu de civilisation interdisent toute réduction d'une alternative au seul combat contre le capital, qui n'en reste pas moins une condition sine qua non, et le grand absent des débats métropolitains !!!

L'alternative métropolitaine c'est l'avènement d'un territoire comme bien commun de haute qualité porté structurellement par un codéveloppement de toutes ses parties, et comme en-commun porteur de l'excellence territoriale pour tous ses habitants, sources de relations égalitaires et solidaires de coopération avec les autres territoires.

Aménager, édifier, habiter constituent des compétences humaines aussi universelles et différenciées que le langage, qu'un long processus de division sociale continue d'en dessaisir tout un chacun/e. Réconcilier la cité et la ville, les hommes et les territoires, l'urbain et la nature, demande de renouer de façon novatrice avec la dimension première de l'habiter : laisser individuellement et collectivement des traces matérielles et symboliques dans l'adéquation qualitative et durable d'une histoire et d'une géographie singulières, et maîtriser au mieux ces traces réciproques qui nous constituent, celles que nous laissons sur le territoire et celles qu'il laisse sur nous. Cet habiter renouvelé peut initier un agir territorial émancipateur, induisant et traduisant des dynamiques plurielles d'intelligences collectives, et ouvrant de nouvelles perspectives de projets de société et de territoire par une véritable « métropolitique » : l'espérance en acte d'une métropole radicalement différente œuvre des métropolitains eux-mêmes.

Processus inaugurale de longue haleine, il est le seul rempart contre les chimères d'un supermaire omnipotent, d'un nouvel Haussmann providentiel, ou d'une techno-gouvernance de régulation et de pacification. L'exercice concret par l'immense majorité des habitants de leur droit à la ville comme part essentielle de leur citoyenneté réelle dont ils ont été dépossédés, c'est produire de nouveaux liens sociaux, un nouveau sens à la vi(II)e, et un nouvel âge de démocratie. Ici et maintenant, peuvent naître des « coopératives métropolitaines », alliance inédite de citoyens, militants, élus et experts, de coélaborations et de coréalisations chemin faisant, hors des prédéterminations institutionnelles, des surdéterminations du marché, des impensées conceptuelles et des précadres politiques. Sans un tel processus constituant et autogestionnaire de refondation libérant enfin les immenses potentielles humaines, urbaines, économiques et écologiques d'une métropole apaisée et digne, notre avenir reste obéré par des catastrophes par trop prévisibles.

## GRAND PARIS ET GRANDS PROJETS : FAUT-IL CONDAMNER ?

ROBERT SPIZZICHINO

On a pu constater lors du Forum Front de Gauche sur la métropolisation en Ile de France un mouvement assez fort se dessiner contre les « Grands Projets », et donc contre le Grand Paris. Ce mouvement est porté par des collectifs d'associations et soutenu fortement par certains élus Verts. Le 17 mars, une réunion sur ce thème a été organisée à Paris, en faisant la liaison avec la lutte entreprise par des associations et des mouvements politiques à Notre Dame des Landes, contre le projet aéroportuaire. Quels sont les projets visés au sein de la métropole francilienne ? Ils sont très nombreux et très divers : le Cluster scientifique de Saclay, Europa City-centre de commerces et de loisirs au nord du Triangle de Gonesse, un circuit de formule 1 à Flins, les projets de tri industriels et de méthanisation des déchets sur Romainville et sur Ivry, ..., et plus généralement les grandes infrastructures inutiles, tout ce qui consomme des terres agricoles, les tours, les nouveaux centres commerciaux, les recherches de gaz de schistes. La métropolisation capitaliste est supposée engendrer de tels projets au bénéfice des grands groupes de BTP et de services, et au détriment des habitants et du bien vivre des « riverains ».

Le Front de Gauche ne peut qu'être sensible à un tel mouvement qui met en avant les exigences écologiques comme priorité, dénonce les projets élaborés suite à des processus qui sont des dénis de démocratie, et s'efforce de faire une analyse politique de

la métropolisation, jugée comme sous-produit du capitalisme financier. On est également sensible à dénonciation de la mise en avant de l'emploi pour justifier tout et n'importe quoi. Pour autant, cette condamnation tous azimuts de tout ce qui est grand, voire de tout ce qui peut être réalisé sous couvert de gigantisme, qui aboutit à la remise en cause de la notion même de développement, et à la glorification du small, de la ville ralentie, et des micros projets, nous paraît empreinte de manichéisme et nous ne saurions l'adopter en tant que telle.

D'abord, ne mettons pas tous les « grands projets » indistinctement dans le même sac : Condamner Europa City, opération menée par le Groupe Auchan avec l'appui, en son temps, de Nicolas Sarkozy, sans aucune vision d'aménagement du territoire avec la prétention de constituer un nouveau centre-ville près de Roissy, nous ne pouvons qu'approuver et nous devons tout faire pour que les élus ne se laissent pas bernier par le discours sur la création de plusieurs milliers d'emplois ; il y a bien d'autres pistes de créations d'emplois dans la mouvance du Grand Roissy. Le fait qu'un Etablissement Public d'Aménagement (l'EPA Plaine de France) avec comme Président le Président du Conseil régional d'Ile de France soutienne ce projet et ne fasse rien pour proposer des alternatives dont les nombreuses études qu'il a fait faire détiennent la clé est particulièrement choquant.

En revanche, de grands projets comme Cancer Campus à Villejuif, opération qui vise à structurer un pôle de vie autour de l'Institut Gustave Roussy et

d'institutions de recherche associées, ou Ivry Confluence, opération de revalorisation de tissus urbains et économiques dégradés, ou le Campus Condorcet en pleine banlieue Nord Est, sont des projets utiles à la collectivité, à la mesure de l'Île de France, et dont on ne voit pas pourquoi leur taille les ferait condamner.

De même, lorsqu'on condamne Saclay, est ce qu'on condamne le contenu même du projet dans son intégralité, ou est ce qu'on en condamne des parties (par exemple l'aménagement résidentiel au détriment des terres agricoles), ou est ce qu'on condamne la méthode, à savoir une Opération d'Intérêt National menée par un Etablissement Public créé par la loi de 2010 sur le Grand Paris ?

Ce qui est clair, c'est la pauvreté du débat public métropolitain sur ces grands projets. Ils concernent toute la métropole francilienne, et on ne saurait se contenter des procédures traditionnelles menées à des échelons territoriaux locaux. Un effort a été fait à propos du métro Grand Paris Express, avec un débat territorialisé mené sous la conduite d'une « autorité indépendante ». Ce type de débat reste largement insuffisant : les séances menées au niveau local mettaient de fait en compétition des territoires pour obtenir un emplacement d'une gare ; quant aux solutions présentées, elles étaient fortement biaisées dans la mesure où elles ne s'appuyaient pas vraiment sur des analyses fines de déplacements, et où les choix techniques étaient prédéterminés. C'est par exemple ce que viennent de dénoncer une dizaine d'équipes pluridisciplinaires travaillant au sein du Conseil

Scientifique de l'atelier international du Grand Paris.

Pourquoi ne pas créer une organisation effectivement indépendante des divers pouvoirs politiques chargée d'organiser de vrais débats sur les grands projets avec certes des professionnels de divers types, mais aussi avec des représentants d'associations et de syndicats, et même avec des experts du débat public participatif ? Cette organisation qui aurait la capacité de demander des instructions complémentaires, rendrait des avis motivés et formulerait des recommandations, soumis aux diverses instances politiques concernées. Contrairement à ce qu'on peut penser, cela ne retarderait pas les « bons » projets ; un projet partagé par le plus grand nombre va toujours plus vite qu'un projet contesté par beaucoup.

Nous sommes aussi sensibles au concept peu usité de « Grand Programme » : Chacun sait, par exemple, que construire 70 000 logements de qualité pour tous dans des emplacements favorisant la mixité fonctionnelle et sociale, c'est une gageure ; les mécanismes actuellement en place avec les règles du jeu du système capitaliste sur le foncier et l'immobilier faisant du logement, même social, une marchandise ne le permettent pas. Alors, oui, si on donne corps à cet objectif, en ne se contentant pas d'un chiffre comme but, mais en précisant comment mieux répondre aux besoins des territoires et des habitants, on aboutit à un nécessaire changement profond du processus de production des logements, au dépassement du terme de logement au profit du concept d'habitat qui mêle

aussi l'accès à la ville, aux services et à la nature. On bouscule les institutions, on remet sur la table des habitudes dé-suètes, on pose de vraies questions politiques avec des choix à opérer ; c'est bien d'un Grand Programme régional dont il s'agit dont le pilotage doit être partagé et doit impliquer les citoyens.

Un autre exemple de Grand Programme, c'est celui de la transition écologique. Le Conseil Régional a lancé à ce sujet une démarche non dénuée d'intérêt dite des « écociliens » pour définir un train de mesures autour d'ateliers thématiques : Cette démarche sent malheureusement à plein nez sa perspective politicienne. Que des consultations sages réservées aux élites locales ; que des mesures assez vagues qui ne remettent rien en cause : rien sur la gratuité ! Rien sur le contrôle public des biens communs ! Rien sur les inégalités face à la qualité environnementale ! Et naturellement des promesses de mise en œuvre avec des moyens dérisoires et avec un contrôle démocratique à minima. On peut en revanche s'appuyer sur une telle démarche pour élaborer une vraie stratégie pondérant efforts collectifs et efforts individuels, organisant de nouvelles formes de coopération et de solidarité, pour remettre en cause des modes de développement dépassés, en particulier au niveau de la création d'emplois, pour innover, et surtout pour informer, pour éduquer, et pour appuyer les décisions à prendre sur le débat populaire.

Nous sommes d'accord sur le fait que le terme même de Grand Paris repose sur une conception que nous ne partageons pas et une idéologie que nous combattons : La mise en compétition

des territoires à toutes les échelles, la métropole vue à l'aune des grands centres de décision du capitalisme financier mondialisé, un développement avant tout basé sur des « clusters » dont on sait à quel point ils favorisent les entreprises internationales les plus puissantes, des infrastructures conçues au service des pôles d'excellence économiques, des consultations limitées voire biaisées, etc.

l'Île de France joue un rôle essentiel, tant par rapport au reste de la France qu'au niveau mondial via Paris et sa zone dense ; ce rôle est économique, certes, mais aussi culturel, scientifique, social et même sociétal. La métropolisation y prend des aspects à la fois communs, sous l'emprise des mécanismes marchands et de la mondialisation, mais aussi spécifiques via des initiatives locales, et au travers d'une histoire populaire remarquable. Cette métropole mérite un projet politique fort à la fois au service de ses habitants et de ses travailleurs, mais aussi un projet qui assume le statut mondial qui est le sien et qu'il ne faut pas effacer. Une autre contribution esquisse les lignes de forces du débat public qui pourrait s'instaurer autour de ce projet politique.

Alors, oui, il faut combattre et réfuter les modes de développement de type productiviste et soumis à la globalisation financière ; oui, il faut refuser les chantages à l'emploi et à la mise en concurrence des territoires ; oui, il y a d'autres formes de déplacements collant au plus près des besoins, et n'exigeant pas la multiplication des infrastructures lourdes ; oui, les terres agricoles sont une richesse majeure de l'Île de France et leur préservation est une priorité ; oui,

il est possible de relocaliser un certain nombre d'activités au plus près des territoires résidentiels ; oui, il y a d'autres formes de commerces et de services que celles qu'on veut multiplier au détriment d'une proximité bien organisée ;..... Nous sommes donc résolus à innover avec les citoyens pour que dans la région capitale d'autres formes de développements et d'aménagement soient au service d'un projet politique partagé, déconnecté du magma idéologique tout fait dans lequel on veut nous enfermer. Pour autant, certains grands projets peuvent servir l'intérêt général, les immeubles de grande hauteur peuvent être bien conçus au profit d'une densification souhaitable, l'accélération de la transition énergétique mérite un débat argumenté, etc.

Nous pouvons avoir une grande ambition pour Paris et sa Région.

## QUELQUES TEXTES IMPORTANTS PUBLIÉS PAR CERTAINS DES PARTICIPANTS AU FORUM

- Pour un fonds d'investissement métropolitain, mais à quelles conditions ? Isabelle Baraud-Serfaty & Ludovic Halbert, le 09/03/2011 *Metropolitiques*
- Villes en parallèle. N° 45-46 Juin 2012
- La singularité de Paris en europe Guy Burgel
- En ville, le droit à la centralité pour tous, 22 septembre 2012, Patrick Braouezec, *Mediapart*
- Il faut un grand ministère régalién des villes et des territoires, *Le Monde.fr*, 30.04.2012, Guy Burgel, professeur à l'Université Paris Ouest-Nanterre
- La Défense auteur de *Pour la ville*, Ed. Créaphis, 2012, Paul Chemetov, architecte-urbaniste
- De la pieuvre à la méduse ? Jacqueline Lorthiois - Alain Lipietz – *Paris Métropole Mars* 2013
  - Comment coordonner les réponses aux crises du logement, de la mobilité, et de la gouvernance. par Marc Wiel. Paru dans un document de rendu de l'équipe SEURA à l'AIGP sur le thème Ha

## BIBLIOTHÈQUE SOMMAIRE

Gustave MASSIAH

« Une stratégie altermondialiste » LA DECOUVERTE 2011

« Des villes aux mégalopoles » Ed. COMPLEXE 1996

Ludovic HALBERT

« L'avantage métropolitain » PUF 2010  
Marc WEIL

« Le Grand Paris, premier conflit de la décentralisation » l'HARMATTAN 2011

« Pour planifier les villes autrement » l'HARMATTAN 2007

Marc WEIL & Jean-Pierre ORFEUIL

« Le Grand Paris. Sortir des illusions, approfondir les ambitions » Paris SCRINEO 2012

Jean-Pierre ORFEUIL EMRE KORSU,  
MARIE HELENE MASSOT

« La Ville Cohérente , penser autrement la proximité » DOCUMENTATION FRANCAISE

Alain LIPIETZ :

Green deal : La Crise du libéral productivisme et la réponse écologiste » LA DECOUVERTE 2012

Jean Marc OFFNER :

« Pris métropole... » Sciences PO 2008

Paul CHEMETOV et Frédéric GILLI

« Une région de projets : l'avenir de Paris » DOCUMENTATION FRANCAISE 2006

IAU :

« Le Grand Pari(s) de l'agglomération parisienne » INSTITUT d'AMANAGEMENT et d'URBANISME 2009

Daniel JANICOT

« Dimension culturelle du Grand Paris » DOCUMENTATION FRANCAISE

Jean Paul FLAMAND

« La Question du logement en France

aujourd'hui » Editions ABEILLE & CAS-  
TOR, Angoulême, 2012.

**David HARVEY**

« Le capitalisme contre le Droit à la  
VILLE néolibéralisme, urbanisation,  
résistances » Ed AMSTERDAM 2012

**Guy BURGEL**

« Pour la Ville » Ed CREAPHIS 2012  
Paul BLANQUART :

« Une histoire de la Ville, pour repenser  
la société » LA DECOUVERTE po-  
che 1997

**Jean Pierre GARNIER**

« Une violence éminemment contempo-  
raine ; essai sur la ville , la petite bour-  
geoisie intellectuelle et l'effacement  
des classes populaires » CONTRE  
FEUX AGONE 2010

**Patrick BRAOUEZEC**

« Mais où va la ville populaire Entretien  
avec Jean Viard » l'AUBE 2012

**Robert SPIZZICHINO**

« De la Ville en politique » l'HARMAT-  
TAN 2011

**Frédéric GILLI et Jean-Marc OFFNER**

« Paris, métropole hors les murs. Amé-  
nager et gouverner un grand Paris ». Presses Fondation Sciences Politique. 2009

**Philippe SUBRA**

« Le Grand Paris, Géopolitique D'une  
Ville Mondiale ». Armand Colin. 2012.

**Pierre VELTZ**

« La grande transition » SEUIL 2008  
« Paris, France, Monde.. » AUBE 2012

**Laurent DAVEZIES**

« La crise qui vient » SEUIL 2012

**Philippe PANERAI**

« Paris métropole : formes et échelles  
du Grand Paris » Ed. de La Villette  
2008

... et aussi :

- Pouvoir local en France (Le) Cadiou, Puf
- Grenoble, la ville émietlée, Charmes Eric, Puf
- Les murs invisibles, Di Meo, Armand Colin
- Géographie de la domination, Harvey
- David, Prairies ordinaires
- Paris, capitale de la modernité, Harvey David, prairies ordinaires
- Paris sous tension, Hazan Eric, Fabrique
- Grand Paris. sortir des illusions, approfondir, Orfeuil/Wiel, Scrineo
- Les classes et quartiers populaires, Saïd Bouamama du Cygne
- La ville poreuse. Un projet pour le grand Paris, Secchi / Vigano, Métispresses
- Métropoles de papier, Van, Belles lettres
- Mixité sociale une imposture, Belmesous h, Atalante
- Paris utopie, Christ Yvan, Nicolas Chaudun
- Stade Dubai du capitalisme (le), Davis/Mike, Prairies ordinaires
- le logement intolérable, Dietrich-Ragon, Puf
- Capitalisme, contre le droit à la ville (Le), Harvey/David, Amsterdam
- Production de l'espace, 4e ed. (la) Lefebvre/Henri, Economica
- Espace et politique, Lefebvre/Henri, economica
- Du rural à l'urbain, Lefebvre/Henri, economica
- Cité à travers l'histoire (La), Mumford/Lewis, Agone

...

## Quelques dates clés

**2004 -2008** : élaboration du SDRIF, adopté par le Conseil régional en sept. 2008

**26 juin 2007** : discours de N. Sarkozy à Roissy sur les enjeux du Grand Paris

**18 mars 2008** : création du secrétariat d'Etat à la Région capitale, confié à Christian Blanc

**Juin 2008 avril 2009** : consultation de dix équipes internationales d'architectes et urbanistes sur le Grand Paris

**29 avril 2009** : discours du Président de la République à la Cité de l'architecture

**Juin 2009** : création du syndicat mixte d'études Paris Métropole

**3 juin 2010** : vote de la loi relative au Grand Paris

**Octobre 2010 à janvier 2011** : débats publics parallèles sur le réseau de transport du Grand Paris (« Grand Huit ») et Arc Express

**26 janvier 2011** : accord entre l'État et la Région sur le « Grand Paris Express » et le financement du Plan de mobilisation pour les transports

**26 mai 2011** : présentation du schéma d'ensemble du Grand Paris Express par la SGP

**15 juin 2011** : vote de la loi permettant aux collectivités de se fonder sur le SDRIF de 2008 pour leurs documents d'urbanisme et engageant la mise en révision du SDRIF

## Le calendrier prévisionnel de la révision du SDRIF

**Août septembre 2011** : lancement

**Novembre 2011** : Conférence territoriale et mars 2011 conférence des coopérations territoriales

**Octobre 2012** : adoption du projet par le Conseil régional

**mars avril 2013** : enquête publique

**Décembre 2013** : Approbation du SDRIF

## Lexique

**SDRIF** : le Schéma directeur de la région Île-de-France est un document d'urbanisme définissant la politique d'aménagement du territoire au niveau de la région. Élaboré par la Région en lien avec l'État, il s'impose aux documents d'urbanisme communaux ou intercommunaux.

**CDT** : Les contrats de développement territoriaux sont des outils de contractualisation entre les communes et l'Etat. Ils définissent les objectifs de construction de logements, de bureaux et de transports dans les quartiers jouxtant les gares du nouveau réseau de transport du Grand Paris.

**SGP** : La Société du Grand Paris est un établissement public à caractère industriel et commercial créé dans le cadre de la loi du Grand Paris. Elle a pour mission d'assurer la réalisation des infrastructures relatives à ce nouveau réseau de transport.

**Paris Métropole** : Paris Métropole est un syndicat mixte d'étude, qui regroupe les collectivités (communes, intercommunalités, départements) de l'agglomération parisienne. C'est donc plus un lieu de travail et de réflexion, qu'un lieu de décision politique.

**LGP** : La loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris est le texte qui définit les outils juridiques et administratifs permettant la réalisation du réseau de transports du Grand Paris. Elle a ainsi créé les CDT et a instauré La société du Grand Paris, ainsi qu'un certain nombre d'établissements publics ad hoc pour des zones plus précises (comme le Plateau de Saclay).

**STIF** : Le Syndicat des transports d'Île-de-France est un établissement administratif dont sont membres le conseil régional et les huit conseils généraux de la région. Le STIF est l'autorité organisatrice des transports. Depuis 2005 l'Etat n'est plus présent en son conseil d'administration et n'en assure donc plus la présidence.

**Grand Paris Express** : Le Grand Paris Express est le nom du réseau de transports automatiques qui sera réalisé dans la couronne de Paris et visant à favoriser les mobilités dans la région. Il est le fruit de la synthèse du projet présenté par le Conseil régional d'Île-de-France, Arc Express, et le projet de l'Etat, le réseau de transport du Grand Paris ou Grand Huit.



TEXTE COLLECTIF ÉMANANT  
DU FRONT THÉMATIQUE  
VILLE/HABITAT/TERRITOIRES  
EN VUE D'UNE POSITION  
COMMUNE DU FRONT DE GAUCHE SUR  
LA MÉTROPOLISATION

**C**es dernières décennies, les territoires de vie et de travail, de loisirs et de formation ont changé de dimension. Les grandes villes sont aujourd'hui inscrites dans des dynamiques métropolitaines qui transcendent les limites administratives traditionnelles. Ces grands ensembles urbains, ces métropoles, sont bien plus que des aires urbaines étendues, bien plus que des villes-centres dont on voudrait pousser les murs pour en élargir l'aire d'influence sur une banlieue constituée. Le phénomène métropolitain conjugue des dynamiques humaines, économiques, culturelles à toutes les échelles, qui appellent les collectivités territoriales à nouer entre elles des liens de coopération et de solidarité renforcés. Il s'agit de créer les espaces démocratiques qui permettront de faire face à ces nouveaux enjeux afin de mieux conduire l'avenir de chaque métropole et de s'opposer aux inégalités et au fractionnement qui les menacent. Une réforme institutionnelle s'impose.

Pourtant, le projet qui arrive en discussion au Sénat a été conduit dans la confusion, en l'absence de débat public et sans lien avec les dynamiques effectives des territoires. Ce projet de loi gouvernemental réformant l'organisation territoriale se présente désormais en trois parties. Son premier volet porte sur l'organisation des métropoles. Le fait même de morceler l'approche institutionnelle alimente les malentendus voire les tensions entre territoires. Serait-ce à dire que l'organisation du territoire est désormais pilotée par les grandes villes ? Les inquiétudes de nos

concitoyens sur le devenir de leur ville petite et moyenne, de leur village trouveront matière à se renforcer dans ce découpage de la réforme.

L'économie générale de la loi est, en son fond, contestable. Au-delà de l'affichage et du préambule du texte, il n'est question que de compétitivité et de concurrence entre les territoires sans que le sens même en soit interrogé. Les dispositions concrètes de la loi éludent les nécessaires solidarités territoriales, l'exigence d'égalité dans l'accès aux services et aménités de la grande ville. La loi proposée ne vise pas une réponse démocratique aux besoins de ces habitants. Il ne s'agit pas ici de permettre une implication élargie des citoyens et des acteurs locaux dans l'organisation des métropoles qui constituent pourtant le lieu de la vie quotidienne et celui des projets d'avenir. «Réduire les dépenses», »simplifier le mille feuilles» en sont les maîtres mots : une autre façon de parler d'austérité et de recul de l'intervention publique. L'action gouvernementale se fourvoierait si elle persistait à mettre en place des structures qui répondent aux attentes du libéralisme, à favoriser la concentration des moyens dans les territoires les plus compétitifs, les plus rentables.

En l'état, ce projet n'est donc pas acceptable. Il ne peut être voté.

Pourtant il faut une réforme de l'organisation des territoires et des modes de coopération entre eux. Notre refus de ce projet de loi ne signifie nullement que l'existant est satisfaisant. Les institutions et leur fonctionnement doivent

changer pour intégrer les évolutions de notre société : la montée de nouveaux territoires, les attentes des citoyens, la lutte contre les inégalités et le fractionnement entre territoires. Les dysfonctionnements qui appellent réponses sont aussi manifestes sur la question du pouvoir politique et de l'exercice de la démocratie.

A l'occasion de la discussion de ce projet de loi, le Front de gauche entend porter et mettre en débat ses analyses, ses positions et ses exigences.

Le phénomène métropolitain est un processus irréversible et mondial qui ne saurait se confondre avec les avanies technocratiques ni avec les pôles d'excellence dont les métropoles sont supposées être les clusters. 60% des Français habitent dans une aire urbaine de plus de 100 000 habitants : les métropoles sont d'ores et déjà l'horizon quotidien de la plupart de nos concitoyens. Leur développement est une des formes de la modernité et leur évolution dépend des projets qui les sous-tendent. La définition de ces projets de développement territorial global fondé sur un choix politique de société est la clé de leur évolution. « L'air de la ville rend libre » : cet adage de la Renaissance perdrait son sens si nous n'inventons pas, enfin, des métropoles inclusives qui rompent avec l'éloignement des catégories populaires. La ségrégation spatiale doit cesser de redoubler et structurer les inégalités sociales. Le devenir de nos villes doit se construire à partir des attentes et de la vie des habitants. Cela suppose de la confrontation politique, du débat citoyen et démocratique.

Dans cette perspective, nous voulons faire progresser la démocratie partout : c'est le sens de notre engagement pour une 6<sup>e</sup> République. Parmi les progrès démocratiques indispensables il y a ceux attendus par les habitants des grandes villes. Transport, logement, culture, qualité urbaine, commerce, emploi et développement économique, pollution, formation, développement durable... se jouent à toutes les échelles, celles du quartier, de la ville, de la métropole. Le pouvoir partagé à l'échelle locale doit aller de pair avec l'intervention au niveau métropolitain: la transition écologique, démocratique et civilisationnelle s'y joue. La démocratie doit s'imposer, se vivifier.

La proximité n'est pas un placebo, une concession ni un résidu dépassé. Elle est une donnée essentielle pour définir les projets territoriaux, y compris métropolitains, pour apprécier les enjeux, les atouts et les faiblesses des territoires. Elle est décisive pour mobiliser les acteurs publics, privés et associatifs. Elle est indispensable pour évaluer les effets des politiques publiques et de l'action privée. La métropole est essentiellement la production de projets et de dynamiques locales qui, ensemble, la constituent. Une vision par trop éloignée de ce terrain perdrait, en fait, le sens du global. Les communes sont le lieu premier de la vie démocratique et un maillon essentiel de la participation citoyenne. Les affaiblir aggraverait dangereusement la crise démocratique que mine la cohésion nationale. Les communes doivent donc être confortées dans ce rôle. Comme les départements et les régions, elles doivent garder la clause

de «compétence générale » et les finances locales et publiques doivent leur donner les moyens d'exercer leurs missions. La réforme doit l'assurer.

Si le fait urbain est aujourd'hui généralisé, le fait métropolitain ne concerne lui qu'un urbain sur deux. L'historique maillage urbain est un des atouts de la France pour se projeter dans le futur. Au même titre que sa culture, ses langues, ses mers, sa démographie, la qualité et la diversité des paysages et des villes françaises sont des bases inestimables qu'une vision étroitement concurrentielle ne doit pas saper.

Il faut savoir penser, appréhender, défendre la diversité du fait urbain : la ville périurbaine, la petite ville, la ville émietlée, la ville de banlieue, la grande ville... Pour tous leurs habitants, nous défendons le droit à la centralité dans le cadre d'une organisation métropolitaine polycentrique: tous doivent pouvoir accéder facilement à un hôpital, un cinéma, une université, un parc. C'est une condition pour être de plein pied dans l'époque, ne pas se sentir délaissé, abandonné, nié. Cela suppose une revitalisation des services publics, partout. Mais aussi une lutte contre la marchandisation généralisée de la ville et des sols, la ségrégation et la spéculation foncière.

Le niveau métropolitain qui permet de rassembler la diversité des situations urbaines, est le niveau pertinent pour construire des solidarités territoriales. La réforme doit notamment construire des espaces de solidarités et de péréquations entre les territoires qui composent une métropole.

Le principe de subsidiarité doit être conforté.

Parce que la métropole n'est pas un simple périmètre sur lequel exercer une autorité publique, mais une réalité complexe aux multiples synergies, construire des projets et des politiques publiques à l'échelon métropolitain suppose d'inventer de nouveaux espaces de dialogue et de coopération capables de prendre en compte l'ensemble des dynamiques. Ces nouveaux espaces d'échelle métropolitaine doivent tout à la fois reconnaître la souveraineté populaire, la légitimité des territoires et celle des forces vives. Il faut créer une forme nouvelle qui fasse place à tous ces légitimités, celle des citoyens et du débat politique, celle des représentants des territoires au travers de leurs élus, celle des acteurs territoriaux (syndicats, patronat, université, artistes...).

Pour faire franchir un pas à la vie démocratique, nous soumettons ces réflexions et cette proposition au débat public qui doit enfin commencer

[ftvillehabitat@frontdegauche.fr](mailto:ftvillehabitat@frontdegauche.fr)

## Ont notamment participé au Colloque

### **METROPOLISATION LES NOUVEAUX ENJEUX LE CAS DE LA METROPOLE FRANCILIENNE**

**Dominique Adenot**, président de l'Anecr,  
maire de Champigny-sur-Marne,  
**Clémentine Autain**, directrice de *Regards*, coordinatrice des  
fronts thématiques du Front-de-Gauche,  
**Emmanuel Bellanger**, historien, chercheur au CNRS,  
**Patrick Braouezec**, président de Plaine-commune,  
**Guy Burgel**, professeur de géographie urbaine à Paris X,  
**Paul Chemetov**, architecte urbaniste,  
**Eric Coquerel**, conseiller régional,  
secrétaire national du Parti de Gauche,  
**Annick Coupé**, porte-parole de Solidaires,  
**Christian Devillers**, architecte urbaniste,  
**Laurent Garnier**, vice-président du conseil  
général du Val-de-Marne,  
**Ludovic Halbert**, géographe, chercheur au CNRS,  
**Patrick Jarry**, maire de Nanterre,  
**Pierre Laurent**, sénateur, conseiller régional,  
secrétaire national du Parti Communiste Français,  
**Alain Lipietz**, économiste, Europe Écologie Les Verts,  
**Jacqueline Lorthiois**, socio-économiste,  
urbaniste, militante associative,  
**Pierre Mansat**, adjoint au maire de Paris chargé  
de Paris Métropole et des relations  
avec les collectivités locales d'Île-de-France  
**Gus Massiah**, économiste, membre du Conseil  
scientifique de Attac-France et membre  
du Conseil international du Forum social mondial,  
**Gabriel Massou**, conseiller régional, président du groupe  
Front-de-Gauche (PCF, GU, AC),  
**Gérard Perreau-Bezouille**, 1<sup>er</sup> adjoint au maire  
de Nanterre, animateur du réseau FALP,  
**Jacqueline Rouillon**, maire de Saint-Ouen,  
**Danièle Tartakowsky**, historienne, présidente  
de l'Université Paris VIII,  
**Marc Wiel**, économiste-urbaniste

**LE FRONT DE GAUCHE C'EST AUSSI  
DES FRONTS THÉMATIQUES**

**LES FRONTS THÉMATIQUES  
C'EST ENTRE AUTRE  
LE FRONT VILLE/HABITAT/TERRITOIRES**

**LE FRONT VILLE/HABITAT/TERRITOIRES  
C'EST DÉJÀ**

- **UN LIVRE D'ÉDUCATION POPULAIRE**
- **UN COLLOQUE,**
- **DES RÉUNIONS DÉCENTRALISÉES**
- **UN TEXTE SUR LES MÉTROPOLIS**
- **DES ANIMATIONS D'ATELIERS CITOYENS**

**LE FRONT VILLE/HABITAT/TERRITOIRES  
C'EST SURTOUT UN ESPACE DE TRAVAIL  
ET D'ÉCHANGES  
INSCRIVEZ-VOUS**

**[ftvillehabitat@frontdegauche.fr](mailto:ftvillehabitat@frontdegauche.fr)**